

SECRETARIAT DU PROGRAMME REGIONAL OCEANIQUE DE L'ENVIRONNEMENT

Rapport Annuel

2017



PROE

Programme régional océanique
de l'environnement

*L'environnement océanien, garant de nos modes de subsistance
et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures.*



Le Secrétariat du Programme régional océanien de l'Environnement (PROE) est la principale organisation intergouvernementale mandatée pour apporter son aide à la protection de la région Pacifique, et y pérenniser le développement durable.

Le PROE a été créé en 1992 par ses gouvernements membres en vue de soutenir la coopération et la coordination interrégionales. L'accord (le Traité PROE) qui l'établit comme organisation intergouvernementale indépendante est entré en vigueur en 1993.

Le PROE, dont le siège est à Apia, à Samoa, travaille en étroite collaboration avec les 26 pays et territoires membres qui en font partie, ainsi qu'avec des partenaires, des donateurs et des communautés locales. Son objectif est de contribuer à la gestion de l'environnement et au développement durable dans la région suivant 4 cibles stratégiques.

BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

CHANGEMENT CLIMATIQUE

GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE



BIBLIOTHÈQUE DU PROE – CATALOGAGE DES DONNÉES DE PUBLICATION

Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement

Rapport annuel du PROE : 2017 – Apia, Samoa : PROE, 2018.

66 p. 29 cm

ISSN: 1562-675X

I. Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE).

II. Titre.

III. Séries.

363.7099

Copyright © Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), 2018.

La reproduction de cette publication à des fins éducatives et non commerciales est autorisée exclusivement avec l'autorisation préalable et écrite du détenteur du droit d'auteur, et à condition que la source soit dûment citée. La reproduction de cette publication aux fins de revente, ou de toute autre fin commerciale, est interdite sans l'autorisation préalable et écrite du détenteur du droit d'auteur.

Photo de couverture : Le récif de Malolo, les îles Mamanucas, Fidji. © Stuart Chape

Autres photos : À moins qu'il n'en soit établi autrement, les photos figurant dans cette publication ont été prises par le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE).



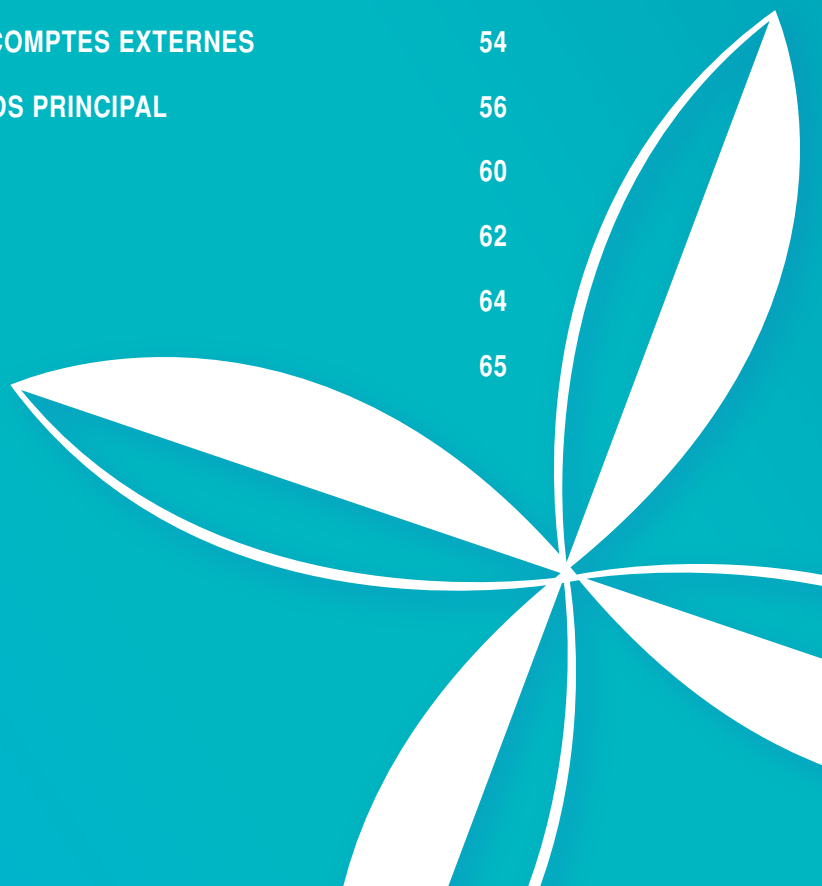
PO Box 240, Apia, Samoa
+685 21929
sprep@sprep.org
www.sprep.org



Conformément à la politique du PROE en matière de protection de l'environnement, la présente publication a été imprimée sur papier 100 % recyclé post-consommation

Sommaire

AVANT-PROPOS MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE	2
INTRODUCTION MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
NOS MEMBRES DES ÎLES OCÉANIENNES	6
PROTÉGER LES BALEINES DU PACIFIQUE	12
CONFÉRENCE SPÉCIALE DES NATIONS UNIES SUR LES OCÉANS	16
NOS PRIORITÉS STRATÉGIQUES:	
BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE	20
CHANGEMENT CLIMATIQUE	26
SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE	32
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION	38
SERVICES DES ENTREPRISES	44
DÉCLARATION ANNUELLE SUR LE CONTRÔLE INTERNE	48
DÉCLARATION DU COMITÉ DE VÉRIFICATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE	50
RAPPORT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE	52
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXTERNES	54
ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL	56
PUBLICATIONS	60
LISTE DU PERSONNEL	62
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	64
NOTRE RÉGION	65





Avant-propos

Message de la Présidence

2



Son Excellence F. Umich Sengebau, ministre des Ressources naturelles, de l'Environnement et du Tourisme, République des Palaos

2017 a été une année importante pour le PROE, le Secrétariat se préparant à une nouvelle aventure commune sur les ailes du nouveau Plan stratégique 2017 – 2026. Tout en s'efforçant de créer un environnement Pacifique résilient avec des moyens d'existence durables et un patrimoine naturel en harmonie avec nos cultures, ce voyage ne pourra être fructueux qu'à travers un partenariat et un soutien collectifs.

Comme vous le lirez dans ce rapport, le PROE a connu de nombreux succès qui ont engendré des impacts meilleurs dans notre région insulaire du Pacifique. Celui qui brille particulièrement est l'unité issue de nos efforts en tant que Forum pour préserver notre océan, lors de la Conférence ONU-Océans en juin 2017.

Il s'agissait là d'un moment historique pour notre région du Pacifique insulaire, l'un des

membres de notre famille du Pacifique, le gouvernement des Fidji, ayant coprésidé cette conférence spéciale aux côtés du gouvernement de Suède.

L'océan est une composante essentielle de notre identité en tant que pays insulaires du Pacifique. Il est le moteur de notre culture, notre sécurité alimentaire, et de notre économie, étant même un lieu de loisirs. Il y a beaucoup de raisons de célébrer le Pacifique si l'on regarde sa contribution à la communauté internationale.

Ce n'est pas un hasard si le plus grand nombre d'aires marines protégées des océans mondiaux sont de loin établies dans le Pacifique, par des Membres du PROE. Nous sommes sur les premières lignes en matière de changement climatique et de menace d'extinction de notre faune marine et de nos récifs coralliens. Les gouvernements insulaires du Pacifique sont

une figure de proue mondiale pour la conservation marine, à travers des initiatives telles que l'aire protégée des îles Phoenix à Kiribati, le parc national de la mer de Corail, le Marae Moana des Îles Cook, et bien sûr, le sanctuaire marin des Palaos.

Bien qu'elle ne représente que de petites îles et économies, notre région de plus de 30 millions de mètres carrés est unique au monde, 97 % de cette vaste région se trouvant au sein de nos Zones économiques exclusives (ZÉE). De vastes zones de l'océan sont par conséquent sous la juridiction des nations insulaires du Pacifique, nous permettant d'en contrôler la gestion. Cela est particulièrement pertinent lorsque nous unissons nos efforts d'engagement. Un exemple, le sanctuaire régional pour les requins de Micronésie, qui comprend les ZÉE des États fédérés de Micronésie (ÉFM), les Kiribati,



les Îles Marshall et les Palaos, recouvrant une superficie de 9 millions de mètres carrés, où des mesures semblables sont applicables en vertu de nos législations nationales respectives. Nous pouvons ainsi appliquer les mesures appropriées pour conserver nos populations de requins en déclin. Le sanctuaire marin des Palaos est non seulement consacré à la protection des mammifères marins et des requins, mais va aussi interdire la pêche industrielle dans 80 % de notre ZÉE d'ici à 2020. Dans les 20 % restants de la zone, nous ne pêchons que la quantité de poisson nécessaire à notre subsistance et au marché touristique.

La protection de nos espèces menacées par le biais de sanctuaires marins et d'efforts de conservation présente aussi des avantages économiques.

Des études montrent que la valeur forfaitaire de requins des Palaos morts est de 108 USD, mais que vivants, ceux-ci pourraient générer 1,9 M USD en recettes d'écotourisme. La plongée parmi des requins rapporte plus de 42 M USD annuels aux Fidji. À Tonga, les recettes générées par l'observation de baleines s'élèvent chaque année à des millions de dollars.

Ainsi, tout en confrontant des défis environnementaux, notre région contribue également à y répondre et a un impact global.

Pour la première fois pour un pays insulaire du Pacifique, les Fidji ont présidé à la 22e Conférence des Parties Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques (CCNUCC COP22), apportant une note océanique à la CdP23 2017 de Bonn, en Allemagne.

Le Samoa et le Sri Lanka ont plaidé avec succès pour inscrire les requins bleus à l'Annexe II de la Convention sur la conservation des espèces migratrices d'animaux sauvages afin de contribuer à garantir leur conservation.

De telles actions mondiales engendrent des changements positifs pour nos îles du Pacifique, faisant une fois de plus preuve de leadership océanique.

Le Commonwealth des Îles Mariannes du Nord (CNMI), les Palaos et la République des îles Marshall ont fait le choix d'interdire les plastiques à usage unique en 2017, la République des îles Marshall interdisant également les gobelets et assiettes en polystyrène et jetables. Les Fidji ont notamment établi une taxe de 10 centimes sur l'utilisation de sacs plastiques. C'est

lors de notre Vingt-huitième Réunion du PROE de 2017 qu'ont été lancés des appels à l'action contre l'amiante et les microbilles en plastique.

Nous reconnaissons tous que nous avons de nombreux défis environnementaux à gérer et nous nous réjouissons de poursuivre notre parcours avec le PROE et ses partenaires sous la direction du Plan stratégique 2017 – 2026 du PROE pour y parvenir.

En tant que Présidence de la Réunion 2017 du PROE, les Palaos applaudissent le soutien que le Secrétariat apporte à notre région insulaire du Pacifique tandis que nous nous efforçons de construire un Pacifique résilient.

Nous souhaitons une année 2018 fructueuse à tous nos Membres.

S.E.F. Umich Sengebau

MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TOURISME,
RÉPUBLIQUE DES PALAOS

Introduction

Message du directeur général



M. Kosi Latu.

Je suis heureux de vous présenter le rapport annuel du PROE pour 2017. Parmi ce que nous avons accompli, l'année 2017 a permis de démontrer la résilience du PROE qui s'est adapté aux nouvelles réalités et a répondu aux besoins en constante évolution de notre région du Pacifique afin de gagner en efficacité et performance. Nous nous sommes développés avec de plus en plus de force, et cela n'a été possible que grâce au grand soutien et aux orientations de nos Membres et partenaires.

Parmi les priorités mondiales, 2017 a été une année charnière pour la région pacifique avec à la barre de son leadership en matière d'océans et de changements climatiques les îles Fidji. Nous remercions le gouvernement fidjien pour son rôle lors de la Vingt-troisième conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique. Nous avons écrit là une nouvelle page de notre histoire puisqu'il s'agissait de la première fois qu'une île océanique présidait une COP du CCNUCC. Nous avons travaillé avec l'équipe du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP-plus), en dirigeant la coordination de CORP-plus dans le cadre du processus de négociations

et nous avons répondu aux besoins des membres des îles océaniques grâce à une collaboration fructueuse avec nos Membres et partenaires.

Notre travail sur les océans et la conservation a été reconnu lors de la Conférence sur les Océans de l'ONU, avec une forte présence océanique. Notre région insulaire a également expliqué clairement nos priorités dans le Pacifique à un auditoire international. Le PROE a contribué à une manifestation parallèle avec les co-organisateur de la Conférence de l'ONU sur les Océans, respectivement le premier ministre des Îles Fidji et le vice-Premier ministre de la Suède, qui sont intervenus en tant que principaux conférenciers avec nos dirigeants océaniques de Samoa, Palaos, la République des Îles Marshall et Tokélaou. Le PROE a stratégiquement veillé à ce que nos thématiques ciblées soient fortement définies en lien avec la conservation des océans, le changement climatique, la pollution marine, la conservation des baleines et l'acidification des océans. Ces axes de préoccupation communs définissaient l'engagement aux objectifs régionaux 1 et 2 du PROE, à savoir veiller à ce que « les communautés océaniques voient leur résilience au changement climatique renforcée » et « bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résistants ». L'assistance renforcée des membres des îles océaniques a été possible grâce au soutien financier du gouvernement suédois, qui a consacré des ressources substantielles aux mesures relatives au changement climatique et aux océans, tout en veillant à ce que la situation dans le Pacifique soit fortement exprimée et

clairement visible et intégrée dans les messages clés, les considérations politiques et les conclusions de la conférence.

Le PROE a signé un mémorandum d'entente avec l'Agence de Coopération internationale japonaise, la JICA (Japan International Cooperation Agency) pour le projet J-PRISM II, qui s'appuie sur son prédécesseur et représente un programme de 5 ans d'une valeur de 15 millions USD et concerne neuf pays océaniques. L'engagement du gouvernement japonais pour trouver des solutions en matière de gestion des déchets solides dans le Pacifique ne représente pas moins de 17 années d'une solide collaboration avec le PROE. Le projet J-PRISM II continue de répondre aux besoins techniques, institutionnels et en capacité requis pour la gestion des déchets solides et contribue directement à la mise en œuvre du 3e objectif régional du PROE : « les communautés océaniques bénéficient d'une gestion améliorée des déchets et de la lutte contre la pollution ». Toujours dans le cadre de nos mesures sur la gestion des déchets, nous rendons également hommage au projet réussi PacWaste financé par l'Union européenne de 2013 à 2017 qui a aidé 14 pays insulaires océaniques et le Timor-Leste à améliorer la gestion efficace des déchets dangereux. Nous remercions les membres participants et l'UE pour leur confiance sans faille et nous nous réjouissons de la prochaine étape du PacWaste II qui devrait commencer en 2018. Ce projet complètera également JPRISM-II pour soutenir la mise en place de l'initiative Cleaner Pacific 2025.

Le PROE est également fier du projet Inform financé par le

FEM, mis en œuvre par ONU Environnement et exécuté par le PROE qui a débuté à la fin de l'année 2017. Le projet entre dans le cadre du 4e objectif régional « Les communautés océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale, et de leur application » et veille à ce que les actions menées pour relever les défis environnementaux soient mesurées, suivies et consignées dans des rapports en soutenant les compétences nationales afin de s'assurer que les mesures prises soient durables.

La plupart de l'activité du PROE consistant à soutenir les Membres insulaires océaniques à l'échelle nationale, régionale et internationale, il est essentiel que le Secrétariat soit fort, efficace, performant et fiable. Tandis que nous allons passer à un cycle de conférence bisannuel, la vingt-huitième Conférence du PROE a validé le mandat pour le Conseil exécutif qui participe à un mécanisme important de gouvernance du PROE. La Conférence du PROE sera désormais organisée tous les deux ans et la première réunion du Conseil exécutif aura lieu en septembre 2018 et la vingt-neuvième conférence du PROE en 2019. Une autre décision cruciale consistait à valider le Plan de mise en œuvre de la performance qui a pour objectif de faire appliquer le Plan stratégique 2017–2026 du PROE afin de répondre aux priorités et aspirations environnementales de notre région du Pacifique.

Le projet de moyenne envergure financé par le FEM qui a apporté une série de politiques et de systèmes a amélioré nos processus internes afin de devenir une organisation



toujours plus efficace et performante, capable de fournir de meilleurs services et une plus grande assistance à nos membres et partenaires. Pour preuve de cette amélioration, l'excédent budgétaire dégagé des comptes financiers vérifiés du PROE pour 2017 et les résultats positifs des réserves totales. Le PROE reconnaît l'importance d'un financement durable et continuera de travailler en étroite collaboration avec les Membres et les partenaires tout en poursuivant l'implication de bailleurs de fonds non traditionnels du PROE, comme les gouvernements suédois, japonais et chinois qui ont généreusement soutenu le travail du PROE.

Nous avons à présent une Unité de coordination de projets opérationnelles avec du personnel issu des Volontaires du Corps de la Paix des États-

Unis. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande a engagé des ressources financières pour que des experts supplémentaires rejoignent l'unité en 2018. Ce renforcement des ressources humaines et ce soutien infaillible ont affermi le rôle du PROE en tant qu'entité accréditée auprès du Fonds vert pour le climat et du Fonds d'adaptation afin de mieux aider les Membres des îles du Pacifique à avoir accès aux financements dédiés aux questions climatiques ainsi qu'à d'autres sources de financement.

En 2017, notre première proposition du Fonds d'Adaptation pour le projet « d'amélioration de la résilience au changement climatique des communautés insulaires vulnérables dans les États fédérés de Micronésie » d'une valeur de 9 millions USD a

été approuvée par le conseil d'administration du Fonds d'adaptation. Cette aide vient s'ajouter au 20 millions USD du Fonds vert pour le climat attribué au projet « Services d'informations climatiques pour le programme visant un développement résilient » au Vanuatu approuvé en décembre 2016. À ce jour, le PROE a aidé avec succès le Vanuatu, Nioué et la République des îles Marshall à accéder à des financements mis à disposition du Fonds vert pour le climat. Il existe actuellement une liste prévisible de projets qui se poursuivront pour le bénéfice direct des membres des îles du Pacifique au même titre que l'Union européenne qui est désignée comme le premier donateur du PROE pour 2018/2019.

Toutes nos activités au PROE sont orientées vers un objectif commun à nos Membres et à nos partenaires qui est de

protéger « l'environnement océanique, garant de nos modes de subsistance et de notre patrimoine naturel, en harmonie avec nos cultures. » Le PROE aimerait remercier tous ses partenaires pour leur soutien et leur collaboration, qui lui permettent de protéger l'environnement océanique et d'en assurer la pérennité. Pour conclure, je voudrais également remercier chaque personne travaillant pour le PROE pour sa dévotion et les efforts incommensurables déployés l'an dernier. Merci aux Membres du PROE auxquels le Secrétariat s'est efforcé de prêter assistance. Nous apprécions vos conseils et votre esprit de collaboration. C'est pourquoi nous poursuivons nos efforts pour que le PROE devienne une organisation toujours plus efficace et performante qui reste dynamique, réactive et capable.

Kosi Latu

DIRECTEUR GÉNÉRAL, PROE

Nos Membres des îles océaniques

Un partenariat visant à atteindre des objectifs communs

Le PROE s'engage à travailler avec ses Membres pour une gestion environnementale et un développement durable de la région. Notre travail implique des priorités stratégiques développées en étroite consultation avec chaque île océanique membre ainsi que d'autres acteurs.

Les îles Vatuki et Nadogo, Vanua Levu, Fidji. Photo © S. Chape

6 La voix des Samoa américaines entendue au CMO

Les Samoa américaines ont rejoint le quatrième Conseil de la météorologie du Pacifique (CMO-4) et la deuxième Réunion des ministres de la Météorologie du Pacifique (RMMP-2) dans les îles Salomon l'an dernier, présentant les activités clés entreprises entre 2015 et 2017. Les Samoa américaines ont installé un nouveau récepteur de communications satellites, ainsi que le modèle de Système de traitement météorologique interactif avancé. Celui-ci les aide à analyser un ensemble de données diverses provenant de modèles différents afin de fournir des prévisions météorologiques. Le thème du CMO-4 et de la RMMP-2 était « Renforcer les services météorologiques, climatiques, océaniques et hydrauliques durables pour un Pacifique résilient ».

Photo PROE/S.Lui



Le PROE représenté à la vingt-neuvième Conférence sur l'environnement insulaire pacifique du Commonwealth des îles Marianne du Nord

Le PROE a été invité à la 29e Conférence sur l'environnement insulaire pacifique, organisée du 13 au 15 juin 2017 à Saipan, Commonwealth des îles Mariannes du Nord (CNMI). Le thème de la Conférence était « Un Pacifique durable : se préparer au changement, voyager en toute connaissance ».

La conférence a attiré des praticiens, spécialistes, élus et résidents de toute la région. Le comité de la conférence a demandé au PROE d'organiser un atelier visant à expliquer le processus d'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) dans la région, et de participer à un panel sur le changement climatique et les impacts climatiques dans le Pacifique. L'Administration océanique et atmosphérique nationale des États-Unis, le Bureau pour la qualité de l'environnement et du littoral du CNMI et un groupe de réflexion de Washington étaient partenaires du panel. Les présentations ont aidé les industries, les entreprises et les consultants en environnement à mieux comprendre leur rôle dans le processus d'EIE.

Les participants ont reçu des informations sur la mission du PROE en matière de changement climatique. Le PROE a également élaboré un plan de travail avec les Directeurs exécutifs de l'environnement des Palaos et des États fédérés de Micronésie (EFM) dans le cadre de la conférence sur le développement de la formation aux EIE et aux politiques environnementales.

Inscription du PIEC en cours. Photo du PIEC



'Going to Scale in the Ocean', un événement en marge de la Conférence sur les océans de l'ONU.

La Marae Moana entre officiellement en vigueur

La législation Marae Moana a été adoptée en 2017 et concerne officiellement près de deux millions de kilomètres carrés – de la zone économique exclusive (ZEE) des îles Cook au parc marin des îles Cook. Les îles Cook ont également été mises en avant lors d'un événement spécial organisé en marge de la Conférence des Nations unies sur l'océan au mois de juin l'an dernier et intitulé « Approfondir notre action dans l'océan : des aires marines protégées à grande échelle à la gestion de domaines complets – du massif au récif océanique ». Cet événement spécial a donné la parole aux missions entreprises par les îles Cook, les Kiribati, la Nouvelle-Calédonie et les Palaos, qui travaillent à établir des aires marines protégées à grande échelle. L'évènement a été dirigé par les îles Cook et Conservation International, en partenariat avec les acteurs suivants – les Kiribati, les Palaos, la Nouvelle-Calédonie (France), la chambre Ariki des îles Cook, le Big Ocean Network, le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique/Bureau du commissaire de l'océan Pacifique, le Secrétariat du Programme régional océanique de l'environnement (PROE), le Forum du développement des îles du Pacifique, le Partenariat insulaire mondial (Global Island Partnership), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), l'Université d'Auckland, la Moccasin Lake Foundation et le Global Conservation Fund.

Les EFM mis en avant en marge de la COP23

Les États fédérés de Micronésie (EFM) ont été mis en avant lors d'un panel organisé en marge de la Vingt-troisième conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique. Intitulé « Agir et financer le climat des îles du Pacifique : succès, défis et leçons tirées », l'évènement a découlé d'un partenariat entre le PROE et les gouvernements de Tuvalu et Vanuatu. Les EFM ont été présentés et ont discuté des difficultés rencontrées dans le cadre de l'accès au financement du climat après avoir reçu 9 millions USD de la part du Fonds d'adaptation, en particulier en ce qui concerne les capacités techniques et la disponibilité des ressources.



Photo PROE/J.Ward

Le retour de la tabua aux Fidji

Cent quarante-six tabuas, des dents polies de cachalot, ont été remises au gouvernement de Fidji par la Nouvelle-Zélande en reconnaissance de l'importance culturelle de la tabua pour les communautés indigènes des Fidji. Les 146 tabuas avaient été saisies par les agences de contrôle aux frontières néo-zélandaises au cours des 15 dernières années dans le cadre de la Convention sur le commerce international des espèces menacées de la faune et de la flore sauvages (CITES). Une cérémonie de présentation spéciale a ouvert l'atelier régional océanique sur la mise en œuvre de la CITES et la lutte contre le trafic illégal des espèces animales, animé par les Fidji et qui a rassemblé des participants de 17 pays différents, parties à la CITES ou non. L'année 2017 a été marquée par le 20e anniversaire de Fidji en tant que partie à la CITES.

La Polynésie française inscrit ses engagements dans le registre de l'océan lors de la Conférence des Nations unies sur l'océan

En 2017, la Polynésie française a inscrit son initiative « Aires marines éducatives » au registre de l'océan lors de la Conférence des Nations unies sur l'océan sous la forme d'un engagement volontaire. Intitulé « Réseau d'aires marines éducatives », le projet contribue à la conservation de la biodiversité, à l'utilisation durable des ressources, à la valorisation des services écosystémiques et au développement durable. Il s'agit d'une initiative dans le cadre de laquelle les élèves sont directement impliqués dans un projet d'action citoyenne local et participatif en matière de gestion des côtes et protection de l'environnement marin. En juin 2017, il existait six aires marines éducatives. Il est prévu d'approfondir encore l'initiative.





International
Coastal Cleanup
2017 Report



Rapport de dépollution des zones côtières international de 2017.



Repousse de la végétation dans une ancienne zone minière de phosphate, Nauru. Photo © Stuart Chape

Guam mentionnée dans le rapport 2017 sur le nettoyage des côtes

Le rapport sur le nettoyage international des littoraux publié en 2017 par Ocean Conservancy décrit les résultats obtenus par Guam. Le rapport a été rédigé sur la base des activités menées à bien en 2016, auxquelles plus de 5 500 bénévoles ont participé, et qui ont permis de collecter quelque 10 500 kilogrammes de déchets sur une bande côtière de 54 kilomètres. Plus de 18 000 mégots, près de 16 000 bouteilles en plastique, quelque 8 000 emballages, notamment de bonbons, et près de 4 000 sacs en plastique ont été retrouvés. Dans le rapport 2017, Guam était mentionnée à la section « Découvertes insolites », une diapositive ayant été retrouvée lors du nettoyage de la côte.

Les Kiribati ouvrent un processus de planification spatiale marine

Au moins 15 gouvernements et acteurs locaux de l'atoll de Tarawa, Kiribati, sont désormais capables d'utiliser des données spatiales et autres informations à des fins de planification spatiale marine, avec le soutien du projet « Gestion de la biodiversité marine et côtière dans le Pacifique ». Ce projet a également permis d'aider les principales agences à remettre une proposition au Cabinet dans le but d'institutionnaliser la planification spatiale marine sous la forme d'une politique nationale de planification et développement durable, reconnaissant que l'approfondissement des actions en matière de planification spatiale marine est nécessaire à Kiritimati et dans d'autres régions des Kiribati. Financé par le fonds du gouvernement allemand pour une initiative climatique internationale, le partenariat MACBIO entre la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), l'UCICN et le PROE a également permis aux Fidji, aux îles Salomon, au Vanuatu et aux Tonga d'appliquer des bases d'informations spatiales aux processus de description des biorégions marines et planification spatiale marine.

Photo du PROE/C.Iacovino



Nauru rédige sa première politique nationale intégrée pour l'environnement

Le PROE a participé à l'élaboration de la première politique nationale intégrée pour l'environnement (PNIE) de Nauru, en collaboration avec le Programme des Nations unies pour l'environnement et le ministère du Commerce, de l'industrie et de l'environnement de Nauru. La PNIE a été financée par le Programme de développement des Nations unies, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le projet « Du massif au récif » de Nauru. La PNIE complète et soutient les efforts mis en œuvre par Nauru dans le but de conserver et préserver durablement son environnement et de faire preuve de résilience face au changement climatique. La politique contribuera également à aider Nauru à développer ses législations et réglementations sur la gestion de l'environnement.

La Nouvelle-Calédonie mise en avant lors de la Conférence des Nations unies sur l'océan

La Nouvelle-Calédonie a été mise en avant lors de l'évènement organisé en marge de la Conférence des Nations unies sur l'océan de 2017, et intitulé « Approfondir notre action dans l'océan : des aires marines protégées à grande échelle à la gestion de domaines complets – du massif au récif océanique ». L'aire marine protégée de la mer de Corail néo-calédonienne couvre l'intégralité de la ZEE de 1,4 million d'hectares du pays, soit plus de deux fois la taille de la France, qui abrite le plus grand lagon au monde, inscrit au Patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2008. Cette aire marine protégée est la première contribution au paysage océanique du Pacifique d'un pays mélanésien ou d'un territoire français d'outre-mer. La Nouvelle-Calédonie a également conclu un accord de partenariat avec les îles Cook en ce qui concerne les aires marines protégées à grande échelle.

Anne-Claire de la Nouvelle-Calédonie présente la New Caledonian Coral Sea Marine Protected Area (zone marine protégée de la mer de corail de la Nouvelle-Calédonie) lors de la Conférence sur les océans de l'ONU.





Photo de Tourisme Nioué

Soutien à la recherche sur les baleines à Nioué

Le gouvernement de la Nouvelle-Zélande a annoncé en 2017 la mise à disposition d'un soutien financier à la recherche sur les baleines à Nioué afin d'approfondir la protection et la conservation des baleines à bosse dans le Pacifique. Oma Tafua, une ONG spécialisée dans la conservation des cétacés à Nioué, s'est engagée pour l'éducation, la protection et la conservation des mammifères marins dans la communauté locale. Le financement fourni s'est concentré sur l'identification photographique, acoustique et génétique dans le but de comparer les liens entre les baleines à bosse et les autres populations de la région.

Le soleil brille sur le nouveau système de pompes à eaux photovoltaïques aux Palaos

Un nouveau système de pompage et d'approvisionnement en eau fonctionnant avec des panneaux solaires photovoltaïques (PV), installé sur l'île de Kayangel, a remplacé les pompes motorisées électriques des systèmes d'eau des puits de Kayangel, ce qui contribue à ce que tous les résidents soient approvisionnés en eau. Une nouvelle pompe motorisée électrique a également été installée, mais restera en suspens pour garantir l'approvisionnement en eau en cas de mauvais temps, de ciel nuageux ou de problèmes opérationnels avec le système photovoltaïque. Pour permettre la sécurité de l'eau, un nouveau dispositif de chloration a également été mis en place. Le projet « Mesures d'efficacité énergétique renouvelables et durables » aux Palaos reprend des éléments du projet « Réduction des gaz à effet de serre dans le Pacifique par le biais de l'énergie renouvelable » (PIGGAREP) et du projet « Régional Plus ». Il est mis en œuvre par le Bureau du Samoa du PNUD et exécuté par le PROE. PIGGAREP Plus est une extension du projet PIGGAREP GEF. Le projet est financé par le programme de soutien SIDS DOCK, qui a reçu l'aide du PNUD et de la Banque mondiale et a été déployé en étroite collaboration avec l'Alliance des petits États insulaires (APEI), et par le gouvernement du Danemark et du Japon. Depuis, SIDS DOCK est devenu une agence internationale indépendante.

Les îles Chelbacheb, Palaos. Photo © Stuart Chape



M. Vagi Regi, représentant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

La protection des espèces migratoires à l'agenda politique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée

La Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) a participé en tant qu'observateur à la vingtième Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices d'animaux sauvages (CEM), organisée en 2017 à Manille, Philippines. Depuis 2003, la PNG travaille en étroite collaboration avec la CEM, initialement par le biais du PROE et du Plan d'action sur les espèces marines. En 2010, la PNG a pu mener à bien des études de marché pour le dugong grâce au soutien financier du secrétariat de la CEM. L'enquête a été réalisée pour les quatre sites de Manus, Madang, la province Ouest et la Nouvelle-Bretagne occidentale.

La République des îles Marshall interdit le polystyrène et les sacs en plastique dans les magasins

« Nous sommes convaincus que cette mesure aura des conséquences importantes sur la population et l'environnement des îles Marshall »

Mme Moriana Philip, Directrice de l'agence pour la protection de l'environnement de la RIM

Une législation visant à interdire l'importation, la fabrication, la vente ou la distribution de gobelets et assiettes en polystyrène, de gobelets et assiettes jetables et de sacs en plastique est entrée en vigueur le 1er février 2017. Il s'agit d'un pas de géant dans la sauvegarde de l'environnement. En 1950, la planète produisait deux millions de tonnes métriques de plastique. En 2015, ce chiffre atteignait 380 millions de tonnes métriques. Seuls 9 % du plastique mondial est recyclé, 12 % sont incinérés et 79 % sont accumulés dans des décharges et on compte au moins 51 billions de microparticules de plastique dans notre océan.

Ramassage de déchets à Majuro en 2016 avant l'entrée en vigueur de l'interdiction de polluer.





Travailler avec les communautés locales du Samoa pour protéger les requins

Plus de 200 représentants des communautés de villages des îles d'Apolima-tai, Manono-tai, Savaii et Upolu ont participé à des consultations visant à comprendre l'importance des requins. Ces consultations ont permis de sensibiliser les communautés sur l'importance et le rôle des requins dans l'environnement marin, de documenter les savoirs traditionnels sur les requins, d'identifier les zones importantes comme les zones de reproduction et d'acquérir des connaissances sur la perception générale des communautés.

Une déclaration a également été signée par les différentes communautés impliquées dans les consultations. Le texte appelait le gouvernement à renforcer la protection des requins dans la juridiction nationale du Samoa par le biais d'un cadre législatif plus strict.

La consultation a été organisée en étroite collaboration avec le ministère des Ressources naturelles et de l'environnement, la division des Pêches, la Samoa Conservation Society, le Youth Climate Action Network of Samoa, les Pew Charitable Trusts et le PROE.

Les Tokélaou bénéficient d'un soutien en matière de gestion des espèces envahissantes

En collaboration avec Pacific Biosecurity, l'équipe de PROE spécialisée dans les espèces envahissantes s'est rendue dans les trois atolls d'Atafu, Fakaofu et Nukunonu des Tokélaou pour sensibiliser Taupulega et les communautés locales aux espèces envahissantes. Les espèces envahissantes actuellement présentes aux Tokélaou sont les rats et les chats sauvages, qui se nourrissent de la faune endémique, des fleurs de coco et sont responsables de problèmes de santé. La sphagneticola trilobata, *Wedelia* sp. est également un point d'inquiétude, car elle recouvre le sol d'un tapis impénétrable qui empêche les plantes autour d'elle de se développer.

L'équipe Espèces envahissantes du PROE a organisé une formation sur la gestion de la sphagneticola trilobata, qui sera renouvelée en 2018 grâce aux équipes sur le terrain. Le PROE travaille également avec Pacific Biodiversity, Eco-Oceania et le gouvernement des Tokélaou pour créer une stratégie et un plan d'action sur les espèces envahissantes aux Tokélaou. L'équipe du PROE recherche des opportunités de financement pour l'éradication des rats aux Tokélaou.

Sphagneticola trilobata (« herbe soleil »). *Wedelia* sp.

Formation d'un comité pour restaurer le parc naturel de Queen Elizabeth aux îles Salomon

La communauté de Barana sur le mont Austen, Guadalcanal, îles Salomon, a créé un comité pour travailler avec le projet PEBACC à la restauration du parc naturel Queen Elizabeth situé dans cette région. Le comité est composé de jeunes, de femmes et d'hommes, ainsi que des chefs des différentes communautés.

Guadalcanal, îles Salomon. Photo © Stuart Chape



« Je suis encouragé par la détermination de la communauté à participer à la mise en œuvre de cette solution, qui permettra de replanter des arbres et de mieux gérer les bassins hydrographiques des rivières Mataniko et Lunga »

Peter Mbaranumba, Président du Comité



Mme Lisa Fanua, de l'Association de protection de l'environnement du Vava'u (VEPA) du Royaume de Tonga.



Port-Vila, Vanuatu. Photo © Stuart Chape

Le travail aux Tonga nommé aux Récompenses annuelles sur la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique

Mme Lisa Tokanga Fe'ofa'aki Fanua de la Vava'u Environmental Protection Association (VEPA) des Tonga a remporté la première récompense annuelle en matière de lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique, décernée en décembre 2017. Ce prix était remis pour la première fois. Reconnue pour son travail dans le cadre de la lutte contre les espèces envahissantes aux Tonga, Mme Fanua et son équipe de bénévoles ont contribué à avoir un impact positif sur le sol de l'île de Vava'u des Tonga. La récompense est remise aux praticiens du terrain actifs dans la lutte contre les espèces envahissantes dans le Pacifique qui ont travaillé au niveau de base et ont obtenu de bons résultats pour la biodiversité avec une utilisation minimale des ressources.

Les Tuvalu lancent sa stratégie nationale de gestion de l'environnement lors du Forum sur l'environnement océanique

Les Tuvalu sont l'un des quatre pays ayant prévu de lancer leur stratégie nationale pour l'environnement en 2017 au cours d'un événement spécial intitulé « Contribuons-nous suffisamment à un environnement sain ? », organisé en marge du Forum sur l'environnement océanique du PROE. La stratégie a été élaborée par le gouvernement des Tuvalu et le PROE en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, dans le cadre des Accords multilatéraux environnementaux d'Asie, des Caraïbes et du Pacifique 2, financés par l'UE.

M. Soseala Tinilau, directeur de l'environnement. Lancement de la Stratégie nationale de gestion de l'environnement des Tuvalu.



Le PEBACC remet des rapports ESRAM au gouvernement du Vanuatu

Trois rapports sur l'analyse et la cartographie de la résilience écosystémique et socio-économique de Port-Vila, île Tanna et une étude nationale approfondie ont été présentés au gouvernement du Vanuatu par le PROE en 2017. Ils ont été développés par le projet « Adaptation au changement climatique dans l'écosystème pacifique », avec le soutien de la population du Vanuatu.

« Nous remercions le PROE pour le travail entrepris au Vanuatu et confirmons qu'il est essentiel de protéger l'environnement naturel du Vanuatu et de la région pour construire des communautés plus solides face au changement climatique »

Jesse Benjamin, Directeur général du ministère de l'Adaptation au changement climatique, de la météorologie, des dangers géologiques, de l'environnement, de l'énergie et de la gestion des catastrophes du Vanuatu.

11

La ceinture bleue de la biodiversité du Pacifique à Wallis-et-Futuna

Afin d'aider Wallis-et-Futuna en matière de planification spatiale marine et d'analyse régionale statistique dans le cadre de la planification et la conception des aires marines protégées, une réunion a eu lieu en juin entre Wallis-et-Futuna, les services gouvernementaux de la province de Loyalty et l'agence française de la biodiversité. L'objectif de la réunion était de mieux coordonner la fourniture des services dans les pays et territoires du Pacifique insulaire et de renforcer ainsi les capacités dans ce domaine. Cet événement a bénéficié du soutien du projet « Ceinture bleue de la biodiversité du Pacifique », financé par une bourse intermédiaire 2.0 BEST de la Commission européenne, et mis en œuvre par le PROE en partenariat avec l'AFB.

Photo du PROE/W.Isenhower



Protéger les baleines du Pacifique, nos voyageurs de l'océan



En 2016 et 2017, le PROE, en partenariat avec les Membres et les partenaires, a coordonné une Campagne de protection des baleines du Pacifique, la campagne Ocean Voyagers, qui a débouché sur des actions positives en faveur de la conservation et de la protection des baleines.

12

Photo : Office de tourisme de Nioué

La Déclaration sur les Baleines du Pacifique est signée !



La vice-première ministre et ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement du gouvernement du Samoa, l'honorable Fiaame Naomi Mata'afa signe le Pacific Whale Declaration (déclaration sur les baleines du Pacifique) pour montrer le soutien du Samoa.

La Déclaration des îles du Pacifique pour l'Année de la baleine a été signée par l'Australie, les îles Cook, les Fidji, la France, la Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Zélande, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, Tokélaou, les Tonga, Tuvalu et le Royaume-Uni l'année dernière. Cette déclaration appelait au renforcement de la conservation de la baleine dans les îles du Pacifique.

11 membres ont signé la déclaration à l'issue de la Conférence sur les baleines dans un Océan en évolution,

la France et le Royaume-Uni y ayant apposé leur signature lors de la 12e Conférence des Parties à la Convention sur les espèces migratoires.

Cette déclaration souligne le rôle essentiel des baleines pour les signataires, reconnaît les mesures prises par les États et territoires insulaires du Pacifique contribuant à la protection régionale de ces mammifères marins et évoque la quasi-extinction des grandes espèces de baleines qui hivernent dans les zones de reproduction des îles du Pacifique à cause des flottes de

baleiniers industriels des XIXe et XXe siècles.

Cette même déclaration reconnaît que les dispositifs de pêche perdus et abandonnés constituent l'une des formes les plus nocives de débris marins pour les baleines, et qu'une intervention urgente visant à prévenir et à réduire considérablement la pollution marine est indispensable et elle engage également les gouvernements à collaborer avec d'autres îles et territoires du Pacifique afin d'assurer un avenir sûr aux baleines dans la région.

Les représentants miment une queue de baleine, symbole de soutien à la conservation des baleines, après la signature de la Pacific Whale Declaration (Déclaration sur les baleines du Pacifique).





Les représentants des Fidji, avec M. Joshua Wycliffe (au milieu), secrétaire permanent pour le logement et l'environnement des Fidji, miment une queue de baleine, symbole de soutien au programme de conservation des baleines.



L'ancien vice-premier ministre du Royaume de Tonga, Hon. Siasoi Sovaleni et M. Kosi Latu, directeur général du PROE lors de la Conférence Whales in a Changing Ocean (Les Baleines dans un océan en évolution) en avril 2017.

Conférence sur les « Baleines dans un océan en évolution »

Pour la toute première fois, des représentants gouvernementaux, des hauts fonctionnaires, des universitaires, des représentants de la société civile et des experts d'ONG se sont réunis dans le Pacifique pour débattre de la collaboration future en matière de conservation des baleines dans la région du Pacifique.

La Conférence sur les Baleines

dans un océan en évolution a été coordonnée par le Gouvernement du Royaume des Tonga, le PROE et l'Institut d'études d'Auckland (AIS) avec des partenaires en avril 2017.

La conférence s'est clôturée par une série de recommandations formulées à l'issue des sessions de travail, dont plusieurs portaient sur la recherche scientifique et les menaces qui pèsent sur les baleines.

Des recommandations visaient à dresser, d'ici décembre 2020, un inventaire validé des espèces de baleines et de dauphins, des caractéristiques génétiques et de l'utilisation de l'habitat pour chaque nation/territoire du PROE en vue de mieux comprendre les rôles écologiques, les valeurs économiques et culturelles et d'éclairer plus efficacement la gestion.

De même que d'ici 2022, les États et territoires insulaires du Pacifique doivent impérativement délimiter des aires protégées en vue d'empêcher la perturbation des mammifères marins en tenant compte des objectifs nationaux, en se fondant sur la science et en adoptant des approches préventives, et mettre en œuvre des plans d'action régionaux et nationaux protégeant les cétacés.

La protection des baleines du Pacifique par l'art

« Des baleines et des hommes pour la protection des océans » – une exposition d'œuvres d'art réalisées par 11 artistes des îles du Pacifique pour commémorer la campagne Protect Pacific Whales – Ocean Voyagers, ouverte au Centre culturel de Tjibaou à Nouméa, Nouvelle-Calédonie.

Cette exposition a réuni onze artistes des îles du Pacifique,

dont l'objectif visait à investir le Centre culturel de Tjibaou de leur présence en 2016 pour créer les œuvres d'art présentées.

M. Ito Waïa, Mme Christelle Montané, M. Kapoa Tiaou, Mme Marie-Anne Kapetha, M. Sacha Terrat, M. Arnaud Elissalde, M. Nicolas Molé et Mme Seiuli Tiaou sont les artistes de Nouvelle-

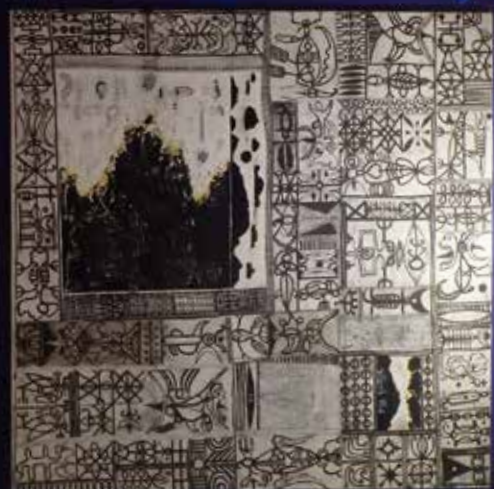
Calédonie qui ont contribué à ce projet. Parmi les autres artistes des îles du Pacifique figurent M. John Pule de Nioué, M. George Nuku de Nouvelle-Zélande et Mme Ruha Fifita de Tonga.

« Des baleines et des hommes » véhicule des messages par le biais de peintures, de sculptures, de photographies, d'installations

et de tapa – rappelant le pouvoir que possède l'art d'influencer un changement positif pour la conservation.

Le projet est soutenu par le Gouvernement de Nouvelle-Calédonie, le Gouvernement de Nouvelle-Zélande et Creative New Zealand, le PROE, le Pew Charitable Trusts et le Fonds Pacifique.

Peinture d'émail et d'huile par l'artiste John Pule



Sculpture par l'artiste George Nuku, qui utilise le plastique dans son art.



Partie inférieure de l'installation intérieure, conçue avec des sacs en plastique, par l'artiste Nicolas Mole.





M. Scott Baker du Groupe de recherche pour les cétacés du Pacifique Sud (SPWRC) et M. Kosi Latu signent en faveur d'un renforcement des partenariats.



Nouveaux partenariats visant à renforcer la protection du milieu marin dans les îles du Pacifique

Le PROE a signé des Protocoles d'Entente avec Blue Planet Marine (BPM) et le South Pacific Whale Research Consortium (SPWRC, Groupe de recherche pour les cétacés du Pacifique Sud) en 2017.

Le Protocole d'entente avec BPM vise à encadrer la coopération entre les deux organisations pour une période de cinq ans, période pendant laquelle elles collaboreront à la mise en œuvre d'enquêtes sur la biodiversité marine, notamment des Évaluations rapides de la biodiversité, des enquêtes sur les grandes mégafaunes marines comme

les baleines, les dauphins et les dugongs, et la cartographie des zones de protection marine potentielles. En juillet 2017, quatre insulaires du Pacifique des îles Cook, de Fidji et du Royaume des Tonga ont donc entrepris une mission scientifique avec des chercheurs de baleines à bord du navire-phare du BPM, le Flying Fish, dans les zones de reproduction des baleines à bosse du nord de la Grande barrière de corail.

Le Protocole d'entente conclu avec le SPWRC (Groupe de recherche pour les cétacés du Pacifique Sud), également

pour une période de cinq ans, prévoit un programme de travail qui permettra au Consortium de tenir le PROE informé de l'état de la population de cétacés et des résultats des recherches connexes dans la région, ainsi que de soutenir le renforcement des capacités des îles et territoires du Pacifique par le biais de réunions annuelles du Consortium, d'ateliers organisés par le PROE et de possibilités de participer aux recherches sur le terrain organisées par le Consortium.

M. Kosi Latu (sur la droite) et M. David Paton de Blue Planet Marine signent le Mémorandum d'entente.

Photo : Office de tourisme de Nioué



Aires importantes pour les mammifères marins (IMMA) dans le Pacifique Sud

Une réalisation majeure de l'Année de la baleine fut l'atelier régional d'experts organisé par le PROE à Apia, en mars 2017, consacré à l'identification des Aires essentielles aux mammifères marins (IMMA) dans la région du Pacifique Sud. Des scientifiques issus de douze États membres du PROE ainsi que de nombreux experts étrangers ont participé à l'atelier, qui représentait la deuxième d'une série de réunions prévues entre 2016 et 2021, dans le but de réunir des spécialistes à même d'identifier les habitats les plus critiques pour les mammifères marins dans tous les océans du monde.

Cette assemblée a été organisée par le Groupe de travail sur les Aires marines protégées pour les mammifères marins de l'UICN et elle a été financée dans le cadre du projet GOBI (Global Ocean Biodiversity Initiative, Initiative mondiale pour la biodiversité des océans) de l'initiative climatique internationale de l'Allemagne.

Le projet mondial fournira aux gouvernements des preuves solides qui renforceront le soutien en faveur de la protection des zones vitales pour la conservation des mammifères marins.

Lancement du Rapport sur les baleines des îles du Pacifique dans un climat en évolution

Les impacts potentiels du changement climatique sur les baleines des îles du Pacifique ont été analysés dans le Rapport sur les baleines des îles du Pacifique dans un Climat en évolution lancé à la Conférence des Nations Unies sur les Océans par le Royaume des Tonga.

Couvrant un large éventail de sujets, notamment l'acidification et le réchauffement des océans ainsi que la perturbation des chaînes alimentaires, le rapport souligne les différentes conséquences du changement climatique pour les baleines des îles du Pacifique. Un autre domaine d'intérêt porte sur l'impact du changement climatique sur les activités d'observation des baleines ainsi que sur leur rôle dans l'atténuation du changement climatique.



Photo : Office de tourisme de Nioué



Conférence spéciale des Nations unies sur les océans : notre océan, notre futur

Lave du parc national des volcans s'écoulant dans l'océan. Photo © Stuart Chape



Conférence spéciale des Nations unies sur les océans : notre océan, notre futur. Une nouvelle page de l'histoire a encore été ouverte avec la co-présidence par une nation insulaire du Pacifique de la Conférence des Nations unies sur l'océan en 2017. Les Fidji et la Suède ont co-présidé avec succès la conférence qui a donné lieu à l'adoption de la déclaration « Notre océan, notre avenir : appel à l'action ». Le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement et les Membres se sont retrouvés lors de la Conférence des Nations unies sur les océans, organisée au siège de l'ONU en juin 2017. Plus de 4 000 participants de gouvernements, des Nations unies et d'autres organisations intergouvernementales, d'organisations non gouvernementales, du monde académique, de la communauté scientifique et du secteur privé étaient présents. Le PROE et les îles du Pacifique ont été présentés et mis en avant lors de différents événements et réunions, ce qui a contribué à amplifier la voix unifiée du Pacifique dans notre appel à l'action pour les océans. Le rôle du PROE dans le dialogue collaboratif sur la lutte contre la pollution marine a notamment été décrit dans le cadre d'un événement spécial sur l'initiative Global Ghost Gear.

Le PROE et le Programme des Nations unies s'associent dans le cadre de l'organisation de la Conférence des Nations unies sur les océans

La collaboration entre le PROE et le Programme des Nations unies pour l'environnement a contribué à renforcer le soutien fourni aux pays membres du PROE, dans la mesure où la région océanienne s'est préparée pour la Conférence des Nations unies sur les océans. Une assistance coordonnée a été fournie aux Membres au cours des réunions de préparation, un site Internet a été lancé dans le but de proposer les principales informations nécessaires pour participer et être présent à la Conférence des Nations unies sur les océans et 27 fiches informatives ont été élaborées pour les Membres du Pacifique. Des dossiers ont également été remis sur demande.

Dans le but de contribuer à sensibiliser le public sur la problématique des océans, le PROE a publié une série de conversations du Pacifique sur cette thématique, afin d'encourager un discours éclairé sur des questions importantes pour les populations des îles océaniques. Le PROE et le Programme des Nations unies pour l'environnement ont en outre préparé et distribué un « guide de survie » à la Conférence des Nations unies sur les océans pour aider les Membres à se préparer à la Conférence, ainsi qu'un guide sur la Conférence des Nations unies pour les océans dans le but d'aider les îles du Pacifique membres à se repérer lors de l'évènement.



Une série de fiches d'information a été rédigée dans le cadre du partenariat entre le PROE et l'ONU Environnement pour soutenir les pays Membres du PROE lors de la Conférence sur les océans de l'ONU.

Faire goûter le Pacifique à la Conférence des Nations unies sur les océans

La tradition océanienne du port d'une fleur à l'oreille était bien vivante lors de la Conférence des Nations unies sur les océans. Le stand du PROE a distribué des fleurs aux participants dans le but d'améliorer la visibilité du Pacifique au sein du siège de l'ONU. Le stand du PROE, situé près de celui de l'Agence des pêches du Forum, a contribué à distribuer les ressources des îles du Pacifique, des sacs réutilisables et des fleurs. Dans le cadre des présentations de la région insulaire océanienne, plus de 300 contacts ont été établis, ce qui offre des opportunités de partager les travaux entrepris dans la région pour améliorer la santé des océans.



Des Océans plus propres pour un Pacifique plus propre. Photo PROE/L. Curry Le Partenariat océanique sur l'acidification des océans. Photo © Stuart Chape

Les engagements du PROE avec ses partenaires

La conférence a donné lieu à la prise de plus de 1 420 engagements volontaires, dans le but de contribuer à la réalisation de l'ODD 14 : la vie sous l'eau, dont 65 par la région insulaire océanienne. Le PROE a inscrit quatre engagements au registre des océans en collaboration avec un grand nombre de partenaires.

Des océans plus propres pour un Pacifique plus propre #15962

Pour répondre à l'appel à l'action relatif à des océans plus propres, un partenariat a été établi entre le Programme des Nations unies pour l'environnement, le PROE et d'autres organisations dans le but de participer à la mise en œuvre du Partenariat mondial sur les déchets marins, un engagement de la campagne #Merspropres, dans le Pacifique et de lancer la Stratégie pour un Pacifique plus propre 2025 dans le but de réduire les débris marins et d'assainir l'océan Pacifique.

Alliance pour la recherche autour de l'océan Pacifique (AROP) #15810

L'AROP se concentre sur la mise en relation et l'approfondissement de la recherche autour de l'océan, sur les côtes et en pleine mer, afin de collecter et de fournir des données marines aux décideurs politiques, de renforcer les compétences du Pacifique, de connecter les parties prenantes et experts internationaux, régionaux et nationaux, et de soutenir l'Alliance pour la recherche autour de l'océan Pacifique et le Bureau du Commissaire à la gouvernance de l'océan.

Partenariat du Pacifique sur l'acidification des océans #15798

Ce partenariat entend s'appuyer sur le partenariat NZ Pacifique sur l'acidification des océans, dans le but de renforcer la résilience face à l'acidification des océans et d'atténuer les impacts du changement climatique sur les océans, les communautés côtières et les écosystèmes.

Protéger, conserver et restaurer les populations de baleines dans les îles océaniques #16006

En avril 2017, le PROE et le Royaume des Tonga ont organisé la conférence sur les « Baleines dans un océan en évolution » dans le but de rassembler un grand nombre d'experts et de parties prenantes pour discuter des questions affectant les baleines, notamment les nouvelles menaces, comme le bruit, l'emmêlement dans les filets de pêche, l'ingestion de débris de plastique, les collisions avec les navires et le changement climatique. La plupart des gouvernements et organisations ont signé un engagement volontaire pour sauver les baleines et faire face, avec nos partenaires, aux menaces émergentes pour les plus grandes créatures de l'océan.

17

L'exposition de photos « Nos îles du Pacifique, notre océan, notre maison »

Une initiative conjointe du gouvernement de Fidji et du PROE a donné lieu à l'organisation d'une exposition de photos de paysages terrestres et marins des îles du Pacifique du photographe Stuart Chape. Elle a mené le thème Nos îles du Pacifique, notre océan, notre maison au cœur des Nations unies, faisant le lien entre l'essence même de l'ODD 14, la valeur intrinsèque de l'océan Pacifique et le mode de vie océanien.

Les images, qui ont embelli les murs du siège de l'ONU, ont ensuite été offertes aux co-Présidents de la Conférence des Nations unies sur les océans, ainsi qu'aux différentes missions et partenaires représentant des îles du Pacifique, dont les pays apparaissent sur les photographies, dans le but de garantir qu'une vue de l'océan Pacifique reste à New York.

À New York, les photos prises par le photographe Stuart Chape ont été offertes aux représentants des îles du Pacifique et présentées lors de l'exposition. À gauche: Samoa. À droit: Palaos.





L'honorable John Silk, ministre des Affaires étrangères de la République des îles Marshall, présenté lors de l'évènement spécial du PROE en marge de la Convention sur les océans de l'ONU.



Un groupe de haut niveau présenté lors de l'évènement spécial du PROE en marge de la Conférence sur les océans de l'ONU.

Le Pacific Voyage — Notre océan, nos populations, notre Pacifique

Le PROE a organisé un évènement spécial, en marge de la conférence, avec les partenaires de la Conférence des Nations unies sur les océans, en présence des deux co-Présidents de la Conférence des Nations unies sur les océans, le Premier ministre de Fidji, Josaia Voreqe Bainimarama et la ministre de la Coopération pour le développement international et le climat, Isabella Lövin, du Premier ministre du Samoa, Tuilaepa Aiono Sailele Malielegaoi – également hôte de la Conférence de l'UNSIDIS, de John Silk, ministre des Affaires étrangères de la République des îles Marshall, F. Umiich Sengebau, ministre de l'Environnement des Palaos, Ulu o Tokelau Aliko Faipule Siopili Perez et Elliot Harris, Assistant du Directeur général du Programme des Nations unies pour l'environnement.

Lors de cet évènement, le PROE a présenté des images encadrées de l'environnement des îles du Pacifique au Premier ministre de Fidji et à la ministre de la Coopération pour le développement international et le climat de la Suède, ainsi qu'aux co-présidents de la Conférence des Nations unies sur les océans.

En parallèle de la Journée mondiale de l'océan 2017, cet évènement spécial de haut niveau a également permis aux intervenants de faire entendre la voix du Pacifique dans leur appel à protéger et préserver nos océans. Plusieurs thèmes ont été abordés, notamment le rôle important des partenariats, le changement climatique, les grandes aires marines protégées, la pollution nucléaire, les épaves de la Seconde Guerre mondiale et le régionalisme océanien.



Les photos encadrées prises par le photographe Stuart Chape ont été présentées aux deux co-présidents de la Conférence sur les océans de l'ONU : l'honorable Josaia Voreqe Bainimarama, Premier ministre des Fidji et l'honorable Isabella Lövin, Minister for International Development Cooperation and Climate of Sweden (ministre suédoise du Développement de la Coopération internationale et du Climat).

18

Protéger, conserver et restaurer les populations de baleines dans les îles océaniques.
Photo de l'Office de Tourisme de Nioué



Présentation des îles du Pacifique au siège de l'ONU avec le traditionnel souffle dans le coquillage de conque.



Les histoires du Pacifique racontées à la Conférence des Nations unies sur les océans

Des informations sur la Conférence des Nations unies sur les océans ont été communiquées aux îles du Pacifique avec l'aide des rédacteurs en chef de deux organisations régionales, PACNEWS Agency et Islands Business. En collaboration avec le PROE, plus de 20 histoires ont été racontées au cours de la semaine de la conférence, notamment au sujet de la région insulaire océanienne. Ces actualités ont abordé plusieurs thèmes d'importance pour les différents membres du PROE décrits pour la Conférence des Nations unies sur les océans.



Ouverture de la Conférence sur les océans de l'ONU sous la coprésidence des Fidji.



Performances culturelles des Fidji à l'Assemblée générale du siège de l'ONU lors de l'ouverture de la Conférence sur les océans de l'ONU.



Les Fidji ouvrent les cérémonies du World Ocean Day (Journée mondiale des océans) au siège de l'ONU lors de la Conférence sur les océans de l'ONU.



L'honorable Baron Waqa, Président du Nauru, présent à l'assemblée plénière de la Conférence sur les océans de l'ONU.



Les représentants du royaume de Tonga ont revêtu leurs habits traditionnels lors de la Conférence sur les océans de l'ONU.



Grande visibilité des îles du Pacifique au siège de l'ONU lorsque les représentants des îles ont arboré des fleurs sur leurs oreilles en signe de soutien pour des océans plus propres.

Gestion de la biodiversité et des écosystèmes

La région des îles océaniques possède l'un des complexes les plus riches d'écosystèmes marins et terrestres sur terre, qu'il s'agisse d'habitats logés dans les écosystèmes forestiers de montagne ou sur des îles volcaniques, des îles composées d'atolls coralliens bas ou du grand large. Des milliers de plantes et d'animaux occupant notre région n'existent nulle part ailleurs sur la planète. Bon nombre d'entre eux se sont habitués à des habitats spécifiques, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux menaces et à la pression engendrées par des activités humaines, ou en découlant.

Soulignons également que la protection de la biodiversité dans la région des îles océaniques constitue un problème complexe englobant des dimensions sociales, politiques et culturelles. Les modes de subsistance ainsi que le développement économique national des insulaires du Pacifique reposent sur les écosystèmes naturels et leurs ressources. Ces écosystèmes naturels représentent également une composante critique de la culture des îles océaniques. En effet, ils sont à l'origine des pratiques culturelles traditionnelles, des mythes et des légendes.

Forêt d'araucarias, Nouvelle-Calédonie. Photo © Stuart Chape

La Table ronde océanique pour la conservation de la nature soutient l'agenda politique de conservation des océans

Plus de 1 300 engagements volontaires visant à conserver nos océans mondiaux ont été pris lors de la Conférence des Nations unies sur les océans, dont 130 par les pays du Pacifique insulaire. En 2017, la Table ronde océanique pour la conservation de la nature (PIRT) et des aires protégées s'est réunie à Honiara, îles Salomon afin d'identifier la manière dont le travail des membres de la PIRT peut aider les pays à atteindre ces engagements. Cette réunion a donné lieu à la rédaction d'une charte d'actions. Le thème de la réunion de la PIRT 2017 était « Les océans à une étape charnière – des engagements

mondiaux à une action régionale ».

Le vingtième anniversaire de la PIRT a également été célébré à cette occasion. Créée en 1998 à la demande des pays et territoires du Pacifique insulaire, la PIRT permet à ces organisations d'œuvrer à la conservation de la nature dans le Pacifique afin d'améliorer la collaboration et la coopération

entre eux, et d'atteindre une conservation efficace.

La PIRT offre un cadre et encourage les actions par le biais de ses groupes de travail, qui se réunissent une fois par an sur des sujets spécifiques, puis rendent compte de leurs progrès lors de l'assemblée annuelle. La Conférence des îles du Pacifique sur la conservation de la nature et

les aires protégées est liée à la PIRT et a lieu régulièrement depuis 1975. Lors de cette conférence, les agences gouvernementales, ONG, organisations communautaires, agences de don et expatriés concernés par les sciences et pratiques de conservation dans la région insulaire océanique peuvent discuter de l'agenda politique des années à venir.

Vingtième Table ronde océanique annuelle pour la conservation de la nature des zones protégées. Photo du PROE/A.Wheatley



Les îles du Pacifique travaillent à la ratification du Protocole de Nagoya

Le projet régional Accès et partage des avantages (ABS) du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) du Programme des Nations unies pour l'environnement et du PROE a commencé au mois de juin 2017 par un atelier de présentation et une formation sur la création de mesures permettant d'appliquer le Protocole de Nagoya dans le Pacifique. Le projet aidera les pays du Pacifique insulaire à ratifier le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages résultant de leur utilisation, et à mettre en œuvre des mesures essentielles pour

le rendre opérationnel dans la région.

Les États fédérés de Micronésie, les Fidji, la République des îles Marshall, le Samoa et le Vanuatu sont des îles du Pacifique parties au Protocole de Nagoya, un accord adopté en 2010 venant compléter la Convention sur la diversité biologique.

Le projet de trois ans est financé par le FEM, mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour l'environnement et exécuté par le PROE. Les partenaires du projet sont notamment ABS Capacity Development Initiative et 14 gouvernements des îles du Pacifique.

Un ancien du village expliquant l'utilisation traditionnelle des plantes à Yap, États fédérés de Micronésie, l'une des cinq îles du Pacifique parties au Protocole de Nagoya. Photo © Stuart Chape



21

Une gestion progressive des espèces envahissantes dans les territoires français

Afin de promouvoir la collaboration des territoires français et des pays du Pacifique dans le cadre de la gestion des espèces envahissantes, le Fonds Pacifique a mis des fonds à disposition du PROE pour organiser un atelier visant à aligner les territoires français et la mise en place des « Principes pour la gestion des

espèces envahissantes dans le Pacifique ». Cette action s'inscrit dans la lignée des travaux financés par le Fonds Pacifique en 2015 dans le but d'achever la Stratégie et le plan d'action de Wallis-et-Futuna sur les espèces envahissantes, alignés avec les principes.

L'atelier a reçu le soutien de Conservation International

et Island Conservation, et a été hébergé par le Secrétariat pour la coopération régionale à Nouméa, Nouvelle-Calédonie. Le gouvernement français a ouvert la réunion, à laquelle le Conservatoire néo-calédonien pour l'environnement naturel, Wallis-et-Futuna et des représentants des provinces de Nouvelle-Calédonie ont participé.



Déracinement d'un tulipier de Gabon *Spathodea campanulata*, une espèce envahissante dans le Pacifique. Photo du PROE/J.Key



Participants à l'atelier pour adapter les Lignes directrices sur la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique aux territoires français. Photo de Conservation International



L'Oceania group lors de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage de la 12e CdP.



Membres de la délégation du Samoa avec les mascottes lors de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage de la 12e CdP. Le Samoa et le Sri Lanka ont fait pression pour inscrire les requins bleus à l'Annexe II dans le cadre de ladite Convention.

Les requins bleus ajoutés à la liste des espèces protégées

En 2017, le Samoa et le Sri Lanka ont plaidé avec succès pour inscrire les requins bleus à l'annexe II de la Convention sur la conservation des espèces migratrices d'animaux sauvages (CEM COP12) afin de contribuer à garantir leur conservation. On estime que quelque 20 millions de requins bleus sont capturés chaque année.

Le Samoa a participé à la CEM COP12 avec les parties du Pacifique, notamment les îles Cook, les Fidji et les Palaos. Ces pays constituent le groupe de la région océanique aux côtés de l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Philippines.

Le PROE a contribué à mettre le Pacifique en avant lors de la CMS COP12 par le biais de plusieurs activités. L'une

d'entre elles a permis la présentation du PROE au cours du segment à haut niveau du panel de discussion visant à décrire le point de vue des îles du Pacifique. En outre, le PROE a coordonné une campagne intitulée « Pacific Voyage » dont le but était de distribuer des ressources du Pacifique sur un stand spécial, installé lors d'événements présentant les actions en matière de conservation marine mises en place dans le Pacifique, et a développé un certain nombre de supports médiatiques utilisés dans toute la région insulaire océanique. La campagne intitulée « Pacific Voyage to CMS COP12 » a reçu le soutien du projet européen ACP MEA2.

Le Samoa et le Sri Lanka sont parvenus à faire pression pour que les requins bleus soient inscrits à l'Annexe II de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage.



Crédit photo de Jim Abernathy

La population de l'île de Tanna vote en faveur de la création d'une aire marine protégée



Panneau à l'entrée de Port Resolution, île Tanna, Vanuatu. Photo du PROE/J.Shem

La communauté de Port Resolution, sur la côte Est de l'île de Tanna, située dans la province de Tafea, au sud du Vanuatu, a voté à l'unanimité en faveur de la création d'une aire protégée couvrant plus de cinq kilomètres de littoral.

La côte montre des caractéristiques uniques, notamment la mangrove la plus septentrionale du Vanuatu, des prairies d'herbiers marins qui attirent les dugongs, des plages de sable blanc et volcanique qui hébergent la nidation de populations de tortues et l'un des spots de surf les mieux gardés de l'île.

Les populations font face à un appauvrissement de leurs sources de protéine, car leurs réserves de poisson sont continuellement affaiblies et leur environnement naturel connaît un profond changement. Les arbres côtiers disparaissent en raison des facteurs de stress humains et climatiques et les déchets en plastique sont de plus en plus courants dans le paysage du littoral.

Le projet PEBACC travaille avec la communauté pour l'assister dans son désir de se protéger contre ces changements et, si possible, de conserver les avantages de son écosystème tout en respectant l'environnement naturel.

Élection de Miss Nature 2017 aux îles Salomon

La première édition de l'élection de Miss Nature a été organisée à Honiara, îles Salomon, en octobre 2017 afin de contribuer à encourager un environnement Pacifique durable et sans pollution. Sept lycéennes ont participé à l'évènement, qui a assuré la promotion de bonnes pratiques.

Les participantes ont prononcé des discours orientés sur l'environnement, ont porté des tenues créées à partir de matériaux naturels et ont proposé des chorégraphies soulignant l'importance de notre environnement. Le concours a été remporté par quatre étudiantes de l'école Saint Nicholas.

L'évènement a été organisé par le ministère de l'Environnement, du Changement climatique, de la Gestion des catastrophes et de la Météorologie et le PEBAAC dans le cadre du symposium national sur la gestion des ressources.

Le symposium a permis aux parties prenantes de l'environnement de partager des informations scientifiques et des leçons tirées, afin d'aider à renforcer les efforts de gestion des ressources naturelles dans le pays.



Cérémonie de couronnement de Miss Nature, îles Salomon.
Photo du PROE/J.Shem

Mobilisation d'informations et données relatives aux espèces envahissantes et non indigènes et renforcement des capacités régionales et nationales dans le Pacifique

Le projet « Mobilisation d'informations et données relatives aux espèces envahissantes et non indigènes et renforcement des capacités régionales et nationales dans le Pacifique » a été lancé en 2017. Le projet financé par l'Union européenne est mis en place dans le cadre du Programme de développement d'informations sur la biodiversité, à l'initiative du Système mondial d'informations sur la biodiversité (GBIF).

Le projet entend mobiliser des données au moyen d'accords de partage de données et renforcer les compétences de la région pour publier des données, intégrer des données à des répertoires sécurisés et

renforcer les capacités dans le but d'utiliser les données à des fins politiques et de prise de décisions.

Le PROE coordonne le projet, qui intègre des organisations de 14 membres du PROE, notamment 9 pays insulaires et 3 territoires. Les partenaires régionaux du projet sont le PROE et la Communauté du Pacifique (SPC), ainsi que d'autres partenaires mondiaux, notamment l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le groupe de l'UICN spécialisé en espèces envahissantes.

En 2017, le projet a vu le PROE devenir le premier outil de publication Internet du Pacifique pour le GBIF, ce qui

permet aux membres et autres organisations du Pacifique de publier des données directement dans le GBIF par le biais du pôle GBIF du PROE. Les partenaires régionaux et mondiaux du projet se sont rencontrés pour cartographier les données existantes sur les espèces envahissantes et pour travailler à l'élaboration d'accords de partage de données afin de mieux partager et utiliser les données. Chaque pays partenaire organise une réunion nationale avec les propriétaires de répertoires nationaux de données dans le but de regrouper les ensembles de données qui seront ensuite publiés lors d'un atelier régional de mobilisation de données qui aura lieu à Apia en 2018.



Acanthaster pourpre, une espèce envahissante au milieu de coraux morts. Photo J.Ward

En septembre, un protocole d'entente a été négocié et signé entre le GBIF et le PROE. Cet accord établit un mandat pour le premier pôle participant du Pacifique, basé au sein du PROE. Ainsi, les pays du Pacifique insulaire pourront envoyer leurs données en matière de biodiversité au GBIF.

Les organisations régionales se réunissent à Suva afin de préparer le terrain pour le projet régional et national de mobilisation de données et d'informations sur les espèces exotiques et envahissantes et de renforcement des capacités dans le Pacifique.

La rouille du taro.
Photo du PROE/P.Donohoe



Le PROE et les territoires français membres renforcent leurs compétences en gestion côtière

Dans le cadre du financement de l'initiative européenne BEST 2.0, le projet de la ceinture bleue de biodiversité du Pacifique a aidé les membres territoires du PROE à mettre en œuvre, en 2017, des mesures de gestion et conservation de la côte avec les gouvernements et parties prenantes locales.

La Nouvelle-Calédonie a mené à bien un processus de consultation publique exhaustive et a publié son projet de plan de gestion du parc naturel de la mer de Corail, qui propose des principes pour l'intégralité de sa zone économique exclusive et intègre la communauté au processus. Les territoires français dans le Pacifique ont également bénéficié de formations à la mise en place de processus de planification spatiale marine, et un projet d'examen et de rédaction de principes d'adoption de technologies de surveillance appropriées pour les aires marines protégées des îles du Pacifique a été lancé. La Polynésie française et Wallis-et-Futuna ont conçu des pistes éducatives sur les ressources marines côtières avec l'aide du gouvernement et des parties prenantes locales, et impliqueront l'industrie du tourisme locale et la communauté à la construction, la mise en œuvre et la formation à la gestion.

La ceinture bleue de biodiversité du Pacifique est mise en place par le PROE en partenariat avec l'Agence française de la biodiversité et bénéficie d'une subvention intermédiaire BEST 2.0 de la Commission européenne.



Les consultations des parties prenantes étaient cruciales pour mettre en place les grandes lignes du Plan de gestion du parc marin de la Nouvelle-Calédonie. Photo de Direction des affaires maritimes, Nouvelle-Calédonie

Le PROE et MACBIO proposent des formations au Samoa en matière d'informations spatiales et de cartographie des aires protégées

La formation à la collecte de données réelles à l'aide de systèmes de positionnement (GPS) et à l'analyse de données grâce à des systèmes d'information géographique, a été suivie par le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa. La formation a été organisée

et proposée dans le cadre du programme de biodiversité et aires protégées du PROE et du projet MACBIO, et s'inscrit dans la lignée des efforts du PROE visant à promouvoir la participation régionale aux leçons et conclusions de MACBIO.

La formation a inculqué au personnel du MNRE les compétences nécessaires à de nombreuses activités, notamment la planification intégrée des zones côtières, la cartographie précise des aires protégées et l'actualisation des données nationales relatives aux aires protégées. Les

participants ont bénéficié d'une formation sur le terrain afin d'appliquer leurs connaissances théoriques en matière de collecte de données par GPS pour surveiller trois réserves naturelles dans la région d'Apia, notamment les frontières, les caractéristiques importantes et les actifs associés.

Intégrer la biodiversité et la lutte contre le changement climatique

En octobre 2017, le gouvernement des Fidji, en partenariat avec le projet PEBACC, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et le projet Swedbio du Stockholm Resilience Centre, a organisé un dialogue régional et une mission d'apprentissage sur « L'intégration de la biodiversité et de la lutte contre le changement climatique » à Suva, Fidji.

L'objectif de l'évènement était d'explorer le potentiel des approches écosystémiques dans la lutte contre la menace du changement climatique, notamment l'adaptation écosystémique, l'atténuation et la réduction des risques de catastrophe dans le Pacifique.

« Nous sommes tous conscients que les écosystèmes sont à la base de nos vies, de nos activités sociales et économiques et que notre existence est intrinsèquement liée à celle de nos écosystèmes. »

M. Joshua Wycliffe, Secrétaire permanent du Gouvernement local, de l'habitat et de l'environnement pour le gouvernement des Fidji.



Les participants au Dialogue sur le changement climatique et la biodiversité au village de Narocivo, aux Fidji. Photo du PROE/J.Shem

Une étude sur les requins menée à bien au Samoa

Des études ont été menées à bien dans les aires d'Aleipata et Falealili pour déterminer la présence et identifier les espèces de requins et raies et la santé des récifs de corail. Ces études s'inscrivent dans le cadre du projet Global FinPrint, qui a exploré plus de 100 récifs dans les Caraïbes, le Triangle de Corail, l'océan Indien et l'océan Pacifique à l'aide de systèmes vidéo sous-marins (BRUV). L'objectif général du projet est de combiner des efforts à grande échelle pour obtenir des informations et des données sur l'incidence de l'homme, l'utilisation de l'habitat et l'abondance de ressources qui seraient utilisées pour développer des mesures de gestion et conservation des requins et raies.

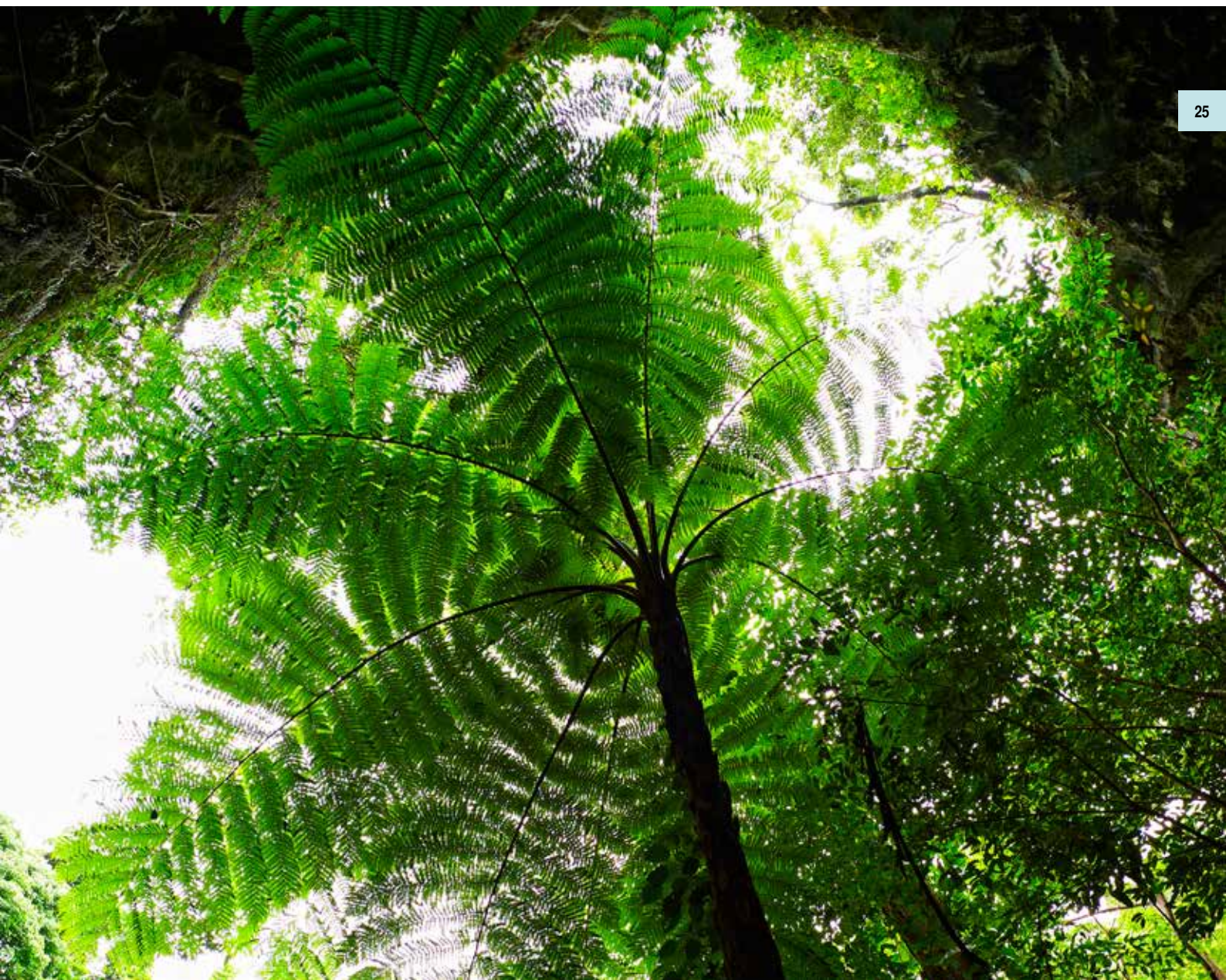
Les résultats de l'étude indiquent la présence de requins gris des récifs, de requins bordés et de requins longimanes, ainsi que de plusieurs raies et tortues. Elle a également permis de documenter l'état et la santé des récifs de corail, fortement touchés par le tsunami de 2009, l'épidémie d'*acanthaster planci* et le blanchiment de masse des coraux.

Cette étude a été menée à bien en collaboration avec le MNRE, l'Australian Institute of Marine Science, AquaSamoa et la Division des pêches du Samoa.



Enquête sur les requins à Samoa terminée. Photo L.Currey, AIMS

Fougères arborescentes dans une grotte, Nouvelle-Calédonie Photo © Stuart Chape



Changement climatique

Tous les pays et territoires insulaires du Pacifique sont fragilisés par les effets des changements climatiques, de la variabilité du climat ainsi que par diverses catastrophes naturelles. Le degré de vulnérabilité varie selon leur exposition et leur sensibilité aux impacts du changement climatique et leur capacité à réagir. Certains territoires et pays plus étendus présentent une diversité environnementale, une capacité sociale et économique plus forte, tandis que d'autres sont extrêmement fragiles et limités.

Bien que les impacts du changement climatique apparaissent déjà clairement à l'échelle mondiale, notre région figure parmi les plus exposées aux menaces du changement climatique et aux risques de catastrophes connexes, notamment les cyclones tropicaux, les typhons, la sécheresse et les tremblements de terre. Notre isolement, notre emplacement, notre taille, nos formations géologiques et notre capacité limitée, le tout combiné, nous exposent tout particulièrement aux impacts du changement climatique. Une sensibilisation accrue et une meilleure compréhension des impacts du changement climatique sur les communautés du Pacifique et les moyens de subsistance revêtent une importance cruciale, de même que les activités qui renforcent la résilience des îles face aux changements et aux conditions climatiques extrêmes.

Le Programme régional océanique de l'environnement (PROE) constitue le principal organisme de coordination des réponses au changement climatique et de l'intégration dans la région Pacifique. L'un de nos principaux objectifs stratégiques vise à renforcer la capacité de nos membres à réagir aux changements climatiques. Nous y parviendrons par le renforcement institutionnel, la mise en œuvre de mesures pratiques d'adaptation, le renforcement des applications des informations météorologiques et climatiques, la gestion des connaissances et l'accès au financement de la lutte contre le changement climatique. Pour atteindre un faible taux de production de carbone et une réduction des émissions, il faudra renforcer la résilience des écosystèmes face aux impacts du changement climatique.

Île Aniwa, Vanuatu. Photo © Stuart Chape

Le Samoa organise le premier forum national sur le financement de la lutte contre le changement climatique

Le premier Forum sur le financement de la lutte contre le changement climatique au Samoa s'est tenu à Apia et a réuni les principaux acteurs gouvernementaux nationaux, les partenaires au développement, les agences techniques régionales, le secteur privé, les organisations de la société civile, les organisations non gouvernementales et les parties prenantes afin de débattre collectivement des enjeux, partager les enseignements

tirés et trouver des solutions permettant de relever les défis posés par le financement de la lutte contre le changement climatique.

Cette rencontre consistait en une série d'activités d'une semaine axées sur la mise en évidence et la documentation des priorités de financement nationales du Samoa en matière de lutte contre le changement climatique et des principaux défis qui limitent

sa capacité à mettre en œuvre efficacement des initiatives nationales et régionales dans ce domaine. Un plan de travail conjoint a été élaboré pour aborder les mesures prioritaires qui renforcent la résilience des principaux intervenants des secteurs public, privé et communautaire.

Tenu en mai, le forum a permis de définir les priorités en matière d'appui au financement de la lutte contre le changement climatique et les stratégies visant à résoudre les problèmes persistants auxquels le Samoa est confronté. Ce forum faisait également partie intégrante du processus de planification de projets, avec

des conseils techniques émanant des projets régionaux suivants sur le changement climatique : L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), Climate Ready ; USAID et le projet de renforcement institutionnel de la Communauté du Pacifique (CPS) dans les pays insulaires du Pacifique pour s'adapter au changement climatique ; et le projet de financement du changement climatique pour le Pacifique, soutenu par le Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).



Premier forum national sur le climat de Samoa.

Le voyage dans le Pacifique jusqu'à la CdP23 de la CCNUCC

Les réunions des îles du Pacifique visant à préparer la vingt-troisième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP23 de la CCNUCC) ont fourni la plateforme d'une position commune du Pacifique sur un certain nombre de questions clés de négociation.

Soutenu par le projet IMPACT d'analyse climatique, le PROE a pu coordonner et diriger un atelier de négociation de haut niveau pour les îles du Pacifique dans le cadre de

l'assistance préparatoire. Le PROE a également dirigé l'élaboration d'une série de notes d'information destinées à aider les pays insulaires du Pacifique dans la préparation de la COP23 de la CCNUCC.

C'était aussi lors de l'événement lui-même, présidé par les Fidji, qu'une nation insulaire du Pacifique dirigeait pour la toute première fois la conférence mondiale sur le climat, et que le Conseil des organisations régionales dans le Pacifique (CORP) se

réunissait pour soutenir les délégations du Pacifique.

Appelée CORP-plus, l'équipe de soutien fut coordonnée par le PROE en collaboration avec le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS), la CPS et l'Université du Pacifique Sud (USP), le Forum pour le développement des îles du Pacifique (PIDF), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la GIZ.

Pour apporter une saveur pacifique à la CdP23, les îles du Pacifique furent représentées

au travers d'un canoë fidjien traditionnel à double coque, lequel symbolisait la résilience et l'unité, des fleurs furent distribuées par le PROE et les Pacific Climate Change Warriors, arborées ensuite par les participants pour renforcer la visibilité du Pacifique et indiquer leur soutien aux îles du Pacifique, le mode de vie local étant illustré dans les Dialogues Talanoa.

La COP23 de la CCNUCC s'est tenue à Bonn, en Allemagne, du 6 au 17 novembre 2017.

La COP23 de la CCNUCC adopte un plan d'action pour l'égalité des sexes

La COP23 a approuvé un plan d'action pour l'égalité des genres visant à accroître la participation des femmes à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ainsi qu'à promouvoir l'inclusion des femmes dans la planification et les projets relatifs aux changements climatiques.

Les Parties à la CCNUCC ont reconnu l'importance d'une participation égale des femmes et des hommes aux processus de la CCNUCC ainsi qu'à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques climatiques nationales tenant compte des sexes. Les Parties ont établi un point spécifique à l'ordre du

jour au titre de la Convention traitant des questions de genre et des changements climatiques, de même qu'un texte de portée générale dans l'Accord de Paris.

Cette décision de la COP donnera le coup d'envoi d'un financement supplémentaire destiné à des travaux pratiques dans la région du Pacifique.

Le PROE a défendu activement la Boîte à outils sur le genre et le changement climatique dans le Pacifique lors de la préparation de la COP23 de la CCNUCC. Cette boîte à outils a été développée par une série de partenaires, dont notamment le PROE, et elle est disponible en ligne.

Création d'un nouveau Bureau météorologique aux Tokélaou

Le PROE, par l'intermédiaire du Partenariat du Bureau météorologique du Pacifique, a présenté des instruments météorologiques visant à soutenir les activités de surveillance du climat aux Tokélaou.

La présentation d'instruments météorologiques répondait à une demande de soutien émanant des Tokélaou pour aider à rétablir les observations météorologiques sur l'île.

L'équipement présenté comprenait des pluviomètres manuels quotidiens, des

cylindres de mesure de pluviomètre, l'écran Met06 Stevenson, y compris le support, ainsi que des supports de thermomètre et des modules de température.

Des guides pratiques pour les observations météorologiques et climatologiques, qui

permettront aux agents de Met d'enregistrer et de stocker les observations climatologiques conformément aux normes des services météorologiques néo-zélandais et à celles de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), ont également été présentés.

Présentation de nouveaux instruments de météorologie qui aideront à rétablir les observations météorologiques sur l'île. Photo du PROE/S.Seuseu

Soutien aux Tokélaou grâce aux nouveaux équipements permettant de rétablir les observations météorologiques.



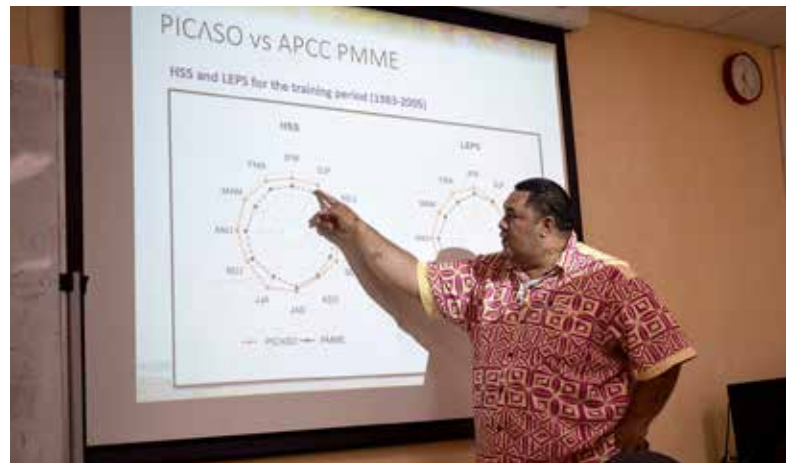
Percée dans la modélisation des prévisions climatiques

Le modèle PICASO (Aperçu saisonnier avancé des pays insulaires du Pacifique, en anglais Pacific Islands Countries Advanced Seasonal Outlook) a été mis à la disposition des Services météorologiques du Pacifique en 2017.

Une équipe du Centre de coopération économique Asie-Pacifique sur le climat (APCC) en Corée du Sud a travaillé de concert avec le PROE au cours des trois dernières années pour élaborer ce modèle. L'APCC rassemble le plus grand nombre de modèles climatiques au monde.

Les modèles de prévisions climatiques saisonnières du monde entier sont envoyés électroniquement par le Centre climatique de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) chaque mois vers un serveur hébergé par le PROE, cette information est ensuite traduite par le modèle PICASO pour fournir des prévisions saisonnières pour chaque île du Pacifique.

PICASO a comblé les lacunes des modèles de prévision saisonnière existants, en particulier lorsqu'il s'agit de se concentrer sur l'ambiguïté du



phénomène météorologique El Niño pour les projets climatiques.

Le modèle PICASO rendu disponible pour les Pacific Met Services (services météorologique du Pacifique). Photo du PROE/P.Malsale

« Je pense que c'est l'un des meilleurs systèmes que j'ai vu. Selon moi, il va révolutionner notre approche en matière de prévisions météorologiques dans cette région. Il est vraiment très, très bien conçu. Je suis impatient de l'appliquer à travers le Pacifique. »

Dr Andrew Tait, Président du Groupe d'experts des services climatologiques des îles du Pacifique

Des services météorologiques, climatiques, océaniques et hydriques durables pour un Pacifique résilient

Le 4e Conseil météorologique océanique (PMC-4) et la deuxième réunion ministérielle météorologique du Pacifique (PMMM-2) ont eu lieu en août 2017 sous le thème « Des services météorologiques, climatiques, océaniques et hydriques durables pour un Pacifique résilient ».

Le Conseil et les Réunions ministérielles permettent de renforcer les Services météorologiques et hydrologiques du Pacifique.

En effet, ces derniers travaillent à la sécurité des populations du Pacifique et de leurs biens, ainsi que pour une société plus dynamique sur le plan économique.

Accueillies par les îles Salomon, les Conférences ont attiré une forte représentation de haut niveau d'organisations régionales et internationales, avec plus de 170 participants à l'événement semestriel. Les participants ont dressé un bilan des travaux dans la région et

se sont fixé des objectifs à atteindre au cours des deux prochaines années.

C'était la première fois qu'une Table ronde rassemblant des partenaires et des donateurs était présentée dans le cadre du PMC-4 qui a vu les Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHNM) partager les priorités avec ces parties prenantes en vue d'obtenir le soutien qui permettrait d'accélérer les services météorologiques et

climatiques dans la région. Parmi les donateurs et les partenaires présents, il y avait notamment des représentants du Fonds vert pour le Climat (GCF), du DFAT, de l'Organisation météorologique mondiale, de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et du PNUD, pour n'en citer que quelques-uns.

Le Samoa accueillera le 5e Conseil météorologique océanique (PMC-5) en 2019.

Les services durables en matière d'approvisionnement en eau, d'océan, de climat et de climatologie étaient le thème de la 4e session du conseil météorologique océanique CMO, PMC-4.

La 4e session du conseil météorologique océanique CMO, PMC-4, et la 2e Convention ministérielle météorologique océanique, PMMM-2, organisés aux îles Salomon.

Organisation d'une table ronde avec les partenaires et les bailleurs au cours du 4e session du conseil météorologique océanique CMO, PMC-4.





Séance d'entraînement sur l'utilisation des équipements à Suva, Fidji. Photo du PROE/B.Chan Ting

Outil de prévision climatique saisonnière utilisé par les îles du Pacifique

Les responsables du climat du Pacifique des Services météorologiques nationaux ont suivi une formation spécialisée sur l'utilisation de l'outil SCOPIIC (Seasonal Climate Outlooks in Pacific Islands Countries, Aperçus climatiques saisonniers dans les pays insulaires du Pacifique).

Le SCOPIIC est un outil d'aide à la décision qui génère des perspectives saisonnières pour les précipitations, la température et d'autres

facteurs climatiques pertinents pour la région du Pacifique.

Le SCOPIIC vise à fournir aux îles du Pacifique un système de prévision climatique saisonnier accessible et autonome et il a été développé par le Bureau australien de météorologie en collaboration avec les NMHS. Le logiciel utilise une méthode statistique pour déterminer les probabilités de prévision à partir de données historiques. Ce logiciel fournit également

des graphiques et des textes étayant ces projections, y compris des tests de compétence, des prévisions rétrospectives, la navigation des données, des analyses statistiques, des diagrammes de dispersion et la surveillance de la sécheresse.

Cette formation a été financée par le Programme d'appui au climat et aux océans pour le Pacifique (COSPPac), financé par l'Aide australienne. Le soutien au SCOPIIC de



COSPPac est mis en œuvre conjointement par le PROE et le Bureau australien de météorologie.

Lancement des outils d'aide à la décision du Portail du Pacifique sur les changements climatiques

L'Outil de navigation financière climatique et l'Outil de planification de l'adaptation ont été lancés en douceur en 2017 lors de la réunion régionale sur le financement du climat aux Fidji en juillet. Ces outils sont complémentaires et fournissent des conseils et des informations pertinentes aux utilisateurs en

Le SCOPIIC (Prévisions des climats saisonniers dans les pays insulaires du Pacifique) a permis de générer des prévisions sur les chutes de pluie, la température et autres facteurs climatiques utiles pour les régions du Pacifique. Photo du PROE/C.Iacovino

matière de planification efficace de l'adaptation et d'accès au financement climatique dans la région du Pacifique.

Par la suite, une formation sur l'utilisation des outils a été organisée à Suva (Fidji) ainsi qu'à Port Vila (Vanuatu) pour que le Portail du Pacifique sur

les changements climatiques et les outils soit élaboré en fonction des besoins et des réactions des utilisateurs, ainsi que pour aider les praticiens des changements climatiques à renforcer leur capacité d'utiliser les outils. Ces outils ont également été présentés lors de la Table ronde sur le changement climatique dans le Pacifique (PCCR) pendant

la Semaine de la résilience du Pacifique.

Ils ont été élaborés en consultation avec les parties prenantes à Fidji, Tonga et Vanuatu, avec l'appui du projet iCLIM Pacifique financé par le DFAT et actuellement mis en œuvre par le PROE et l'Université Griffith avec l'appui de la GIZ.

Station météorologique à Abaiang, Kiribati. Photo C.Iacovino





Surveillance et gouvernance de l'environnement

Le renforcement des capacités de nos membres des îles du Pacifique en matière de surveillance et de gouvernance de l'environnement est essentiel à la réalisation des objectifs en termes de développement durable. L'un des principaux objectifs stratégiques du PROE est de veiller à ce que la région soit en mesure de concevoir et de mettre en œuvre des cadres et des processus de gouvernance et de gestion de l'environnement transparents et robustes. Cet objectif peut être atteint en favorisant le renforcement de la législation, la mise en œuvre, le suivi et l'établissement de rapports.

Ces activités de renforcement des capacités ciblées aident également nos membres à intégrer les questions environnementales et à répondre à leurs priorités nationales en matière d'environnement et de développement durable.

Des Partenaires à la division Surveillance et gouvernance environnementales (SGE) comptant de nombreux pays et donateurs

En 2017, la division Surveillance et gouvernance environnementales (SGE) a conclu de nombreux partenariats efficaces avec quatorze États insulaires du Pacifique, le Programme des Nations unies pour l'environnement, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et l'Union européenne (UE). Le projet des Accords multilatéraux sur l'environnement 2 du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique de l'UE (ACP MEA 2) a joué un rôle déterminant dans le cofinancement du

projet Inform. Les projets ACP MEA 2 et Inform se complètent mutuellement, ce qui permet à la division Surveillance et gouvernance environnementales (SGE) de mener conjointement les activités communes des projets. Reconnaisant la valeur ajoutée de travailler en étroite collaboration avec les partenaires, élément essentiel pour la division Surveillance et gouvernance environnementales (SGE) lorsqu'il s'agit de fournir les ressources financières, techniques et autres nécessaires à la mise en

œuvre des priorités des îles du Pacifique, la SGE travaille également de près avec les organisations partenaires clés. Ce travail comprend la collaboration avec l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et le Programme de gestion de la biodiversité et des aires protégées (BIOPAMA), l'Organisation fédérale pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO) sur les biorégions marines, l'agence Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) à travers le projet de gestion de

la biodiversité marine et côtière dans le Pacifique (MACBIO), l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud (SPTO), et d'autres organisations comme discuté dans cette section du rapport annuel.

Grâce à ces collaborations avec des partenaires régionaux et internationaux, des institutions de recherche, des ONG et des agences des Nations unies, la division Surveillance et gouvernance environnementales (SGE) réussit à influencer sur la coordination et la facilitation de l'obtention de résultats spécifiques en matière de surveillance et de gouvernance.

Directives pour l'évaluation de l'impact environnemental du tourisme côtier

En 2017, la SPTO (Organisation du tourisme du Pacifique Sud) et le PROE se sont associés pour approuver les directives sur l'Étude d'impact sur l'environnement (ÉIE) en matière de développement du tourisme côtier pour l'ensemble des vingt-et-un pays membres. Ces directives aideront les responsables de l'environnement et du tourisme des îles du Pacifique à évaluer l'ÉIE et à intégrer les considérations

environnementales dans les aménagements côtiers liés au tourisme, l'un des secteurs dont la croissance est la plus rapide pour le bénéfice économique de la région. C'est également la première fois que les principes directeurs de l'Étude d'impact sur l'environnement ont été intégrés dans le programme d'une organisation régionale en vue de soutenir le tourisme durable dans la région des îles du Pacifique. Ces directives

sont indispensables, car la majorité des aménagements touristiques se situent principalement dans les zones côtières, souvent à l'intérieur ou à proximité de zones d'importance écologique. Ce mélange complexe de pressions liées au développement et de problèmes de conservation souligne la nécessité d'approches robustes en matière de développement durable et de planification,

telles que l'ÉIE. Ces directives ont été ratifiées lors de la 28^e Réunion du PROE (28SM) et seront mises en œuvre en collaboration avec l'OTPS.

33



Les Lignes directrices du tourisme côtier contribueront à gérer les considérations environnementales intégrées des ÉIE (Études d'impact sur l'environnement) pour le développement côtier en matière de tourisme. Photo du PROE/C.lacovino

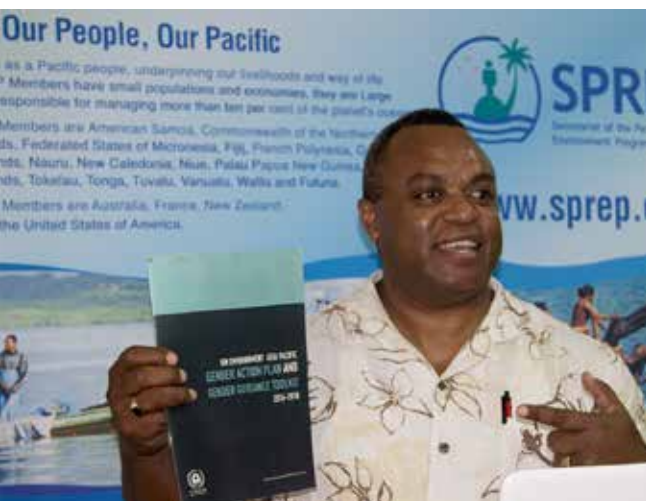
Feuille de route des objectifs de développement durable pour les îles du Pacifique



La Division Surveillance et Gouvernance environnementales (SGE) a représenté le PROE sur le Groupe de travail des Objectifs de développement durable du Pacifique (ODD), qui a élaboré la Feuille de route des ODD, entérinée par les dirigeants du Forum des îles du Pacifique lors de sa Conférence tenue en septembre à Apia, Samoa. Ce groupe de travail a souligné l'importance d'un processus dirigé par les pays, ouvert et inclusif en vue d'identifier un ensemble

régional d'indicateurs tenant compte des priorités nationales pouvant être utilisés pour suivre conjointement les progrès accomplis par la région des îles du Pacifique dans la réalisation du programme des ODD de 2013, les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en voie de développement (SAMOA), le Cadre pour le régionalisme pacifique et d'autres exigences en matière de rapports. Cette démarche est conforme aux travaux du PROE sur les

indicateurs environnementaux et au processus de mise en œuvre de rapports sur l'État de l'environnement. La Feuille de route du Pacifique pour le développement durable et la stratégie de mise en œuvre correspondante ont également été préparées par le groupe de travail sur les ODD du Pacifique en vue d'orienter les réponses régionales visant à réaliser le Programme des ODD de 2030 dans le contexte des plans nationaux, du Plan d'action SAMOA et du Cadre.



M. Jope Davetanivalu du PROE, présente un rapport sur l'égalité des sexes à l'aide de l'UN Environment Gender Toolkit (Manuel sur l'égalité des sexes dans la société de l'ONU). Photo : PROE/W.Isenhower

Le PROE organise un atelier sur la prise en compte des sexes

Le Programme des Nations unies pour l'environnement, en partenariat avec le PROE et le ministère du Samoa des Ressources naturelles et de l'Environnement (MNRE), a organisé et animé un atelier visant à renforcer les capacités du personnel du PROE, du Programme de l'ONU pour l'Environnement et du ministère du Samoa de la Femme, du Développement communautaire et social (MWCSO) à intégrer les sexes dans les travaux sur l'environnement et le changement climatique. Les objectifs de l'atelier visaient à sensibiliser les participants à l'importance et à la valeur que revêt la question de l'égalité des sexes dans les projets relatifs à l'environnement et au changement climatique ; à renforcer les capacités des dirigeants du gouvernement du Samoa, du PROE et des employés du Programme de l'ONU pour l'Environnement, et à établir des partenariats et des réseaux efficaces dans le cadre des politiques et de la planification. Cet atelier s'est tenu en septembre à Vailima, Samoa. Il a permis d'établir la nécessité de comprendre les rôles respectifs des hommes et des femmes, les besoins, les capacités et la vulnérabilité des communautés et des sociétés face aux changements climatiques et à l'environnement pour planifier des programmes durables, efficaces et équitables. En outre, cet atelier a favorisé la mise en œuvre de réseaux et de partenariats plus étroits avec les parties prenantes concernées.

Avancement des rapports sur l'état de l'environnement dans plusieurs pays

Les gouvernements des pays du Pacifique ont compilé des données et des informations sur l'environnement dans des rapports sur l'État de l'environnement (SoE) afin d'évaluer les conditions environnementales actuelles et de planifier la marche à suivre pour préserver et renforcer l'environnement. En 2017, la République des îles Marshall (RIM) et les îles Cook ont lancé leurs rapports sur l'État de l'environnement (SoE) lors du Forum sur l'environnement du Pacifique du PROE, tandis que les îles Salomon et Nioué sont en phase de préparation. Ces documents sont utiles pour la planification du secteur environnemental, notamment dans le cadre des Stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE) et des Plans nationaux de développement durable (PNDD), ainsi que pour réduire le poids des rapports sur les engagements internationaux, y compris les ODD et les Accords multilatéraux sur l'environnement (AME). Le rapport sur l'État de l'environnement de la RIM a également contribué à rationaliser le processus de soumission du cinquième rapport national à la Convention sur la biodiversité. Ce travail visant à établir le rapport sur l'État de l'environnement en 2017 a été soutenu dans le cadre du projet ACP MEA 2.



Lancement des Rapports sur l'état de l'environnement au cours du Forum sur l'environnement océanien.

Élaboration de Stratégies nationales de gestion de l'environnement



Les participants devant la salle de réunion de l'Atelier sur les rapports de l'état de l'environnement et des stratégies nationales de gestion de l'environnement, îles Salomon, octobre 2017. Photo : PROE/W.Isenhower

L'élaboration de Stratégies nationales de gestion de l'environnement (SNAGE) et leur alignement sur les Plans nationaux de développement durable (PNDD), les Accords multilatéraux sur l'environnement (AME), les ODD ainsi que les cadres régionaux indiquent l'engagement des pays à poursuivre le développement durable et à soutenir les accords régionaux et mondiaux sur l'environnement. En 2017, un atelier conjoint visant à amorcer l'élaboration du Rapport sur l'état de l'environnement des îles Salomon de 2018 et des SNDD a été organisé en octobre en collaboration avec le ministère de l'Environnement, du Changement climatique, de la Gestion des catastrophes et de la Météorologie. Le travail réalisé dans le cadre des SNAGE, soutenu par le projet ACP MEA 2, a également débuté à Nioué et au sein de la RIM. Grâce au SNAGE, les gouvernements peuvent adopter une approche plus globale et mieux intégrée visant à rationaliser et à traiter les priorités environnementales dans d'autres secteurs pertinents et dans le cadre des processus de planification nationale globale.



Lancement du projet Inform avec l'atelier de lancement.



Mme Katrina Solien, directrice des infrastructures, des services publics et des accords en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et M. Rontexstar Mogeror, directeur du contrôle de la pollution au Vanuatu. Photo du PROE/W.Isenhower

Projet Inform lancé dans le cadre de l'atelier Inception

Aider la région des îles du Pacifique à prendre des décisions éclairées en faveur d'un plus grand respect de l'environnement figure au cœur du projet du Fonds pour l'environnement mondial/du Programme de l'ONU pour l'environnement, en vue de renforcer la Capacité nationale et régionale pour la mise en œuvre d'Accords environnementaux multilatéraux (AEM) en consolidant la planification, l'évaluation environnementale et l'établissement de rapports dans le Pacifique. Également connu sous le nom de Projet Inform, il établira un réseau de bases de données nationales et régionales pour la surveillance, l'évaluation et l'analyse de l'information environnementale à l'appui de la planification, des prévisions et des exigences en matière de rapports y afférents à tous les niveaux. Par ce projet, prévu pour la période 2017-2021, les États insulaires du Pacifique s'emploieront pour la première fois à collecter des informations sur l'environnement dans des bases de données nationales et régionales.

Ce projet a été lancé dans le cadre d'un atelier de préparation (Inception workshop) à Vailima, Samoa, du 20 au 24 novembre 2017. Les participants représentaient les quatorze pays partenaires du projet : les îles Cook, les États fédérés de Micronésie, Fidji, Kiribati, la République des Îles Marshall, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, les îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.

« Ce projet est essentiellement axé sur la gestion de l'information environnementale et son utilisation au service de la planification et de la prise de décision, pour la présentation de rapports aux niveaux national et régional, ainsi que pour les conventions environnementales mondiales et les indicateurs environnementaux des objectifs de développement durable. »

M. Jochem Zoetelief, responsable du Portefeuille et chargé de travail du Programme de l'ONU pour l'environnement

La Division Surveillance et Gouvernance environnementales (SGE) organise le Forum sur l'environnement des îles du Pacifique

La Division Surveillance et Gouvernance environnementales (SGE) a organisé le Forum sur l'environnement des îles du Pacifique axé sur le thème Connecting the Dots (Relier les points) : Environnement, connaissances et gouvernance. Ce forum, organisé avant le 28SM (28^e Réunion stratégique), a permis de sensibiliser les participants au rôle essentiel que jouent les données écologiques dans la gouvernance environnementale par le biais du partage d'expériences, d'études de cas, de réalisations, d'outils, de systèmes et de processus, ainsi que des enseignements tirés. Les sujets des débats allaient des données à l'impact en vue de renforcer la gouvernance environnementale, de la cartographie des priorités environnementales avec les Systèmes d'information géographique et les outils d'aménagement du territoire (planification spatiale), et de l'intégration de la nature chez soi.

Ce forum a également engendré des discussions riches et constructives sur des questions importantes visant à renforcer la surveillance de l'environnement et la mise en œuvre de rapports, la planification, l'évaluation et les processus politiques pour une gouvernance environnementale plus efficace au sein des îles du Pacifique. De nombreux représentants des pays membres du PROE, d'ONG, du secteur privé, de partenaires au développement et d'institutions universitaires, y compris des experts indépendants, y ont assisté. Le forum a d'abord été créé en réponse à la demande d'un membre de longue date qui souhaitait un cadre informel visant à faciliter les discussions entre les responsables et les autres parties prenantes sur des questions environnementales, techniques et institutionnelles clés.

Les participants à l'excursion du Forum sur l'environnement océanique de 2017. Excursion pour observer le processus de l'Analyse d'impact environnemental au travers d'un projet d'extension du pont de Vaisigano à Apia, Samoa, organisée par l'agence de gestion urbaine et de planification du ministère de l'Environnement et des ressources naturelles du Samoa. Photo du PROE/W.Isenhower

Les représentants des Kiribati prennent la parole lors du Forum sur l'environnement océanique.



La coopération Sud-Sud entre le CNMI (le Commonwealth des îles Mariannes du Nord) et les États fédérés de Micronésie (EFM) prévoit le renforcement des capacités en matière d'ÉIE

L'un des principaux résultats de la participation du PROE à la 29e Conférence sur l'environnement des îles du Pacifique (PIEC) fut l'engagement du Bureau pour la qualité environnementale et côtière (BECQ) et de la Division pour la qualité environnementale du Commonwealth des Îles Mariannes du Nord visant à soutenir le PROE dans les formations en matière d'ÉIE au sein des EFMS, en particulier à Pohnpei en novembre et à Kosrae en décembre. Les ateliers organisés ont permis d'éclairer les participants quant au processus d'ÉIE, de renforcer leur capacité à appliquer concrètement ledit processus, de renforcer les systèmes de mise en réseau et de suivi des développements existants, et d'appliquer le processus dans le but de favoriser la planification et la prise de décision concernant le développement prévu. Les participants ont revu les directives des deux États, avec l'appui technique et les conseils du PROE.

Atelier sur la planification spatiale marine organisé à Kiribati



Sur l'eau à Abaiang, Kiribati.
Photo du PROE/C.Iacovino

L'atelier sur la Planification spatiale marine (MSP) de Kiribati, organisé en juillet, a permis de revoir le processus mis en place avec des représentants du gouvernement et des communautés de Kiribati afin de renforcer l'application nationale et infranationale des principes et des outils clés du projet. Cette analyse a également contribué à l'élaboration d'un processus de Planification spatiale marine et de la structure de gouvernance

pour Kiribati. Une attention particulière a été accordée aux possibilités de proposer des options de gestion permettant l'utilisation durable des écosystèmes et des espèces de Kiribati. Cet atelier a mis en évidence un processus suffisamment flexible et adaptable aux besoins spécifiques des communautés et du gouvernement à tous les niveaux de la gestion des ressources marines.

Il a permis de renforcer les capacités et les compétences

techniques des participants dans le cadre de l'utilisation de SIG libres et des applications mobiles pour la collecte de données marines à l'appui de la planification de l'espace maritime. L'atelier a été organisé dans le cadre du projet MACBIO, mis en œuvre conjointement par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), le PROE et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Organisation de nouvelles formations sur l'Application et le Respect des lois environnementales

La division Surveillance et gouvernance environnementales (SGE) a organisé deux formations sur l'application et le respect des lois environnementales en octobre à Suva (Fidji) et Vailima (Samoa). Ces formations ont renforcé la capacité, les compétences et la confiance des participants à enquêter sur les infractions aux lois environnementales à l'aide des outils réglementaires appropriés. Elles ont également exploré la possibilité d'établir un réseau régional d'application des lois environnementales. Ces formations ont été

dispensées en partenariat avec l'UICN, BIOPAMA et le Centre australien de Conformité financière et environnementale (Australian Centre for Financial and Environmental Compliance), avec des participants provenant des Ministères de l'Environnement et autres responsables de l'application des législations. Ces formations ont été organisées en réponse à la nécessité pour le personnel chargé de l'environnement et de l'application des lois d'être en mesure d'utiliser et d'appliquer la réglementation existante pour la conservation de la biodiversité, des zones

protégées et des services écosystémiques dans les États insulaires du Pacifique. Elles ont par ailleurs abordé la question du respect systématique et de l'application effective des politiques et de

la législation en matière de gestion environnementale et des ressources naturelles dans la région. De nouvelles formations devraient être organisées suite au succès des ateliers de Fidji et de Samoa.



Deux inspecteurs du service de conformité enregistrent leur entretien avec le propriétaire du matériel de pêche suspecté de pêche illégale au cours d'une formation d'application et de conformité des règles de la Division Surveillance et gouvernance environnementales (DSGE). Photo du PROE/C.Peteru



La gestion des déchets et la lutte contre la pollution

La pollution et les volumes croissants de déchets solides et dangereux sont les principales menaces qui pèsent sur l'environnement et le développement durable des îles du Pacifique. La mondialisation accélère la transition des populations vers des économies de consommation, avec l'augmentation de l'urbanisation, les migrations et la participation au commerce international que cela implique. Par conséquent, ces changements de schémas de consommation génèrent des quantités accrues de déchets qui, s'ils ne sont pas gérés, renforcent le risque de pollution côtière et marine. L'absence de contrôle des marchandises importées et le manque de compétences nationales en matière de gestion des déchets, substances chimiques et polluants menacent de miner la qualité et la santé des écosystèmes vulnérables dont la population océanienne dépend.

En 2017, l'amélioration de la gestion de la pollution et des déchets était une priorité pour le PROE. Le PROE a continué d'aider les pays en leur fournissant des conseils techniques et un soutien institutionnel, ainsi qu'en les accompagnant dans l'obtention de financements par le biais des programmes régionaux qui permettent d'établir des bonnes pratiques.

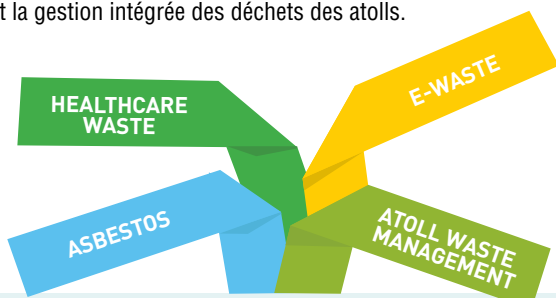
Épave, embouchure de la rivière Lunnga, Guadalcanal, Îles Salomon. Photo © Stuart Chape

FAITS MARQUANTS DU PROJET PacWaste EN 2017

Une réunion charnière pour un projet marquant

Le projet de gestion des déchets dangereux dans le Pacifique (Pacific Hazardous Waste Management Project ou « PacWaste »), financé par l'Union européenne, a organisé la cinquième et dernière réunion de son comité directeur en mai au Samoa. La réunion a rassemblé des représentants de 12 pays du Pacifique insulaire, de l'Union européenne, du Secrétariat général du Forum des îles du Pacifique et de la Japan International Cooperation Agency.

PacWaste a continué de sécuriser et nettoyer le Pacifique grâce à ses quatre axes prioritaires : l'amiante, les déchets électroniques, les déchets d'activités de soins et la gestion intégrée des déchets des atolls.



« Depuis 2013, PacWaste a permis d'améliorer la gestion de l'amiante, des déchets d'activités de soins et des déchets électroniques au niveau national et régional ainsi que de fournir une gestion des déchets solides intégrée. »

Ulu Bismarck Crawley, Directeur général du ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles du Samoa

THE STATE OF ASBESTOS IN THE PACIFIC

- 13** Number of Pacific island countries surveyed for asbestos by the PacWaste project.
- 187,891** Quantity of confirmed non-residential asbestos identified in the survey. Of this, 83% was found in just four countries.
- 78%** Percentage of confirmed non-residential asbestos that poses a high or moderate risk to human health.
- 73** Number of proposed PacWaste interventions to remove asbestos materials and waste.
- 56** Number of countries that have banned asbestos globally.
- 0** Number of Pacific island countries where asbestos is banned.

The Pacific region has a serious, but unevenly distributed, asbestos problem. The risk of exposure is heightened by the incidence of natural disasters and extreme weather events, which can damage asbestos materials and release airborne fibres. Evidence is now available that building products that contain asbestos continue to be imported into the region.

Asbestos is a naturally occurring rock fibre that it is harmful to humans. When products containing asbestos are damaged or wear down over time, small fibres are released and become airborne. Breathing in asbestos fibres can cause a range of diseases including cancer. Globally, more than 100,000 people die each year from illnesses related to asbestos exposure. But until recently, there has been little information available about the prevalence of asbestos in the Pacific islands region. Following the recent completion of a regional asbestos baseline survey, detailed information about the location and relative risk of asbestos materials on 25 different islands across 13 Pacific island countries is now publicly available. The regional survey was undertaken by the PacWaste (Pacific Hazardous Waste Management) project – a €7.85 million, four year project funded by the European Union and implemented by the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) to improve regional hazardous waste management across the Pacific.

PacWaste PACIFIC HAZARDOUS WASTE MANAGEMENT | **SPREP PROE** | **EUROPEAN UNION** | **World Health Organization**

Amiante

Lors de la huitième Conférence des Parties à la Convention de Rotterdam (RC COP-8), l'une des réunions des Conférences des Parties aux Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm, organisée à Genève, Suisse, du 24 avril au 5 mai 2017, les pays du Pacifique insulaire représentés, c'est-à-dire les îles Cook, le Samoa, la République des îles Marshall et les Tonga, se sont exprimés d'une seule voix sur la question de l'amiante.

Dans leur déclaration, les pays du Pacifique insulaire ont souligné la faible sensibilisation aux dangers

posés par l'amiante dans la région du Pacifique et ont appelé les délégués de la Convention à intégrer le chrysotile à l'annexe III de la Convention de Rotterdam, ce qui impliquerait que ce matériau ne puisse pas être importé sans consentement informé préalable. De nouveaux

matériaux de construction contenant du chrysotile sont actuellement importés dans le Pacifique.

La RC COP-8 n'a pu parvenir à un consensus sur l'ajout du chrysotile à l'annexe III de la Convention.

« Les pays du Pacifique insulaire parties à la Convention de Rotterdam souhaitent savoir, et doivent savoir, si des matériaux contenant du chrysotile parviennent dans nos îles, afin que nous puissions prendre les mesures appropriées pour protéger nos communautés »

Mme Lupe Matoto des Tonga, représentante des îles du Pacifique parties à la RC COP-8



Les délégués des îles du Pacifique appellent à la #Detox. Photo PROE/A.Carvan

Déchets électroniques

La transformation des déchets électroniques en ferraille électronique de valeur est au cœur d'une initiative commune du ministère de l'Environnement des îles Cook et de Recycle Cook Islands Ltd. Ce programme a exploré la viabilité financière du démantèlement de la ferraille électronique collectée sur l'île dans le but de l'exporter et la vendre à des grossistes, qui négocient alors le meilleur prix possible.

En 2016, un point de collecte des déchets électroniques ménagers a été installé gratuitement à Rarotonga. Une formation proposée par le biais du programme PacWaste a appris à une équipe à découper et démanteler les déchets électroniques collectés et à séparer les différents composants, notamment circuits imprimés, claviers, boîtiers métalliques et écrans.

Dans la mesure où le conteneur utilisé pour l'exportation

doit être rempli à pleine capacité avec les composants électroniques, l'initiative a reçu des déchets électroniques de l'île de Mauke, transportés jusqu'à Rarotonga sur une péniche pour permettre de compléter le conteneur.

Ce projet s'appuie sur l'expérience des îles Cook pour développer un modèle de collecte et élimination des déchets électroniques durable du point de vue financier.



Les travaux réalisés en matière de déchets électroniques dans les îles Cook, grâce à PacWaste, ont pour objectif de développer un modèle financièrement durable concernant la collecte et le traitement des déchets électroniques.

Déchets des atolls

Un certain nombre d'initiatives différentes sont en cours à Majuro, République des îles Marshall, pour faire face aux difficultés liées aux déchets qui existent dans les atolls.

Un programme de rachat des piles plomb-acide usées, par le biais duquel les membres de la communauté peuvent ramener leurs piles usagées à un point de collecte central et être remboursés en fonction du poids, a été lancé dans le cadre du projet PacWaste.

Des travaux visant à changer les comportements face aux déchets ont été entrepris au moyen de différentes activités, notamment le programme « Clean Schools » qui propose des présentations, la participation à des opérations de nettoyage et encourage

les écoles à remettre un plan d'action de gestion des déchets sur leur campus.

En mars 2017, le pays insulaire a également adopté une législation, entrée en vigueur, interdisant les sacs plastique et le polystyrène.

« Notre nouvelle législation, associée aux autres activités de gestion des déchets mises en place, répond au problème des déchets à tous les niveaux. Nous sommes convaincus que cette mesure aura des conséquences importantes sur la population et l'environnement des îles Marshall. »

Mme Moriana Philip, Directrice de l'Agence pour la protection de l'environnement



Un plan de rachat d'accumulateurs plomb-acide usagés est en préparation à Majuro, République des îles Marshall Photo PROE/T.Hartley



▲ Les délégués de haut rang du Pacifique préconisent un « futur sans pollution » (de gauche à droite : M. Kosi Latu, l'Honorable Amatlain E. Kabua ambassadrice de la République des îles Marshall à l'ONU, et Hon. Siaosi Sovaleni, ancien vice-premier ministre du Tonga).
▶ Dépollue ma terre et mes océans. Photos : PROE/A.Carvan



Travailler pour un « futur détoxifié »

Les pays du Pacifique insulaire parties aux Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm étaient présents lors de la Conférence commune des Parties organisée en 2017. Plus connu sous le nom de « BRS Triple-COP », ce séminaire de deux semaines a organisé trois conventions d'affilée afin de fournir des conseils sur la gestion des substances chimiques et des déchets à l'échelle internationale. Le thème des réunions était « Un futur détoxifié : pour la

bonne gestion des substances chimiques et des déchets ».

L'ancien Premier ministre suppléant des Tonga, Hon. Siaosi Sovaleni, et l'Ambassadeur des îles Marshall aux Nations unies, Amatlain Kabua, ont participé à la réunion de haut niveau du BRS Triple-COP.

Les îles Cook, les Kiribati, la République des îles Marshall, le Samoa et les Tonga ont participé au BRS Triple-COP organisé à Genève, Suisse, du 24 avril au 5 mai 2017.

Le PROE représente le Pacifique dans le cadre du Partenariat mondial sur les déchets marins



Le PROE a été reconnu comme pôle régional du Pacifique pour le Partenariat mondial sur les déchets marins (GPML) coordonné par le Programme des Nations unies pour l'environnement, ce qui contribue à minimiser les doublons en matière de projets liés aux déchets marins et à encourager les partenariats dans le cadre du programme Un Pacifique plus propre 2025. Cette initiative donnera lieu au développement d'une chambre d'information pour les études régionales, les projets en cours et les enquêtes sur les déchets marins, qui sera ouverte en 2018.

Le GPML entend réduire et améliorer la gestion des déchets marins dans le but de protéger la santé des êtres humains et l'environnement mondial.

Le GPML a pour objectif de réduire la quantité et de déchets produits et d'améliorer la gestion des déchets marins pour protéger la santé humaine et l'environnement. Photo PROE/L.Curry

Un tournoi inaugural de rugby à 7 aux Fidji s'est engagé à organiser un événement sans plastique

Plus de 80 équipes originaires des Fidji ont participé au premier tournoi de rugby Raka à 7, un événement organisé sans plastique. Soutenu par le PROE, le tournoi a présenté les impacts du plastique sur notre océan. Plus de 70 engagements à réduire l'utilisation du plastique ont été reçus de la part de la population. Cet événement proposait également des stands d'information et a encouragé les participants au tournoi à ne pas apporter de plastique en leur fournissant des alternatives écologiques, notamment les sacs et bouteilles en plastique réutilisables. Félicitations aux vainqueurs de l'équipe de rugby à 7 de Ratu Filise pour leur premier titre.

Des promesses en matière d'amélioration de pratiques concernant les déchets environnementaux ont été faites au cours du 7e tournoi de Raka. Photo PROE/E.Aراسي

Les Marist Seahawks, gagnantes de la compétition féminine qui appellent au recyclage, à la réutilisation et la réduction des déchets. Photo PROE/E.Aراسي



Les débris marins : une priorité de l'agenda politique en 2017

L'impact des débris marins sur notre océan a été au centre de plusieurs grands événements organisés en 2017. Les débris marins sont l'un des problèmes les plus urgents rencontrés par les océans de la planète. Il y a cent ans, le plastique n'existait quasiment pas. Aujourd'hui, la plupart des débris marins sont en plastique. Ils menacent la faune, modifient les écosystèmes et peuvent nuire aux êtres humains. Du plastique a été retrouvé dans les intestins des poissons pêchés à des fins alimentaires. Le plastique se retrouve également dans le phytoplancton, qui produit

quasiment la moitié de l'oxygène que nous respirons. L'évènement « Des océans plus propres pour un Pacifique plus propre » a été organisé dans le cadre des préparatifs régionaux du Pacifique en amont de la Conférence des Nations unies sur les océans, qui a lieu aux Fidji. Il a souligné les travaux entrepris par les îles Salomon par le biais du projet relatif au fleuve Mataniko et par la République des îles Marshall par le biais de l'interdiction des sacs en plastique et du polystyrène.

La question a été abordée au cours de la Conférence nationale de l'Université



En 2015, une chaîne (obstacle) a été installée de part et d'autre des rives de la rivière Mataniko dans le cadre du projet de dépollution de la rivière. Photo PROE/L.Curry

scientifique du Samoa 2017 intitulée « Sciences et technologies pour un développement durable », qui a souligné le travail des pays

du Pacifique insulaire, qui abandonnent progressivement les sacs en plastique à la suite de la découverte de produits en plastique dans la faune marine.

L'Accord du Cap sécurise et assainit le Pacifique pour tous

Les îles Cook ont accueilli un atelier régional d'une semaine qui a contribué à améliorer la compréhension et à renforcer les opportunités de ratification de l'Accord du Cap de 2012 concernant la sécurité des navires de pêche, qui doit entrer en vigueur.

Les études menées à bien par l'Organisation internationale du travail (OIT) indiquent qu'au moins 24 000 pêcheurs décèdent chaque année. Un examen mondial entrepris par l'Administration nationale de l'océan et de l'atmosphère (États-Unis) a décrit une

augmentation de 49 % des espèces marines qui se sont prises ou ont ingéré des déchets marins entre 1997 et 2015.

L'Accord du Cap permettra d'améliorer la sécurité des pêcheurs et des navires de pêche, et de s'occuper du matériel de pêche abandonné et perdu, qui menace les espèces marines migratoires.

En 2017, aucun pays du Pacifique insulaire n'avait ratifié l'Accord et 15 nouvelles signatures étaient

« La ratification de l'Accord sera bénéfique pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'industrie dans son ensemble. Les navires de pêche n'appliquent souvent pas de normes de sécurité et, pour permettre des standards plus satisfaisants, conformément aux principes de la convention, des mesures de sécurité strictes doivent être imposées. Toutefois, tout dépendra du dialogue avec les parties prenantes et de leur opinion sur le sujet »

Capitaine Naziful Hossain, Directeur exécutif intérimaire des Opérations marines en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

nécessaires pour ratifier et promulguer l'Accord.

Un soutien aux pays souhaitant ratifier l'Accord est offert par l'Organisation maritime internationale (OMI), le

PROE et la Communauté du Pacifique (SPC).

L'atelier a été coordonné par le PROE, en partenariat avec le gouvernement des îles Cook, l'OMI et le SPC.

Les participants de l'Accord du Cap au cours de l'Atelier du Pacifique.



M. Laurence Edwards, conseiller juridique de l'autorité des ressources marines de la République des îles Marshall reçoit son certificat de la part de Mme Amelia Fukoka représentante du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration des îles Cook.

Neuvième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Waigani

La neuvième réunion de la Conférence des Parties à la Convention en vue d'interdire l'importation de déchets dangereux et radioactifs dans les pays insulaires du Forum et de contrôler les mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux dans la région du Pacifique Sud (Convention de Waigani) a eu lieu à Apia, Samoa. Les parties à la Convention de Waigani sont l'Australie, les îles Cook, les États fédérés de Micronésie, les îles Fidji, les Kiribati, la Nouvelle-Zélande, Nioué, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le

Samoa, les îles Solomon, les Tonga, les Tuvalu et le Vanuatu.

Plusieurs résultats ont été obtenus, notamment l'approbation du projet de programme de travail de la Convention de Waigani pour 2018 et 2019, ainsi que du plan d'activité 2018-2019 pour le centre régional du Pacifique. La réunion a également approuvé le développement d'un programme d'assistance technique spécifique à la convention.

L'Australie, les îles Cook, les États fédérés de Micronésie, les



Kiribati, la Nouvelle-Zélande, le Samoa, les Tonga et les Tuvalu étaient présents à la neuvième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Waigani, qui a eu lieu le 15 septembre 2017.

M. Joseph Brider (au milieu) représentant des Îles Cook, présidait la Neuvième réunion de la Conférence des Parties concernant la Convention Waigani. Il était soutenu par les membres du PROE : M. Roger Cornforth (sur la gauche) et le Dr Frank Griffin (sur la droite).

Les membres du PROE lancent un appel contre les déchets lors de la vingt-huitième Conférence du PROE



Des cordes d'isolation à l'amiante retrouvées au cours du sondage de PacWaste concernant l'amiante. Photo : PROE/E. Vanerburg

UNE INTERDICTION DE L'AMIANTE DANS TOUT LE PACIFIQUE

Les îles Cook ont présenté un document d'analyse sur le besoin d'une interdiction de l'amiante dans tout le Pacifique, et ont demandé le soutien et l'engagement des Membres dans le but d'élaborer et mettre en place une interdiction dans toute la région sur l'importation, la revente et la réutilisation de produits contenant de l'amiante.

En 2013-2014, le projet PacWaste a, pour la première fois, mené une étude régionale de référence sur la gestion de l'amiante dans la région du Pacifique. L'étude inclut 26 îles,

situées dans 13 États insulaires océaniques. Les résultats de l'étude régionale de référence ont conclu que plus de 150 millions USD seraient nécessaires pour supprimer et remplacer tout l'amiante

identifié dans les lieux analysés, et que de nouveaux matériaux contenant de l'amiante étaient importés dans la région du Pacifique, en particulier en provenance de l'Asie.

La vingt-huitième Conférence du PROE (28CP) a soutenu des initiatives lancées par les

pays dans le but d'interdire ou de restreindre l'importation, la réutilisation et la revente de produits et déchets contenant de l'amiante, à l'exception de l'importation à des fins d'élimination sécurisée, et a demandé au Secrétariat de travailler avec les pays et territoires pour interdire ou restreindre l'importation, la réutilisation et la revente de produits et déchets contenant de l'amiante, notamment dans le cadre de l'objectif « Un Pacifique plus propre 2025 » et du projet PacWaste Plus.

UN APPEL À L'ACTION CONTRE LES MICROBILLES EN PLASTIQUE

La France a présenté un document sollicitant l'appui de la 28CP pour un appel à l'action des Membres du PROE

sur les microbilles en plastique. Il s'agit de micro-particules d'une taille généralement inférieure à deux millimètres,

souvent utilisées dans les produits de beauté et de soin, notamment les démaquillants et les exfoliants.

Chaque année, 8 millions de tonnes de plastique sont rejetées dans notre océan. On estime qu'au moins 51 billions de particules de micro-plastique se trouvent déjà

dans nos océans et une étude récente a montré qu'en 2015, 99 % des oiseaux auraient ingéré du plastique.

L'appel à l'action a été soutenu par la 28CP, les membres du PROE ayant encouragé l'« Appel à l'action sur les microbilles en plastique ».

« Nous pouvons tous choisir d'éviter les produits qui contiennent des microbilles, souvent mentionnés sous le nom de polyéthylène ou polypropylène. Nous avons besoin d'actions mondiales pour régler définitivement ce problème, mais nous pouvons commencer sur notre territoire et Wallis-et-Futuna a interdit les sacs en plastique »

Mme Falai Taofifenua, Directrice adjointe pour l'environnement, Wallis-et-Futuna

Signature du mémorandum de coopération dans le cadre du projet J-PRISM2

Le PROE et la Japan International Cooperation Agency (JICA) ont officiellement signé un Mémorandum de coopération (MdC) sur le Projet de coopération technique japonaise pour la promotion de la phase II de l'initiative régionale sur la gestion des déchets solides dans les pays du Pacifique insulaire (J-PRISM II) en octobre 2017.

Le MdC entend établir une compréhension claire des rôles et responsabilités de chaque partie dans le cadre de la mise en place des activités régionales prévues par le projet J-PRISM II. Il assure également la promotion d'une compréhension mutuelle de la conception et de l'objectif du projet, facilite l'échange d'informations et de réussites entre les deux parties et améliore le lancement par le PROE de son programme de gestion des déchets solides.

Le projet J-PRISM II est un projet de plusieurs millions de dollars sur cinq ans, financé par la JICA en partenariat avec le PROE. Il s'inscrit dans la lignée du succès du projet J-PRISM, achevé en septembre 2016. L'objectif général du projet est la gestion durable des déchets solides dans la région du Pacifique et il couvre neuf pays : les Fidji, les États fédérés de Micronésie, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des îles Marshall, le Samoa, les îles Salomon, les Tonga et le Vanuatu.



Mémorandum de coopération pour le JPRISM II signé avec le PROE.

Le Samoa en passe de lutter contre la propagation des déchets

Un atelier de formation sur la gestion efficace des déchets en métal a été proposé pendant deux jours aux spécialistes du recyclage au Samoa. Il a permis la création de l'Association de gestion et recyclage des déchets de Samoa (Samoa Recycling and Waste Management Association – SRWMA), dans le cadre de laquelle les entreprises s'engagent à recycler leurs déchets. Le Premier ministre du Samoa, Tuilaepa Aiono Sailele Malielegaoi, est le Président de la SRWMA.

L'atelier a été financé par une subvention de l'agence américaine pour le

développement international (USAID) et a permis aux parties prenantes de partager des expériences et bonnes pratiques, ainsi que des normes de manipulation et de gestion pour garantir un processus de recyclage plus efficace et plus sûr.

Plus de 70 conteneurs de déchets en métal sont expédiés depuis le Samoa chaque année, ce qui libère une place considérable dans la décharge.

La SRWMA a été créée avec le soutien du programme JPRISM-II et du PROE, et entend faire face aux difficultés de recyclage, notamment en ce qui concerne le plastique et le verre.

« L'Association de gestion et recyclage des déchets du Samoa est la première de ce type dans les pays du Pacifique insulaire et nous espérons qu'elle sera la première étape de la création d'une association de recyclage de la région du Pacifique »

M. Mahmoud Riad, Expert JICA 3R+Return au sein du PROE



Un atelier de formation de deux jours sur la gestion des déchets métalliques efficaces pour les recycleurs de Samoa.

43

Poser les bases du projet bilatéral de gestion des déchets FED11 des Tuvalu

Les Tuvalu ont procédé à un examen complet du secteur des déchets en 2017 afin de se préparer pour le projet bilatéral de gestion des déchets du onzième fonds européen de développement, estimé à 6,85 millions EUR. Cet examen a pris la forme d'une étude sur l'avancée de la mise en œuvre de la politique intégrée concernant les déchets des Tuvalu et du plan d'action

associé, depuis leur validation, en juillet 2016, jusqu'au mois de décembre 2017.

Sur la base des solutions aux problèmes soulevés par les principales parties prenantes, l'examen de la politique intégrée concernant les déchets des Tuvalu et du plan d'action associé a déterminé qu'un certain nombre d'interventions intéressantes avaient été lancées au cours de la période, ce qui

reflète la volonté des Tuvalu à lancer des réformes dans le secteur des déchets. Ces initiatives ont inclus la création d'une station de recyclage centralisée, le développement d'une nouvelle législation et réglementation sur la gestion des déchets, la restructuration de l'agence des déchets solides des Tuvalu – désormais intitulée Département de gestion des déchets, la

réhabilitation prévue de la décharge de Funafuti, l'étude des sites d'élimination externes à l'île et la facilitation d'une étude de faisabilité sur une taxe sur les déchets.

L'examen a permis de prioriser les problématiques, ce qui a permis au département de gestion des déchets (DWM) des Tuvalu de programmer des activités en fonction d'un plan d'action mieux défini.

Services généraux

La division des Services généraux constitue la salle des machines du PROE, regroupant les services essentiels que sont les ressources humaines, les finances et l'administration, les technologies de l'information et des communications, les communications et la diffusion externe et la gestion du savoir.

Îles de Nu'uulua et Nu'utele, Aleipata, Samoa. Photo © Stuart Chape

Communication et sensibilisation

En plus de fournir un soutien stratégique aux projets et aux programmes au sein du PROE, l'équipe chargée de la Communication et de la Sensibilisation joue un rôle clé dans la conscientisation de ses activités par le biais des médias et en soutenant la croissance de la prochaine génération de leaders environnementaux de la région.

Le PROE, en partenariat avec le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, la Conservation internationale, la Société de Conservation de Samoa et le Réseau des Jeunes pour le Climat de Samoa, a mené un certain nombre de campagnes de sensibilisation et de conscientisation au Samoa afin de mieux souligner l'importance des requins dans le milieu marin et les menaces pesant sur leur population. Ces démarches ont permis de mettre en place des activités spécifiques lors du semi-marathon de Lalomanu et du festival international de canoë Alo Paopao, durant lesquels plus de 150 personnes se sont engagées à protéger les requins.

Les « Pacific Voyage Campaigns » coordonnées par le PROE ont permis de mieux positionner le Pacifique dans le cadre de trois événements internationaux majeurs à travers la planète. Le soutien apporté à la 12e Conférence des Parties à la conservation des espèces migratrices, à la Conférence des Nations unies sur les Océans et à la 23e Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques, a vu émerger de nombreuses manifestations parallèles, des stands d'exposition, de nouvelles et un partage de moyens d'information,

apportant ainsi une touche pacifique aux conférences tout en veillant à tenir les publics du Pacifique informés des activités s'y déroulant dans le cadre de ces événements divers.

Le soutien aux médias et aux activités de communication lors d'événements régionaux clés du Pacifique, notamment la Conférence sur les baleines dans un Océan en évolution dans le Royaume des Tonga et la Semaine de la Résilience du Pacifique à Fidji, a donné lieu à plusieurs activités de formation environnementale aux Tonga pour les professionnels des médias et de l'information, ainsi que le mentorat d'un jeune journaliste tongan. Une session spéciale axée sur les médias et l'information a été organisée dans le cadre des activités de communication de la Semaine de la Résilience du Pacifique.

La formation régionale aux médias, qui s'est tenue dans les îles Salomon, a réuni 30 journalistes des îles du Pacifique de toute la région afin de les sensibiliser à la Météorologie dans le Pacifique et d'assurer la couverture médiatique de la 4e Réunion du Conseil météorologique du Pacifique et de la 2e Réunion des ministres de la Météorologie du Pacifique. Avec le soutien des médias du Pacifique, plus de 60 moyens d'information ont été développés et présentés dans toute la région du Pacifique. L'activité en deux phases consistait en un partenariat entre le PROE, le Programme de soutien au climat et à l'océan pour le Pacifique (COSPPac) financé par le Programme d'Aide australien et le Programme des Nations Unies pour le Développement en cas de catastrophe pour les petits États insulaires en développement du Pacifique.

Formation aux médias régionaux du Pacifique avant la PMC-4 et la PMMM-2.

La campagne du voyage dans le Pacifique lors de la CMS COP12.



Finance et administration : Un PROE solide et crédible sur le plan financier

Les divisions financière et administrative du PROE sont responsables de la gestion efficace et transparente des fonds grâce à des systèmes performants de gestion financière, de gestion des risques et d'audit, intégrés aux systèmes de gestion, de suivi, d'évaluation et de mise en œuvre des programmes. Elles prennent en charge un large éventail de services fondamentaux, notamment les rapports financiers, les achats, la gestion des fonds, les déplacements, l'entretien des biens et des installations et la gestion financière globale de l'organisation.

Au cours de l'année, le PROE a dépensé 3,7 millions USD et a dégagé un revenu total de 4,2 millions USD – un excédent net pour la période de 445 982 USD après prise en compte des produits financiers nets et des risques liés aux devises étrangères, une augmentation par rapport aux 346 898 USD en 2016, ce qui témoigne d'une amélioration continue des performances financières du PROE. Les réserves du PROE ont augmenté, passant d'un déficit de 443 762 USD en 2016 à un crédit de 5 123 USD au 31 décembre 2017.

Le défi permanent pour le PROE consiste à poursuivre l'effort collectif des Membres et de la Direction exécutive en vue de

Ressources humaines : One Va'a, One Team – Tracer un cap vers l'avant

L'équipe des Ressources humaines continue de dispenser des conseils stratégiques et de planifier toutes les questions connexes afin de garantir le recrutement et le maintien en poste d'un personnel de la plus haute qualité au sein du PROE. De même qu'elle veille à instaurer une culture axée sur les performances dans un environnement de travail sain et sûr.

Le voyage du PROE dans le cadre de son nouveau Plan stratégique s'est poursuivi avec une priorité accordée au Perfectionnement des Ressources humaines ainsi qu'à d'autres ateliers de Développement visant à élaborer et à mettre en œuvre le nouveau Plan de Performance et la nouvelle structure organisationnelle. La contribution et la participation des employés à tous les dispositifs institutionnels clés du PROE demeurent une exigence fondamentale de ses politiques, de ses systèmes et de ses procédures.

Les efforts déployés en vue de répondre continuellement aux divers besoins de nos membres et de tirer parti des principales possibilités de financement ont mené à la création de l'Unité de Coordination du projet (UCP) et au recrutement de son Directeur

L'équipe du département des Ressources humaines du PROE.



Le portefeuille du PROE a presque doublé, atteignant les 28 millions de dollars américains en 2018 et environnant les 30 millions pour 2019.

reconstruire les réserves totales tout en maintenant un niveau stable de revenus et en contrôlant les coûts. Le portefeuille grandissant du PROE, qui a désormais pratiquement doublé pour atteindre un budget de 29 millions USD pour 2018 et d'environ 30 millions USD pour 2019, réaffirme la nécessité d'une position solide et financièrement viable qui lui permettra de soutenir ses objectifs régionaux et organisationnels ainsi que sa vision d'un environnement Pacifique résilient préservant nos moyens d'existence et notre patrimoine naturel en harmonie avec nos cultures.



L'équipe du PROE commémore les 25 ans de service de l'organisation (de gauche à droite : Mme Monica Tupai, Mme Apiseta Eti et Mme Lupe Silulu avec M. Kosi Latu).

et de ses collaborateurs. Le PROE a continué à renforcer ses partenariats et son engagement auprès de diverses institutions et il a accueilli cinq Volontaires de Peace Corp Response, dont deux ont contribué à accroître la capacité de l'UCP.

Compte tenu des nombreux défis et pressions associés au nouveau Plan stratégique, aux changements institutionnels et au développement du PROE, les performances du personnel sont restées élevées : 86 % des employés ont atteint le niveau « pleinement efficace et plus », et 13 % étaient sur la bonne voie en tant que nouveaux employés. Encourager une culture de performance élevée continue d'être une priorité pour le PROE, qui prévoit une révision de son Système de développement des performances plus tard en 2018.

Les progrès du PROE en mars 2017.





Centre d'information et de ressources du PROE.

Centre de ressources d'information et des archives : Navire de la connaissance

Le Centre de ressources d'information et des archives du PROE (IRCA) possède une collection unique de publications, périodiques, rapports scientifiques et techniques préparés par le PROE, nos membres, parties prenantes et partenaires. Ce vaste ensemble d'informations environnementales est accessible au personnel du PROE, aux pays et territoires membres ainsi qu'au grand public par le biais du catalogue virtuel de la bibliothèque ou en se rendant au campus de Vaillima.

Plus de 6 000 ressources liées aux aires protégées sont maintenant disponibles sur le Portail des aires protégées

des îles du Pacifique (PIPAP) avec l'appui de l'IRCA qui a « identifié » les informations disponibles sur le référentiel de la Bibliothèque du Réseau d'information sur l'environnement du Pacifique. Cette initiative facilitera la recherche d'informations sur les aires protégées par le biais du PIPAP.

Quatre visites scolaires et visites guidées ont été organisées par la Bibliothèque et centre de ressources du PROE en 2017. Le Centre a également desservi plus de 1 000 visiteurs, étudiants, membres et professionnels qui se sont servis de la bibliothèque comme d'un centre de formation à la

recherche d'informations complémentaires, dans le cadre de leurs études. L'IRCA continue à renforcer la responsabilisation des visiteurs et à les sensibiliser aux questions environnementales dans la région du Pacifique.

Un système d'information en ligne visant à optimiser la conservation des connaissances institutionnelles du PROE a été intégré, le Système de gestion électronique des documents et des dossiers contribue à renforcer les systèmes favorisant la gestion de l'information et des connaissances, en fournissant des solutions informatiques sûres et robustes. Cette

démarche permet de faire face à la croissance du PROE depuis sa création à Samoa en 1993.

Les réseaux sociaux constituent un outil de communication puissant utilisé efficacement par le PROE pour aider à sensibiliser davantage la population aux enjeux environnementaux. L'organisation gère une chaîne YouTube, un compte Twitter et une page Facebook, avec un total de plus de 62 000 abonnés. Le PROE a tenu une session spéciale avec les responsables de l'information du gouvernement des Tonga sur les meilleures pratiques en matière de médias sociaux.

Audit interne du PROE

La fonction de gouvernance du PROE comprend une unité d'audit interne dont un auditeur interne, qui aide le Secrétariat à renforcer et à améliorer la gouvernance organisationnelle, le suivi de la gestion des risques et les contrôles internes.

Le Comité d'audit (AC) est présidé par M. Tupuola Oloiali'i Koki Tuala et comprend M. Mike Walsh, Haut-Commissaire adjoint de la Nouvelle-Zélande au Samoa, Mme Amanda Jewel, Haut-Commissaire adjoint de l'Australie au Samoa, Mme Rosita Matalavea – représentant le ministère des Finances du Samoa et M. Seiuli Aleta, Directeur général

par intérim du Bureau des Tokélaou d'Apia.

Le Comité d'audit s'est réuni quatre fois en 2017 en vue de contrôler les performances financières du PROE. Le résultat positif du PROE concernant les réserves totales reflète le travail acharné du PROE visant à contrôler les dépenses en matière de financement de base ainsi qu'à

gérer son exposition au risque de change. Le Comité d'audit a également pris note des progrès réalisés par le PROE en vue de compléter son Registre des risques dans le Système d'information sur la Gestion des projets.

Des conseils en matière d'audit interne ont également étayé les audits externes de 2017.

Comité de vérification interne du PROE.





L'équipe d'information et de technologie du PROE.

Commémoration de la Journée des filles dans l'ICT au PROE.

Les technologies de l'information et des communications : la parole au PROE

L'équipe des Technologies de l'information et de la communication (TIC) veille à ce que des systèmes fiables, sûrs et efficaces soient mis à la disposition de l'organisation pour garantir l'efficacité des services dispensés à nos membres et aux parties prenantes.

Les outils des Services climatologiques du COSPPac sont passés aux mains au PROE grâce à un transfert réussi du soutien technique du Bureau australien de météorologie à l'équipe TI du PROE, le Bulletin climatique et le Forum en ligne sur les perspectives climatiques sont désormais hébergés

sur le nouveau Bureau météorologique du Pacifique et le Portail de partenariat développé et hébergé par le PROE, avec le soutien technique fourni aux Services météorologiques du Pacifique (Pacific Met Services) ce qui permet une durabilité continue des outils des Membres du PROE au-delà de la durée du projet COSPPac.

Six Membres du PROE ont perfectionné leurs services météorologiques grâce à la formation en TIC dispensée par l'équipe informatique du PROE. Cette formation, organisée pour la troisième année, vise à aider les responsables des services nationaux à mieux

comprendre les technologies sous-jacentes aux outils météorologiques utilisés dans le cadre des logiciels de services climatologiques dont ils se servent.

Près de 20 jeunes filles et femmes ont participé à une activité spécifique organisée par le PROE dans le cadre de la Journée des filles dans le domaine des TIC, le 27 avril. Le PROE s'est associé à l'Association chrétienne des jeunes femmes de Samoa (YWCA – Young Women's Christian Association of Samoa) qui accueille des étudiantes de toutes les écoles d'Apia afin de mettre en exergue les liens entre

l'environnement et les technologies de l'information et de la communication dans l'espoir d'inspirer des carrières dans ces domaines.

Un membre du personnel du Service météorologique des Tonga a passé deux semaines avec le PROE en 2017 dans le cadre d'un travail financé par le projet COSPPac de l'Aide australienne. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un effort continu visant à renforcer la capacité de TI des Pacific Met Services, ce qui permet d'en assurer la maintenance au niveau national.

Ile de Buena Vista, îles de la Floride, îles Salomon. Photo : © Stuart Chape



DÉCLARATION ANNUELLE SUR LE CONTRÔLE INTERNE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017

Domaines de responsabilité

En ma qualité de directeur général du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), j'ai pour obligation de maintenir un système fiable de contrôle interne conformément à la règle 25 du règlement financier. J'ai également la responsabilité de garantir que les fonds sont protégés, bien comptabilisés et utilisés de manière économique, judicieuse et efficace.

Objet du système de contrôle interne

Le contrôle interne est conçu pour réduire et gérer, plutôt que pour éliminer, les risques de non accomplissement des buts, des objectifs et des politiques associées de l'organisation ; Il ne peut en conséquence fournir que l'assurance raisonnable mais non absolue d'efficacité. Il est fondé sur un processus continu élaboré pour identifier les principaux risques, en évaluer la nature et la portée afin de les gérer de manière efficace et rationnelle.

L'environnement du contrôle interne est constitué d'éléments clés tels que :

Le PROE a des directives-cadres de contrôle interne – Ces directives sont fondées sur le modèle de contrôle interne COSO1, la meilleure base connue pour comprendre un cadre de contrôle interne (CCI) au sein d'une organisation. Ces directives définissent cinq volets interdépendants de contrôle interne et 17 principes nécessaires à l'intégration et à l'efficacité du système de contrôle interne. Les directives précisent pour chaque volet et principe les contrôles pertinents mis en place pour le PROE.

Garantir la conformité aux politiques et procédures en vigueur – Le PROE a à sa disposition des réglementations financières qui ont été modifiées pour la dernière fois lors de la conférence 2012 du PROE, un manuel de procédures financières actualisé en 2017 et des délégations financières. L'ensemble, associé à un cadre général de réglementations et politiques en matière de gestion des ressources humaines, est révisé à intervalles réguliers. Ces dispositions favorisent le respect des normes et de meilleures pratiques afin de garantir la protection des fonds ainsi que leur utilisation de manière économique, judicieuse et efficace en accord avec les autorités qui en réglementent l'usage.

Valeurs organisationnelles et Code de conduite – Les principes que doit respecter l'ensemble du personnel sont clairement définis dans les valeurs organisationnelles et le code de conduite qui sont largement diffusés sur le campus du PROE. Ces préceptes sont complétés par un manuel sur la politique en matière de prévention de la fraude et de dénonciation d'abus et par les dispositions du manuel d'acquisition du PROE. L'auditeur interne a pour mission de superviser et coordonner les enquêtes pour l'ensemble des allégations.

Gestion financière – Le conseiller financier et administratif est responsable de la comptabilité et est assisté de membres du personnel pour la tenue des registres, les rapports financiers et la comptabilité dédiée aux approvisionnements et aux projets.

La répartition adéquate des tâches est garantie et la délégation financière veille à ce que les engagements soient assumés par des membres du personnel habilités. Le personnel du PROE utilise une solution logicielle professionnelle appelée Tech One qui fonctionne depuis 2014. Le logiciel fournit les données pour produire les états financiers qui sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et aux normes internationales en matière de comptabilité (IAS). Le système génère également le budget et facilite la gestion de l'approvisionnement et les rapprochements bancaires. Ce dernier est désormais relié au Système d'information pour la gestion des projets (PMIS).

1 Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission
(COSO) Internal Control – Integrated Framework, mai 2013

Gestion des risques – Le PROE a mis en place un plan de gestion des risques en 2011 qu'il a actualisé en 2014 et des mises à jour plus fréquentes sont prévues et seront associées au nouveau plan stratégique du PROE ainsi qu'aux projets et aux programmes gérés par le PROE. Une politique de gestion des risques remaniée du PROE a été validée en décembre 2016 et comprend les termes de référence du comité des risques qui est présidé par le directeur général adjoint, ainsi que des tâches de supervision affectées au comité d'audit. L'approche du PROE en matière de gestion des risques se fonde sur un processus systématique consistant à identifier, atténuer, suivre et communiquer les événements à risque les plus importants pour l'organisation.

Révision de l'efficacité du système de contrôle interne

En ma qualité de directeur général, j'ai la responsabilité d'évaluer l'efficacité du système de contrôle interne. Mon évaluation est menée entre autres à partir des sources suivantes.

Audit externe : un auditeur externe délivre une certification annuelle des états financiers qui sont conformes aux IAS, garantissant un degré élevé de transparence. Dans leur lettre annuelle de recommandations en 2017, les auditeurs externes ont relevé des domaines de risques déterminants et ont formulé des recommandations en vue d'améliorations.

Comité d'audit : le comité d'audit comprend cinq experts indépendants et est complété par des membres de la TROIKA qui constituent la présidence passée, présente et future de la Conférence du PROE. Le comité conseille le directeur général sur l'efficacité : de l'intégrité des opérations et des états financiers du Secrétariat ; de la façon dont sont menées les opérations dans un cadre de contrôle interne approprié ; de la conformité aux exigences légales et réglementaires, des performances des postes de vérification interne et externe ; de l'approche et de la gestion adaptées des risques organisationnels et de ceux associés aux projets, dont l'approvisionnement ; ainsi que du système de prévention de la fraude.

Fonction d'audit interne : une fonction d'audit interne indépendante est en place depuis 2012. Le directeur est d'un point de vue fonctionnel responsable devant le comité d'audit et rend compte des questions de fonctionnement au directeur général. Cet aspect a également été mis en exergue dans la lettre de recommandations de 2017 afin de renforcer les capacités en matière de ressources humaines. Dans sa nouvelle structure organisationnelle, le Secrétariat a pris en compte un poste supplémentaire pour soutenir cette fonction qui fait partie d'une longue liste de postes prioritaires qui nécessiteront un financement.

Accréditation : le PROE est accrédité pour mettre en place des projets pour le Fonds d'adaptation et le Fonds vert pour le climat. L'exercice de certification impliquait une étude approfondie des capacités de gestion fiduciaire et de projets ainsi que des compétences en matière de questions sociales et environnementales et de lutte antifraude.

Les deux accréditations montrent que le PROE a mis en place un cadre de contrôle interne efficace. Par le biais du soutien de projets de taille moyenne du PNUD, le PROE a mis en œuvre un processus de gestion des modifications qui lui a permis de renforcer et d'améliorer ses procédures et politiques internes conformément aux exigences du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). Une formation pour le personnel a été organisée et ces nouvelles politiques et procédures sont désormais en cours de déploiement et d'intégration dans le cadre des activités habituelles du PROE. Le PROE va se soumettre à un processus de ré accréditation rapide auprès du Fonds d'adaptation cette année et évolue également pour une mise à niveau sur les projets de catégorie B pour les dispositifs de protection en matière sociale et environnementale.

Sur la base de ces sources, j'estime que les contrôles internes listés ci-dessus et développés plus en détail dans le cadre du contrôle interne du PROE sont appropriés pour que le PROE s'acquitte de ses principales fonctions et soit efficacement opérationnel. Les améliorations nécessaires et identifiées dans ce cadre sont progressivement apportées dans la perspective où le PROE se prépare à servir ses membres d'après le nouveau plan stratégique 2017/2026.



Leota Kosi Latu
Directeur Général
Apia Samoa

Date : 9 avril 2018

DÉCLARATION DU COMITÉ DE VÉRIFICATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE

Introduction

Le Comité d'audit remet le présent Rapport de contrôle interne pour l'exercice 2017, conformément à la Politique de gouvernance du PROE et aux résolutions des membres du PROE.

Le Comité d'audit a travaillé dans le respect de la Politique de gouvernance du PROE, élaborée conformément à la Charte du Comité d'audit. Ensemble, ces deux documents proposent des conseils clairs et adéquats en ce qui concerne le mandat de travail du Comité d'audit.

Composition du Comité d'audit 2017

Durant l'exercice 2017, le Comité d'audit était composé des membres suivants :

Président	M. Tupuola Oloialii Koki Tuala, Cabinet d'expertise-comptable Koki Tuala Chartered Accountant Firm (KTCA)
Membre	M. Mike Walsh, Haut-commissaire adjoint ; Haut-Commissariat néo-zélandais
Membre	M. Seiuli Aleta, Directeur général intérimaire du bureau de Tokelau ; Apia
Membre	Mme Amanda Jewell, Haute-commissaire adjointe ; Haut-Commissariat australien
Membre	Mme Rosita Matalavea ; Ministre des Finances de l'ACEO ; Samoa

Les membres suivants de la TROIKA étaient présents lors de la réunion du Comité d'audit du 11 avril 2017 :

Membres de la TROIKA	Mme Gwendalyn Sisor, Responsable de projet, ministre des Ressources naturelles, de l'environnement et du tourisme
	Son Excellence. David Nicholson, Haut-commissaire, Haut-Commissariat néo-zélandais
	M. Michael Appleton, Directeur et responsable de l'unité Institutions régionales pacifiques, division régionale du Pacifique, MFAT
	Dr Josie M .M .M Tamate, Directrice générale, ministre des Ressources naturelles ; gouvernement de Niue

Réunions du Comité d'audit en 2017

Le Comité d'audit a l'obligation de se réunir au minimum trois fois par exercice. En 2017, quatre (4) réunions se sont tenues, à savoir aux mois de mars, avril, août et novembre. La réunion extraordinaire du mois de novembre s'est concentrée sur les résultats financiers de l'année, sur le bilan de l'instauration des recommandations présentées à la Direction en début d'année et sur l'établissement des mesures à adopter afin d'améliorer la situation financière du PROE à l'avenir. L'issue de la réunion de novembre s'est avérée cruciale pour les résultats audités définitifs de l'exercice 2017 et les suggestions formulées ont été mises en place avant la fin du premier trimestre 2018.

Efficacité du contrôle interne

Le Comité d'audit a examiné le rapport signé par Kosi Latu, Directeur général du PROE. Les informations sont cohérentes avec les documents et rapports évalués et avec les présentations réalisées devant le Comité d'audit. En février 2017, les politiques, chartes et manuels de principes suivants ont été approuvés par la Direction puis mis en œuvre, ce qui a permis de contribuer à l'élaboration d'un cadre de contrôle interne solide.

- Charte du Comité d'audit
- Protection infantile
- Procédure de recouvrement des coûts
- Systèmes de gestion de l'environnement et des garanties sociales
- Manuel de procédures financières

- Politique de change et guide opérationnel
- Manuel de prévention de la fraude et de lancement d'alerte
- Politique d'égalité entre hommes et femmes
- Politique de gouvernance
- Procédures du mécanisme d'avancement de subvention
- Note d'orientation sur les fonctions de mise en œuvre et d'exécution
- Charte de l'auditeur interne
- Principes-cadres de contrôle interne
- Politique d'achats
- Manuel de gestion des risques du PROE
- Politique de déplacement du PROE
- Note d'orientation sur la sous-délégation du PROE
- Manuel opérationnel du PROE

Néanmoins, le Comité d'audit souhaite souligner l'importance des points suivants :

- La mise en place d'un système logiciel comptable adapté garantissant la mise en conformité des rapports ainsi que d'un système de gestion des risques actualisé et continu qui doivent être axés sur les opérations, notamment les projets et programmes. Le Secrétariat a développé le système d'information pour la gestion de projets (PMIS) afin d'améliorer le suivi des projets et les rapports.
- La fonction d'audit interne doit concentrer ses efforts sur les tâches principales permettant l'accomplissement des audits internes afin de satisfaire son programme d'audit annuel. En 2017, le nombre de tâches principales a été limité à deux audits qui avaient été reconduits sur 2017 et furent clôturés au premier trimestre. Une enquête et trois projets d'audit supplémentaires ont été réalisés et ont affecté la réalisation des autres audits prévus. Deux de ces audits se sont prolongés durant le premier trimestre 2018. Le défi reste lié aux capacités en ressources humaines qui dépendent elles-mêmes des ressources financières disponibles dans le budget de base du Secrétariat.
- Le Secrétariat poursuit ses excellents efforts visant à améliorer la situation financière globale du PROE. Ces efforts se traduisent par la mise en œuvre de mesures proactives ; le contrôle des frais de fonctionnement, la gestion du risque de change ainsi que de l'étude de potentielles opportunités d'augmentation des recettes. Le risque de change a ainsi été réduit, passant de 98 258 USD en 2016 à 15 245 USD en 2017. Un excédent net de 445 982 USD en 2017 a permis l'obtention d'un solde positif de 5 123 USD en réserves totales à la fin de l'exercice 2017. Il s'agit d'une amélioration significative dans la mesure où le Secrétariat a pu résorber le solde négatif de ces réserves totales des trois dernières années.
- Le Secrétariat continuera de donner la priorité à l'examen des principales recettes de base du PROE et des autres sources de revenus possibles pour le PROE à court et moyen terme. Le Secrétariat persévéra également dans ses efforts de consolidation de ses réserves totales, dans la lignée des résultats positifs de 2017.
- Les chargés de projet et spécialistes financiers exploiteront plus efficacement le module de création de rapport que propose le logiciel d'entreprise Tech One.

États financiers pour l'exercice 2017

Le Comité d'audit est satisfait du contenu et de la qualité des rapports trimestriels et des rapports de projet internes préparés et communiqués par le conseiller financier et administratif ainsi que le service des finances au titre de l'exercice 2017.

Le Comité d'audit a discuté des états financiers vérifiés de 2017 ainsi que des politiques comptables concernées avec le conseiller financier et administratif et KPMG, l'entreprise d'audit externe. Le Comité a également examiné le rapport des auditeurs externes sur les états financiers et la lettre de recommandation associée.

Sur cette base, le Comité d'audit conclut que les états financiers vérifiés pour 2017 et l'avis d'audit formulé par les auditeurs externes doivent être acceptés par les membres du PROE.

Le rapport de contrôle interne pour l'exercice 2017 est présenté pour examen et approbation par les membres du PROE.



Tupuola Oloialii Koki Tuala
Président du Comité d'audit

RAPPORT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Executive Management's Report For the year ended 31 December 2017

The Executive Management present the annual report together with the financial statements of the Secretariat for the year ended 31 December 2017 as set out on the following pages and auditors' independent report thereon in accordance with the Secretariat's Financial Regulations.

Executive Management:

The Executive Management in office as at the date of this report are:

Leota Kosi Latu – Director General
Roger Cornforth – Deputy Director General
Stuart Chape – Director, Biodiversity & Ecosystem Management
Vicki Hall – Director, Waste Management & Pollution Control
Easter Galuvao – Director, Environmental Monitoring & Governance
Clark Peteru – Legal Adviser
Simeamativa Vaai – Human Resource Adviser
Petra Chan Tung – Finance & Administration Adviser

Principal Activity:

The purposes of SPREP is to promote co-operation in the Pacific region and to provide assistance in order to protect and improve its environment and to ensure sustainable development for present and future generations.

Operating Results:

We are pleased to present the following operating results of the Secretariat for the financial year as at 31 December 2017:

- During the year the Secretariat expended US\$3.7 million dollars compared to expenditure of US\$3.3 million in 2016. Although this is an increase of US\$400,000, it is actually less than the budget for 2017 expenditure of US\$4.2 million dollars which was evidence of active controls by management which resulted in cost savings for the period.
- The net surplus for the period was \$445,982, which was an increase compared to the net surplus of \$346,898 in 2016.
- Foreign exchange exposure continues to be controlled and minimized as evident from the reduction in foreign exchange losses from (US\$98,258) in 2016 to (US\$15,245) in 2017.
- As a result of the net surplus of US\$445,982, the negative balance in Total Reserves was resolved from a negative balance of US\$443,762 in 2016 to a positive balance at year end of US\$5,123 in 2017 which is a noticeable improvement.
- Management recognizes that there is still a need to maintain sustainability of funding with a view to rebuilding reserve funds and avoiding any further deficient positions in the future to ensure a strong financial position for the Secretariat moving forward.
- The challenge remains for the Secretariat to ensure a collective effort by Members and Executive Management to rebuild the Total Reserves. Hence, the Secretariat must focus on areas of generating sufficient funds from both Member Countries and Donors to resolve this issue over reserves as well as control costs, and thus strengthen the overall financial position and sustainability of SPREP in the long term.

**Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
Executive Management's Report
For the year ended 31 December 2017**

Responsibility for Financial Reporting and State of Affairs

The accompanying financial statements are the responsibility of management. The financial statements have been prepared according to International Financial Reporting Standards and include amounts based on management's best estimates and judgments.

Management has established and had been maintaining accounting and internal control systems which include clearly stated policies and procedures. These systems are designed to provide reasonable assurance that our financial records are reliable and form a proper basis for the timely and accurate preparation of financial statements, and that our assets are properly safeguarded.

SPREP Members oversee management's responsibilities for financial reporting. The financial statements have been reviewed and approved by the SPREP Members on recommendation from management.

Our independent auditors (KPMG, Fiji), having been appointed by the SPREP Members, have audited our financial statements. The accompanying independent auditors' report outlines the scope of their examination and their opinion.

In our opinion:

- a. The accompanying statement of comprehensive income is drawn up so as to give a true and fair view of the results of the Secretariat for the year ended 31 December 2017;
- b. The accompanying statement of financial position is drawn up so as to give a true and fair view of the state of the Secretariat's affairs as at 31 December 2017;
- c. The accompanying statement of movement in reserves is drawn up so as to give a true and fair view of the movement of funds and reserves of the Secretariat for the year ended 31 December 2017; and
- d. The accompanying statement of cash flows is drawn up so as to give a true and fair view of the cash flows for the Secretariat for the year ended 31 December 2017.

We are not aware of any circumstance which would render any particulars included in the financial statements to be misleading or inaccurate.

We authorize the attached financial statements for issue on behalf of the Executive Management of the Secretariat.



Kosi Latu
Director General



Roger Cornforth
Deputy Director General

29th March 2018

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXTERNES



Independent Auditor's Report to the Members of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme

Report on the Audit of the Financial Statements

Opinion

We have audited the accompanying financial statements of The Secretariat of the Pacific Environment Programme ("the Secretariat"), which comprise the Statement of Financial Position as at 31 December 2017, and Core Fund Statement of Comprehensive Income, Statement of Changes in Funds and Reserves, and Statement of Cash Flows for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory notes as set out in notes 1 to 21.

In our opinion, the accompanying financial statements give a true and fair view of the financial position of the Secretariat as at 31 December 2017 and of its financial performance, its changes in equity and its cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS).

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing (ISAs). Our responsibilities under those standards are further described in the Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report. We are independent of the Secretariat in accordance with the International Ethics Standards Board for Accountants Code of Ethics for Professional Accountants (IESBA Code) and the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements and the IESBA Code. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Responsibilities of Members and Management

Members and Management are responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements that give a true and fair view in accordance with International Financial Reporting Standards and for such internal control as Members and management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error; selecting and applying appropriate accounting policies and making estimates that are reasonable in their circumstance.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Secretariat's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Secretariat or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Members are responsible for overseeing the Secretariat's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with International Standards on Auditing (ISAs) will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with ISAs, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control;
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Secretariat's internal control;



Independent Auditor's Report to the Members of the Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (continued)

Report on the Audit of the Financial Statements (continued)

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements (continued)

- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management;
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Secretariat's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditors' report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditors' report. However, future events or conditions may cause the Secretariat to cease to continue as a going concern; and
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.


We communicate with Members and management regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

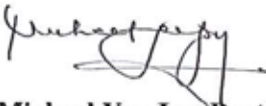
Report on Other Legal and Regulatory Requirements

We have obtained all the information and explanations which, to the best of our knowledge and belief, were necessary for the purposes of our audit.

In our opinion:

- i) proper books of account have been kept by the Secretariat sufficient to enable financial statements to be prepared, so far as it appears from our examination of those books; and
- ii) to the best of our knowledge and according to the information and explanations given to us the financial statements give the information required by the Secretariat's Financial Regulation in the manner so required.


KPMG
29 March, 2018
Suva, Fiji


Michael Yee Joy, Partner

ÉTAT DU RÉSULTAT ÉTENDU DU FONDS PRINCIPAL 2017

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP) Core Fund Statement of Comprehensive Income For the year ended 31 December 2017

	Notes	USD 2017	USD 2016
Income		\$	\$
Member contributions	5	1,350,062	1,005,105
Programme management charges	20	1,227,455	953,541
Other donor fund income	6	1,322,651	1,519,341
Amortisation of deferred income		124,628	83,275
Other income	7	147,274	191,218
Total income		4,172,070	3,752,480
Expenses			
Advertisements		29,067	13,919
Consultancies		29,599	23,731
Depreciation and amortisation expense	12/13	252,702	253,961
Donation & Sponsorship		35,914	250
Electricity & Water		65,446	77,683
Freight and Postal Expenses		8,684	2,410
Insurance		89,618	107,309
Licences & Registration		28,084	3,554
Printing, Stationery and Office Supplies		75,064	81,309
Professional Services		91,209	132,117
Program Support Costs		71,795	24,589
Repairs & Maintenance		17,567	20,429
Salaries and wages		2,231,537	1,855,197
Superannuation expense		155,720	111,312
Other employee expenses		153,537	150,691
SPREP Meeting		94,640	139,348
Telephone and Internet		91,772	87,845
Travel		95,971	141,082
Workshops & Trainings		38,782	77,909
Other Expenses		67,906	10,238
Total expenses		3,724,613	3,314,881
Surplus / (Deficit) before net finance income and foreign exchange		447,456	437,599
Net finance income	10	13,771	7,558
Foreign exchange gain/(loss)		(15,245)	(98,258)
Net Surplus		445,982	346,898

The accompanying notes form an integral part of the above financial statement.

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
Statement of Financial Position
As at 31 December 2017

	Notes	USD 2017 \$	USD 2016 \$
ASSETS			
Non-current assets			
Property and equipment	12	2,936,529	3,085,988
Intangible assets	13	<u>187,547</u>	<u>281,322</u>
Total non-current assets		<u>3,124,076</u>	<u>3,367,310</u>
Current assets			
Cash at bank and on hand	14	6,935,388	7,285,880
Term deposits	15	6,678	6,366
Receivables and prepayments	16	<u>61,887</u>	<u>13,532</u>
Total current assets		<u>7,003,953</u>	<u>7,305,777</u>
TOTAL ASSETS		<u>10,128,029</u>	<u>10,673,088</u>
RESERVES AND LIABILITIES			
Reserves			
Core funds		(684,065)	(1,130,047)
General		501,425	501,425
Specific fund	17	<u>187,763</u>	<u>184,860</u>
Total reserves		<u>5,123</u>	<u>(443,762)</u>
Non-current liabilities			
Deferred income	8	<u>2,667,341</u>	<u>2,790,846</u>
Total non-current liabilities		<u>2,667,341</u>	<u>2,790,846</u>
Current liabilities			
Programme/Donor funds	20	4,857,807	7,296,887
Payables and accruals	19	725,783	169,815
Provision for employee entitlements	18	789,823	776,026
Deferred income	8	82,151	83,275
Income received in advance	9	<u>1,000,000</u>	<u>-</u>
Total current liabilities		<u>7,455,565</u>	<u>8,326,003</u>
TOTAL RESERVES AND LIABILITIES		<u>10,128,029</u>	<u>10,673,088</u>

Signed on behalf of the SPREP Members



Kosi Latu
Director General



Roger Cornforth
Deputy Director General

The accompanying notes form an integral part of the above financial statement.

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
Statement of Changes in Funds and Reserves
For the year ended 31 December 2017

	Core fund	General reserve	Specific reserve	Total
	\$	\$	\$	\$
Balance at 1st January 2016	<u>(1,501,343)</u>	<u>501,425</u>	<u>221,806</u>	<u>(778,112)</u>
Net surplus for the year	346,898	-	-	346,898
Reserves used during the year	-	-	(36,946)	(36,946)
Add: Prior Period Adjustment	24,398			24,398
Balance at 31st December 2016	<u>(1,130,047)</u>	<u>501,425</u>	<u>184,860</u>	<u>(443,762)</u>
Balance at 1st January 2017	(1,130,047)	501,425	184,860	(443,762)
Net surplus for the year	445,982	-	-	445,982
Reserves during the year	-	-	2,903	2,903
Balance at 31 December 2017	<u>(684,065)</u>	<u>501,425</u>	<u>187,763</u>	<u>5,123</u>

The accompanying notes form an integral part of the above financial statement.

Secretariat of the Pacific Regional Environment Programme (SPREP)
Statement of Cash Flows
For the year ended 31 December 2017

		2017	2016
	Notes	\$	\$
Cash flows from operating activities			
Member contributions		1,350,062	1,005,105
Interest received		15,383	22,158
Non programme donor funds received	6	1,322,651	1,519,341
Other receipts		98,919	229,739
Personnel costs - Corporate Services		(2,352,563)	(2,210,629)
Corporate Services costs		479,226	(1,085,521)
Programme Expenditure		<u>(1,242,047)</u>	<u>2,767,816</u>
Net cash flows from operating activities		<u>(328,369)</u>	<u>2,248,008</u>
Cash flows from investing activities			
Reserves used during the year		2,903	(36,946)
Purchase of property and equipment	12	<u>(9,468)</u>	<u>(91,175)</u>
Net cashflows for investing activities		<u>(6,565)</u>	<u>(128,121)</u>
Net change in cash held		(334,935)	2,119,887
Cash at beginning of the year		7,292,246	5,270,617
Effects of foreign exchange		<u>(15,245)</u>	<u>(98,258)</u>
Ending cash balances	14	<u>6,942,066</u>	<u>7,292,246</u>

The accompanying notes form an integral part of the above financial statement.

Publications 2017

TITRE	ISBN / ISSN / LIEN	PAGES
RAPPORTS TECHNIQUES		
Enquête comparative des émissions de combustion des briquettes de papier (Comparative investigations of combustion emissions from paper briquettes)	978-982-04-0597-4 (papier) 978-982-04-0598-1 (électronique) https://bit.ly/2onv1qL	18 p.
Analyse coûts-avantages de la gestion de la zone côtière de l'île de Kosrae (Cost benefit analysis of coastal zone management in Kosrae)	http://bit.ly/2u3ErDQ	62 p.
Programme de gestion des déchets végétaux de l'atoll Funafuti : évaluation de la gestion des risques (Funafuti green waste management program : risk management assessment)	http://bit.ly/2Kudkga	6 p.
Gestion des déchets végétaux à l'atoll Funafuti : compte-rendu de l'analyse coûts-avantages (Green waste management in Funafuti : cost-benefit analysis report)	http://bit.ly/2Nnm1Xr	46 p.
Amélioration de l'efficacité de l'aide au développement en outre-mer sur l'île de Kosrae : outil du plan de travail qu'est l'analyse coûts-avantages (Improving the effectiveness of overseas development assistance in Kosrae : cost benefit analysis workplan tool)	http://bit.ly/2IVbZAm	14 p.
Amélioration de l'efficacité de l'aide au développement en outre-mer sur l'archipel des Tuvalu : note d'orientation pour l'évaluation et l'appréciation de la politique de risques. (Improving the effectiveness of overseas development assistance in Tuvalu : guidance note for assessing and appraising policy risk)	http://bit.ly/2NIDEXE	24 p.
Amélioration de l'efficacité de l'aide au développement en outre-mer sur l'archipel des Tuvalu : note d'orientations pour l'élaboration d'un cadre de suivi et d'évaluation. (Improving the effectiveness of overseas development assistance in Tuvalu : guidance note for developing a monitoring and evaluation framework)	http://bit.ly/2KutKp1	32 p.
Cadre de suivi et d'évaluation de la gestion des déchets végétaux sur l'atoll Funafuti dans l'archipel des Tuvalu (Monitoring and evaluation framework for green waste management in Funafuti, Tuvalu)	http://bit.ly/2ISkLin	50 p.
Cadre de suivi et d'évaluation concernant le projet de biogaz communautaire des Tuvalu (Monitoring and evaluation framework for the Tuvalu community biogas project)	http://bit.ly/2MGSWWC	30 p.
Cadre de suivi et d'évaluation concernant l'initiative des municipalités de Malem et Utwe pour les voies terrestres et la relocalisation (Monitoring and evaluation framework for the Malem-Utwe inland road and relocation initiative)	http://bit.ly/2u2zjK	34 p.
Les services météorologiques des îles du Pacifique en action : un recueil d'études de cas des services climatiques (Pacific Islands Meteorological Services in Action : a compendium of climate services case studies)	978-982-04-0633-9 (papier) 978-982-04-0634-6 (électronique) https://bit.ly/2o4EjQ7	110 p.
Pacific Islands whales in a changing climate	978-982-04-0789-3 http://bit.ly/2MgoXY3	20 p.
Plan stratégique du PROE 2017–2026	978-982-04-0664-3 (papier) 978-982-04-0665-0 (électronique) https://bit.ly/2Lhyh9W	30 p.
Renforcement des études d'impact environnemental : directives pour les États et Territoires insulaires océaniques	978-982-04-0658-2 (papier) 978-982-04-0659-9 (électronique) https://bit.ly/2IP0tNB	72 p.
Lignes directrices pour le rapport sur l'état de l'environnement (State of Environment Report Guidelines)	978-982-04-0729-9 (papier) 978-982-04-0730-5 (électronique) https://bit.ly/2Jgut8B	6 p.
État de conservation sur l'île de Nauru : rapport national (State of Conservation in Nauru : country report)	978-982-04-0621 (papier) 978-982-04-0622-3 (électronique) https://bit.ly/2kRW8Ch	62 p.
État de conservation aux îles Fidji : rapport national de 2013 (State of Conservation in Fiji : country report 2013)	978-982-04-0631-5 (papier) 978-982-04-0632-2 (électronique) https://bit.ly/2kFNBNT	86 p.
Plan stratégique du PROE 2017-2026 (SPREP Strategic Plan 2017-2026)	978-982-04-0660-5 (papier) 978-982-04-0661-2 (électronique) https://bit.ly/2qhlhqa	30 p.
Programme PNG-METT : une méthode pour évaluer l'efficacité des zones protégées en Papouasie-Nouvelle-Guinée (The PNG-METT : a method for assessing effectiveness in Papua New Guinea's protected areas)	978-982-04-0725-1 (papier) 978-982-04-0726-8 (électronique) https://bit.ly/2LkBA0c	44 p.
La république des îles Marshall : Compte rendu de l'état de l'environnement en 2016 (The Republic of the Marshall Islands : State of Environment Report 2016)	978-982-04-0619-3 (papier) 978-982-04-0620-9 (électronique) https://bit.ly/2wqj0vC	160 p.
Projet de biogaz communautaire des Tuvalu : matrice d'évaluation des risques (Tuvalu community biogas project : risk matrix assessment)	http://bit.ly/2IVJjvm	6 p.
Utilisation des biogaz comme nouvelle source d'énergie sur l'archipel des Tuvalu : compte rendu préliminaire de l'analyse coûts-avantages (Use of biogas as an alternative energy source in Tuvalu : preliminary cost-benefit analysis report)	http://bit.ly/2KI6DTJ	42 p.
SÉRIES		
Climate Change Matters (numéros 52 et 61)	2227-6947 http://bit.ly/2KAilPv	11 p.
PacWaste News (numéros 6–7)	http://bit.ly/2OqPJeE http://bit.ly/2AlvDiZ	4 p. 4 p.
Rapport annuel du PROE 2016 (SPREP Annual Report 2016)	1990-3561 https://bit.ly/2fUSeq0 1562-675X https://bit.ly/2ybClRw	70 p. 70 p.
SPREP Tok (numéros 31-40)	2311-861X http://bit.ly/1cMbbGT	4 p.
Vox Pops (édition 2)	2414-5092 http://bit.ly/2o2HRS4	4 p.
RAPPORTS DE LA CONFÉRENCE		
Rapport de la (28ème) Conférence du PROE, du 19 au 21 septembre 2017, à Apia, Samoa (Report of the Twenty Eighth (28th) SPREP Meeting, 19–21 September 2017, Apia, Samoa)	978-982-04-0745-9 (papier) 978-982-04-0746-6 (électronique) https://bit.ly/2sxhrwX	68 p.
Rapport de la 28ème Conférence des représentants officiels du PROE 19–21 Septembre, 2017, Apia, Samoa	978-982-04-0745 (papier) 978-982-04-0746-6 (électronique) https://bit.ly/2JgDGHb	68 p.
Première conférence ministérielle du Pacifique sur la météorologie et troisième conférence du Conseil de la météorologie océanien : compte rendu des débats et conclusions, du 20 au 24 juillet 2015 (First Pacific Ministerial meeting on Meteorology and Third meeting of the Pacific Meteorological Council : report of proceedings and outcomes, 20–24 July 2015)	978-982-04-0668-1 (papier) 978-982-04-0669-8 (électronique) https://bit.ly/2Jd0wNN	92 p.
Deuxième conférence du Conseil de la météorologie océanien (CMO-2) du 1 au 5 juillet 2013 (Second meeting of the Pacific Meteorological Council (PMC-2), 1–5 July, 2013)	978-982-04-0670-4 (papier) 978-982-04-0671-1 (ecopy) https://bit.ly/2Ja4zr8	50 p.



FICHES FACTUELLES

Le carbone bleu : le carbone absorbé par les écosystèmes marins du Pacifique (Blue carbon : carbon capture by Pacific marine ecosystems)	http://bit.ly/2IDYdIB	2 p.
Dangers liés au climat et à la météo : Perspective de l'océan Pacifique et de ses îles (Climate and weather hazards: Pacific Island and ocean perspective)	http://bit.ly/2lyRXF6	2 p.
Le changement climatique, les émissions de dioxyde carbone et l'océan (Climate change, carbon emissions and the ocean)	http://bit.ly/2IKKsVR	2 p.
Création d'une organisation communautaire : organiser votre communauté pour la conservation (Creating a community based organization: organising your community for conservation)	http://bit.ly/2Kz8Jy	4 p.
Évaluation d'impact sur l'environnement pour les propriétaires fonciers (Environmental impact assessment for landowners)	http://bit.ly/2ITJv2N	4 p.
Comment protéger vos zones maritimes et terrestres en vertu du Protected Areas Act de 2010 (îles Salomon) (How to protect areas on your land and sea under the Protected Areas Act 2010 (Solomon Islands))	http://bit.ly/2KPF7vi	4 p.
Déchets marins, micro-plastiques et pollution (Marine debris, microplastics and pollution)	http://bit.ly/2MvFHqG	2 p.
Présence de mercure (Hg) dans les écosystèmes de l'océan Pacifique (Mercury (Hg) in Pacific Ocean Ecosystems)	http://bit.ly/2lwAexJ	2 p.
Acidification de l'océan Pacifique (Ocean acidification in the Pacific)	http://bit.ly/2N5FXhA	2 p.
Notre océan, notre Pacifique, nos îles : le PROE collabore avec des Membres et des partenaires pour réaliser l'Objectif de développement durable 14 (Our Ocean, Our Pacific, Our Islands : SPREP working with Members and partners for Sustainable Development Goal 14)	http://bit.ly/2Nszc4v	4 p.
Développement marin et côtier du Pacifique (Pacific coastal and marine development)	http://bit.ly/2IBY3IV	2 p.
Activités d'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins du Pacifique (Pacific deep-sea mineral activities)	http://bit.ly/2MstNOp	2 p.
La pêche dans le Pacifique : aperçu général (Pacific fisheries: general overview)	http://bit.ly/2Kt5AXP	2 p.
Stratégie météorologique des îles du Pacifique (PIMS) 2017-2026 (Pacific islands meteorology strategy (PIMS) 2017-2026)	http://bit.ly/2ISW5XI	4 p.
Les îles du Pacifique et l'augmentation du niveau des mers (Pacific Islands and sea-level rise)	http://bit.ly/2Mzv80	2 p.
Tourisme côtier et maritime du Pacifique (Pacific marine and coastal tourism)	http://bit.ly/2LJ4Sjy	2 p.
Biodiversité du Pacifique, notamment de la faune et de la flore côtières et marines (Pacific biodiversity, including marine and coastal life)	http://bit.ly/2KtXXHy	2 p.
Zones humides côtières du Pacifique : marais, mangroves, prairies sous-marines, récifs coralliens (Pacific coastal wetlands: marshes, mangroves, seagrasses, coral reefs)	http://bit.ly/2IBOjAR	2 p.
Récifs coralliens du Pacifique (Pacific coral reefs)	http://bit.ly/2IKJJBu	2 p.
Gestion écosystémique (EBM) et adaptation (EbA) du Pacifique (Pacific Ecosystem-based management (EBM) and adaptation (EbA))	http://bit.ly/2tAsmqp	2 p.
Évaluation de l'impact sur l'environnement du Pacifique (Pacific environmental impact assessments)	http://bit.ly/2KqP6CQ	2 p.
Espèces envahissantes marines du Pacifique (Pacific marine invasive species)	http://bit.ly/2MZuK1X	2 p.
Recherche et connaissance marines du Pacifique (Pacific marine knowledge and research)	http://bit.ly/2Kt8dJb	2 p.
Aires marines protégées du Pacifique (AMP) (Pacific marine managed areas (MMAs))	http://bit.ly/2KpMK7b	2 p.
Énergies renouvelables du Pacifique, notamment les points clés de énergie marine (Pacific renewable energy (RE) including marine energy key points)	http://bit.ly/2tAu5fn	2 p.
Feuille de route du Pacifique pour des services climatologiques renforcés (Pacific roadmap for strengthened climate services)	http://bit.ly/2IV3bdM	4 p.
Femmes du Pacifique dans le secteur de la météorologie : Samoa (Pacific women in meteorology: Samoa)	http://bit.ly/2z8lvZn	5 p.
Protection et gestion du patrimoine culturel subaquatique (UCH) pour le développement durable dans le Pacifique (Protection and management of underwater cultural heritage (UCH) for sustainable development in the Pacific)	http://bit.ly/2tAHYw	2 p.
Protection des environnements du Pacifique contre la pollution (Protecting Pacific environments from pollution)	https://bit.ly/2LirM6X	2 p.
Consommation et production durables (SCP) dans le Pacifique (Sustainable consumption and production (SCP) in the Pacific)	http://bit.ly/2MwHQTp	2 p.
Transport durable dans le Pacifique : considérations environnementales (Sustainable Pacific shipping: environmental considerations)	http://bit.ly/2yR2Q52	2 p.



Température et océan Pacifique (Temperature and the Pacific ocean)	http://bit.ly/2tBlfwD	2 p.
Procédure d'acquisition des droits sur les matières minérales pour les propriétaires fonciers (The minerals rights acquisition process for landowners)	http://bit.ly/2u5Ttsv	6 p.
Procédure d'acquisition des droits sur le bois pour les propriétaires de ressources (The timber rights acquisition process for resource owners)	http://bit.ly/2KvB0Pf	4 p.
Les espèces migratoires, mobiles et menacées du Pacifique (Threatened, mobile and migratory species in the Pacific)	http://bit.ly/2N1ZNIU	2 p.
Valorisation de l'océan : L'économie bleue du Pacifique (Valuing the ocean: Pacific blue economy)	http://bit.ly/2IGv4pY	2 p.

BROCHURES

Ceinture bleue de biodiversité du Pacifique	http://bit.ly/2z83F9G	2 p.
Projet de la ceinture bleue de biodiversité du Pacifique (Pacific biodiversity blue belt project)	http://bit.ly/2KOPTdJ	2 p.

VIDÉOS

Changement climatique dans le Pacifique (Climate change in the Pacific)	https://bit.ly/2LobABf
Discours du Dr Wendy Watson-Wright lors de l'événement « Healers of Our Ocean ». (Dr. Wendy Watson-Wright speaking at the "Healers of Our Ocean" event)	https://bit.ly/2JhFuGL
Examen de notre environnement à partir des données pour la prise de décision (Examining our Environment through Data for Decision-Making)	https://bit.ly/2HjeaWE
Faits marquants de l'événement « Healers of Our Ocean » (Highlights from the "Healers of Our Ocean" event)	https://bit.ly/2HKVcPp
Discours de l'Honorable Karolina Skog lors de l'événement « Healers of Our Ocean » (Hon. Karolina Skog speaking at "Healers of Our Ocean" event)	https://bit.ly/2LVyeln
Discours de Mme Cristelle Pratt lors de l'événement « Healers of Our Ocean » (Ms. Cristelle Pratt speaking at "Healers of Our Ocean" event)	https://bit.ly/2HmXn4W
Discours de Mme Tarusila Veibi-Ratu lors de l'événement « Healers of Our Ocean » (Ms. Tarusila Veibi-Ratu speaking at "Healers of Our Ocean" event)	https://bit.ly/2K0igxh
Discours de Mme Rindah Melsen lors de l'événement « Healers of Our Ocean » (Ms. Rindah Melsen speaking at the "Healers of Our Ocean" event)	https://bit.ly/2swNzax
Discours de Mme Carol Phua lors de l'événement « Healers of Our Ocean » (Ms. Carol Phua speaking at "Healers of Our Ocean" event)	https://bit.ly/2HKVaXN
Stop aux POP (Stop the POPs)	https://bit.ly/2eFGVvd

PODCAST DU PERSONNEL

Appels à l'arrêt du déversement de déchets par les navires soutenus par les dirigeants du Pacifique (Calls to stop dumping by fleets supported by Pacific leaders)	https://bit.ly/2JJKOV7
La Commission des pêches félicitée pour les mesures de conservation adoptées (Fishing commission's moves on conservation praised)	https://bit.ly/2JhvhqZ
Les pays du Pacifique espèrent une nouvelle déclaration pour sauver les baleines (Pacific pins hopes on new declaration to save whales)	https://bit.ly/2swKsJg
Les petits pays du Pacifique cherchent à améliorer les services météorologiques (Small Pacific countries seek to improve weather services)	https://bit.ly/2M0ba4X
Le PROE marque le début d'un nouveau plan d'action environnemental (SPREP marks start of new environmental action plan)	https://bit.ly/2sH5MLg
Les petites matières plastiques provoquent des problèmes majeurs dans la chaîne alimentaire du Pacifique (Tiny plastics cause big problems in Pacific food chain)	https://bit.ly/2kPo5dW

Personnel

31 DÉCEMBRE 2017

MEMBRE DU PERSONNEL	DÉSIGNATION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT	
SENIOR MANAGEMENT TEAM				
1	Kosi Latu	Director General	Samoa	31-Dec-19
2	Roger Cornforth	Deputy Director General	Nouvelle-Zélande	05-Jun-19
3	Stuart Chape	Director Biodiversity and Ecosystem Management	Australie	31-Mar-18
4	Easter Galuvao	Director Environmental Monitoring and Governance	Samoa	07-May-20
5	Vicki Hall	Director Waste Management and Pollution Control	Australie	12-Jun-20
6	Clark Peteru	Legal Adviser	Samoa	31-Dec-19
7	Petra Chan Tung	Finance and Administration Adviser	Samoa	24-Jul-19
8	Simeamativa Vaai	Human Resources Adviser	Samoa	28-Feb-20
9	<i>Vacant</i>	Director Climate Change		
EXECUTIVE SUPPORT				
10	Audrey Brown-Pereira	Executive Officer	Îles Cook	31-Dec-18
11	Rosanna Galuvao-Ah Ching	Executive Assistant to the Director General	Samoa	30-May-19
12	Apiseta Eti	Executive Assistant to the Deputy Director General	Samoa	31-Dec-18
13	Ruth Solano	Risk Management Specialist (Peace Corp Response Volunteer)	États-Unis	11-May-18
14	<i>Vacant</i>	Monitoring and Evaluation Adviser		
SUBREGIONAL OFFICES				
15	Kilom Ishiguro	Technical Expert (Water Sector) and Liaison Officer – Republic of the Marshall Islands	RMI	05-Feb-18
16	<i>Vacant</i>	Solid Waste Management Expert, Federated States of Micronesia	FSM	
INTERNAL AUDIT				
17	Selesitina Reti	Internal Auditor	Samoa	25-Jun-18
BIODIVERSITY AND ECOSYSTEM MANAGEMENT				
18	Makerita Atiga	Secretary to Division Director/ Division Assistant	Samoa	01-Aug-20
19	Warren Lee Long	Coastal and Marine Adviser	Australie	28-Jun-18
20	Michael Donoghue	Threatened and Migratory Species Adviser	Nouvelle-Zélande	15-Mar-18
21	Juney Ward	Shark and Ray Conservation Officer	Samoa	31-Mar-18
22	David Moverley	Invasive Species Adviser	Nouvelle-Zélande	13-Oct-18
23	James Atherton	Biodiversity Adviser	Samoa	17-Dec-20
24	Amanda Wheatley	Ecosystem and Biodiversity Officer	Australie	13-Jun-20
25	Vainuupo Jungblut	Protected Areas Officer	Samoa	13-Dec-20
26	Herman Timmermans	PEBACC – Project Manager	Afrique du Sud	19-May-18
27	David Loubser	PEBACC – Vanuatu Country Manager	Nouvelle-Zélande	04-Jul-18
28	Fred Patison	PEBACC – Solomon Islands Country Manager	Îles Salomon	30-Sep-18
29	Jilda Shem	PEBACC Communications Officer	Vanuatu	16-Jul-19
30	Allan Dan	PEBACC Vanuatu Project Officer	Vanuatu	14-Aug-19
31	Filomena Serenia	PEBACC Fidji Project Officer	Fidji	31-Jul-19
32	Roneel Prasad	PEBACC Finance and Administration Officer	Fidji	24-Jul-19
33	Ofa Kaisamy	ABS – Legal Adviser	Tonga	10-Sep-20
34	Rahul Chand	ABS – Capacity Building Officer	Fidji	20-Oct-20
35	Isabel Rasch	ABS – Technical and Finance Assistant	Samoa	22-Aug-20
36	Faasipa Lemalu	Shark Outreach Campaign Assistant (Temp)	Samoa	30-Jun-18
37	David Sakoda	Invasive Species Specialist (Peace Corp Response Volunteer)	États-Unis	26-Aug-18
38	Akiko Hamada-Ano	Coastal and Marine Management Specialist (Peace Corp Response Volunteer)	États-Unis	13-May-18
39	<i>Vacant</i>	Marine and Conservation Specialist		
40	<i>Vacant</i>	Ecosystem-based Adaptation Officer		
41	<i>Vacant</i>	Turtle Database Officer		
42	<i>Vacant</i>	Coral Reef Management Officer		
43	<i>Vacant</i>	Invasive Species Officer		
CLIMATE CHANGE				
44	Foinijancey Fesolai	Secretary to Division Director/ Division Assistant	Samoa	1-Oct-20
45	Espen Ronneberg	Climate Change Adviser	Norway	31-Mar-18
46	Tagaloa Cooper-Halo	Climate Change Institutional Strengthening Adviser	Nioué	18-Aug-19
47	Salesa Nihmei	Meteorology and Climate Officer	Vanuatu	18-Jan-19
48	Tommy Moore	Pacific Islands Global Ocean Observing System Officer	États-Unis	31-Dec-17
49	Sunny Seuseu	Climate Prediction Services Coordinator	Samoa	29-Mar-18
50	Azarel Mariner	COSPPac Capacity Development Officer	Samoa	30-Jun-18
51	Siosinamele Lui	COSPPac Climate Traditional Knowledge Officer	Samoa	30-Jun-18
52	Philip Malsale	COSPPac Climatology Officer	Vanuatu	30-Jun-18
53	Sela Simamao	Pacific Met Desk Project Assistant	Tonga	30-Jun-18
54	Makelesi Gonelevu	Knowledge Management Officer	Fidji	30-Jun-18
55	Priscilla Olano	Pacific Climate Change Portal Technical Assistant	Samoa	31-Dec-17
56	Filomena Nelson	Climate Change Adaptation Adviser	Samoa	8-Oct-20
57	Philip Marsden	Climate Information Knowledge Specialist (On Secondment from GIZ)	Allemagne	27-Jul-18
58	Patrick Pringle	Climate Analytic Consultant (On Secondment from Cimate Analytics)	Royaume-Uni	30-Sep-19
59	Alexander Montoro	Technical Expert on Climate and Weather Services (Peace Corp Response Volunteer)	États-Unis	09-Mar-18
60	<i>Vacant</i>	Pacific Islands Global Climate Observing System Officer		
61	<i>Vacant</i>	Oceanography Officer		

MEMBRE DU PERSONNEL	DÉSIGNATION	PAYS	DATE D'EXPIRATION DU CONTRAT	
ENVIRONMENTAL MONITORING AND GOVERNANCE				
62	Pauline Fruean	Secretary to Division Director/ Division Assistant	Samoa	24-May-18
63	Joep Davetanivalu	Planning and Capacity Development Adviser	Fidji	30-Sep-19
64	Paul Anderson	Inform Project Manager	États-Unis	24-Sep-20
65	Whitney Isenhower	Environmental Reporting Specialist (Peace Corp Response Volunteer)	États-Unis	13-May-18
66	<i>Vacant</i>	Environmental Monitoring Officer		
67	<i>Vacant</i>	Environmental Assessment and Planning Officer		
68	<i>Vacant</i>	Sustainable Development Adviser		
69	<i>Vacant</i>	Environmental Monitoring and Reporting Adviser		
70	<i>Vacant</i>	Inform Project, Environmental Monitoring and Reporting – GIS Specialist		
71	<i>Vacant</i>	Inform Project, Environmental Monitoring and Reporting Specialist		
72	<i>Vacant</i>	Inform Project, Finance and Technical Assistant		
73	<i>Vacant</i>	Spatial Planning Officer		
WASTE MANAGEMENT AND POLLUTION CONTROL				
74	Adi Tamanikaiyaroi	Secretary to Division Director/ Division Assistant	Samoa	23-Jul-20
75	Anthony Talouli	Pollution Adviser	Fidji	31-Jul-20
76	Ma Bella Guinto	Solid Waste Management Adviser	Nouvelle-Zélande	16-Sep-20
77	Frank Griffin	Hazardous Waste Management Adviser	PNG	20-Sep-19
78	Stewart Williams	PacWaste Project Manager	Australie	31-Dec-17
79	<i>Vacant</i>	PacWaste Communications Officer		
CORPORATE SERVICES				
Project Coordination Unit				
80	Simon Wilson	Manager, Project Coordination Unit	Australie	18-Jun-18
81	Meapelo Maiai	Global Environment Facility Support Adviser	Samoa	31-Oct-18
82	Christina Tierno	Project Management Specialist (Peace Corp Response Volunteer)	États-Unis	16-May-18
83	Hakan Thyer	Project Management Specialist (Peace Corp Response Volunteer)	États-Unis	16-May-18
Information Resources and Archives				
84	Miraneta Williams-Hazelman	Information Resources Centre and Archives Manager	Samoa	9-Aug-18
85	Angelica Salele	Information Management Officer	Samoa	17-May-20
86	Lupe Silulu	Registry and Archives Officer	Samoa	31-Dec-18
87	Emma Arasi	Assistant Registry and Archives Officer	Samoa	11-Jan-18
Communications and Outreach				
88	Nanette Woonton	Media and Public Relations Officer	Îles Cook	06-Aug-20
89	Leanne Moananu	Communications Support Officer	Samoa	31-Dec-18
90	<i>Vacant</i>	Communications and Outreach Adviser		
91	<i>Vacant</i>	Publications Officer		
92	<i>Vacant</i>	Outreach Support Officer		
Information Technology				
93	Christian Slaven	IT Manager	Samoa	02-May-18
94	Epeli Tagi	IT Network and Systems Support Engineer	Fidji	30-Apr-20
95	Billy Chan Ting	Web Applications Developer Specialist	Samoa	30-Apr-20
96	Ainsof So'o	Systems Developer and Analyst	Samoa	05-May-19
97	Tavita Su'a	IT Support Officer	Samoa	11-Jan-20
Finance and Administration				
98	Veronica Levi	Financial Accountant	Samoa	10-Apr-19
99	Maraea Slade-Pogi	Procurement Officer	Samoa	05-Jan-20
100	Siniva Tuuau-Enosa	Project Accountant	Samoa	26-Jun-19
101	Alvin Sen	Project Accountant	Fidji	16-Jun-19
102	Rachel Levi	Finance Officer	Samoa	24-Jun-19
103	Dannicah Chan	Finance Officer	Samoa	22-Oct-20
104	Atitoafaiga Tau	Finance Officer	Samoa	06-Nov-20
105	Naoafioga Feu'u	Finance Officer	Samoa	10-Sep-20
106	Foisagaosina Eteuati	Finance Officer	Samoa	09-Oct-20
107	Hetta Fuimaono	Finance Officer	Samoa	19-Jun-19
108	Anuilagi Tyrell	Finance Officer	Samoa	26-Jun-19
109	Lawrence Warner	Property Services Officer	Samoa	4-Dec-18
110	Faamanatu Siliti	Driver/ Clerk	Samoa	05-Dec-20
111	Amosa To'oto'o	Cleaner/ Teaperson	Samoa	31-Dec-19
112	Cynthia Ah Loo	Cleaner/ Teaperson	Samoa	05-Mar-20
113	Tagiilima Enele	Groundsman	Samoa	12-May-20
114	Isaia Talaitau	Groundsman	Samoa	11-Sep-19
115	<i>Vacant</i>	Administration and Conference Officer		
116	<i>Vacant</i>	Procurement Assistant		
Human Resources				
117	Luana Chan-Jamieson	Human Resources Officer	Samoa	05-Jan-20
118	Marion Chan Chui	Assistant Human Resources Officer	Tonga	08-May-20
119	Jolynn Managreve-Fepuleai	Assistant Human Resources Officer	Fidji	08-Jul-18
120	Monica Tupai	Corporate Services Assistant	Samoa	21-May-19
Young Professionals / Attachments				
121	Flora Artzner	Blue Belt Project Coordinator	France	31-May-19
SPREP-based Consultants				
122	Bradley Myer	Invasive Species Consultant	Nouvelle-Zélande	31-Jul-18
123	Shannon Donato	Project Management Assistant	Nouvelle-Zélande	30-Jun-19

Acronymes et Abréviations

APA	Accès et partage des avantages	GSEE	Groupe de spécialistes des espèces envahissantes
ACP AME2	2e phase du projet sur les Accords multilatéraux environnementaux entre les États des Caraïbes et du Pacifique	JICA	Agence japonaise de coopération internationale
BA sD	Banque asiatique de développement	J-PRISM II	Phase II du projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides
AFB	Agence française pour la biodiversité	Projet MACBIO	Projet de gestion de la biodiversité marine et côtière dans le Pacifique
AIMS	Institut australien des sciences de la mer	AME	Accords multilatéraux sur l'environnement
AOSIS	Alliance des petits États insulaires	MSP	Planification spatiale marine
APCC	Centre de climatologie de l'APEC	MNRE	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce du Gouvernement de Samoa
BEQC	Bureau du CNMI (Commonwealth des îles Marianne du Nord) pour la qualité environnementale et côtière	PdC	Protocole de coopération
DIB	Programme de développement d'informations sur la biodiversité	MWCS D	Ministère des Femmes, de la Communauté et du Développement social du gouvernement de Samoa
BIOPAMA	Observatoire régional pour la gestion de la diversité biologique et des aires protégées	SMHN	Services météorologiques et hydrologiques nationaux
Triple COP des BRS	Conférences des Parties aux Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm	SNAGE	Stratégies nationales de gestion de l'environnement
CEN	Conservatoire néo-calédonien pour l'environnement naturel	PNDD	Plan national de développement durable
CEPA	Autorité pour la conservation et la protection environnementale	NOAA	Administration nationale des océans et de l'atmosphère (États-Unis)
CI	Conservation International	PACWASTE	Projet de gestion des déchets dangereux dans le Pacifique
CNMI	Commonwealth des îles Mariannes du Nord	PEBACC	Adaptation océanique au changement climatique basée sur les écosystèmes
COSPPac	Programme de soutien climatique et océanographique dans le Pacifique	PNG-METT	Instrument de suivi pour l'efficacité de la gestion en Papouasie-Nouvelle-Guinée
CORP	Conseil des organisations régionales du Pacifique	PIEC	Conférence sur le changement climatique dans le Pacifique
CSIRO	Commonwealth pour la recherche scientifique et industrielle	PIRT	Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature
DFAT	Département australien des Affaires étrangères et du Commerce	PMC-4	Quatrième réunion du Conseil météorologique du Pacifique
DWM	Département de la Gestion des déchets	PMMM-2	Deuxième réunion des ministres de la météorologie du Pacifique
FED 11	Onzième Fonds européen de développement	CR COP-8	Huitième Conférence des Parties à la Convention de Rotterdam
ZÉE	Zone économique exclusive	RMI	République des îles Marshall
ÉIE	Évaluation de l'impact sur l'environnement	SCS	Société de conservation de Samoa
EMG	Surveillance et gouvernance environnementales	SCOPI C	Prévisions des climats saisonniers dans les pays insulaires du Pacifique
ESRAM	Études sur la cartographie et l'analyse de la résilience écosystémique et socio-économique	SREEM	Mesures d'efficacité énergétique renouvelables durables
UE	Union européenne	SRWMA	Association de gestion des déchets et de recyclage de Samoa
FRDP	Cadre pour un développement résilient dans le Pacifique	Scénario de SAMOA	Modalités d'action d'accélération des petits États insulaires en développement
ÉFM	États fédérés de Micronésie	SoE	Compte rendu de l'état de l'environnement
FEM	Fonds pour l'environnement mondial	SDG	Objectifs de développement durable
GEF-PAS	Projet Global Environment Facility – Pacific Alliance for Sustainability	SCP	Communauté du Pacifique
GPS	Géo-positionnement par satellite	SPTO	Office du tourisme du Pacifique Sud
GBIF	Système mondial d'informations sur la biodiversité	FCT	Facilité de coopération technique
GIS	Systèmes d'information géographique	28SM	Vingt-huitième Conférence du PROE
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, agence de coopération internationale allemande pour le développement	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
GPML	Global Partnership on Marine Litter, Partenariat mondial contre les déchets versés en mer	UN Environment	Programme des Nations Unies pour l'environnement
IKI	Initiative internationale pour le climat	CCNUCC COP23	Vingt-troisième Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques
OIT	Organisation internationale du travail	CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature	UNOCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU
IMMA	Aires essentielles aux mammifères marins	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
IKI	Initiative internationale pour le climat	BM	Banque mondiale
IPT	Outil de publication intégré	OMM	Organisation météorologique mondiale
OMI	Organisation maritime internationale	YCAN	Youth Climate Action Network of Samoa, Réseau d'action pour le climat des jeunes de Samoa

Notre région

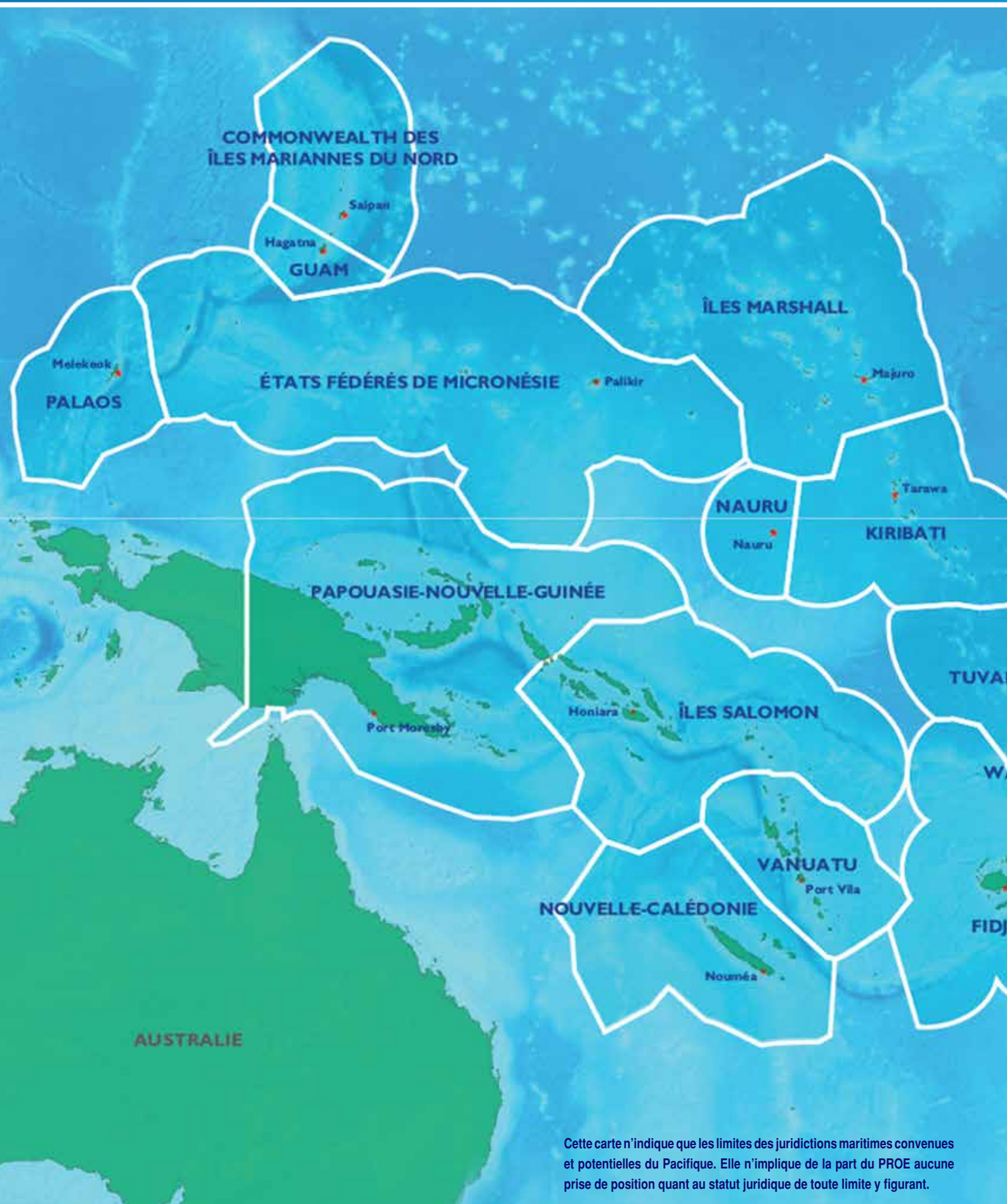
Le Pacifique, plus grand océan de la planète, couvre près d'un tiers de la surface terrestre et compte près de 30 000 îles de tailles et de formes diverses qui parsèment cette vaste étendue.

Les Membres insulaires océaniques du Secrétariat sont les suivants :

- Commonwealth des Îles Mariannes du Nord
- États fédérés de Micronésie
- Fidji
- Guam
- Îles Cook
- Îles Marshall
- Îles Salomon
- Kiribati
- Nauru
- Nioué
- Nouvelle-Calédonie
- Palaos
- Papouasie-Nouvelle-Guinée
- Polynésie française
- République des îles Marshall
- Samoa
- Samoa américaines
- Tokélaou
- Tonga
- Tuvalu
- Vanuatu
- Wallis-et-Futuna

Le PROE compte également cinq Membres métropolitains :

- Australie
- États-Unis d'Amérique
- France
- Nouvelle-Zélande
- Royaume-Uni



Cette carte n'indique que les limites des juridictions maritimes convenues et potentielles du Pacifique. Elle n'implique de la part du PROE aucune prise de position quant au statut juridique de toute limite y figurant.

L'environnement océanique, garant de nos modes de subsistance et de

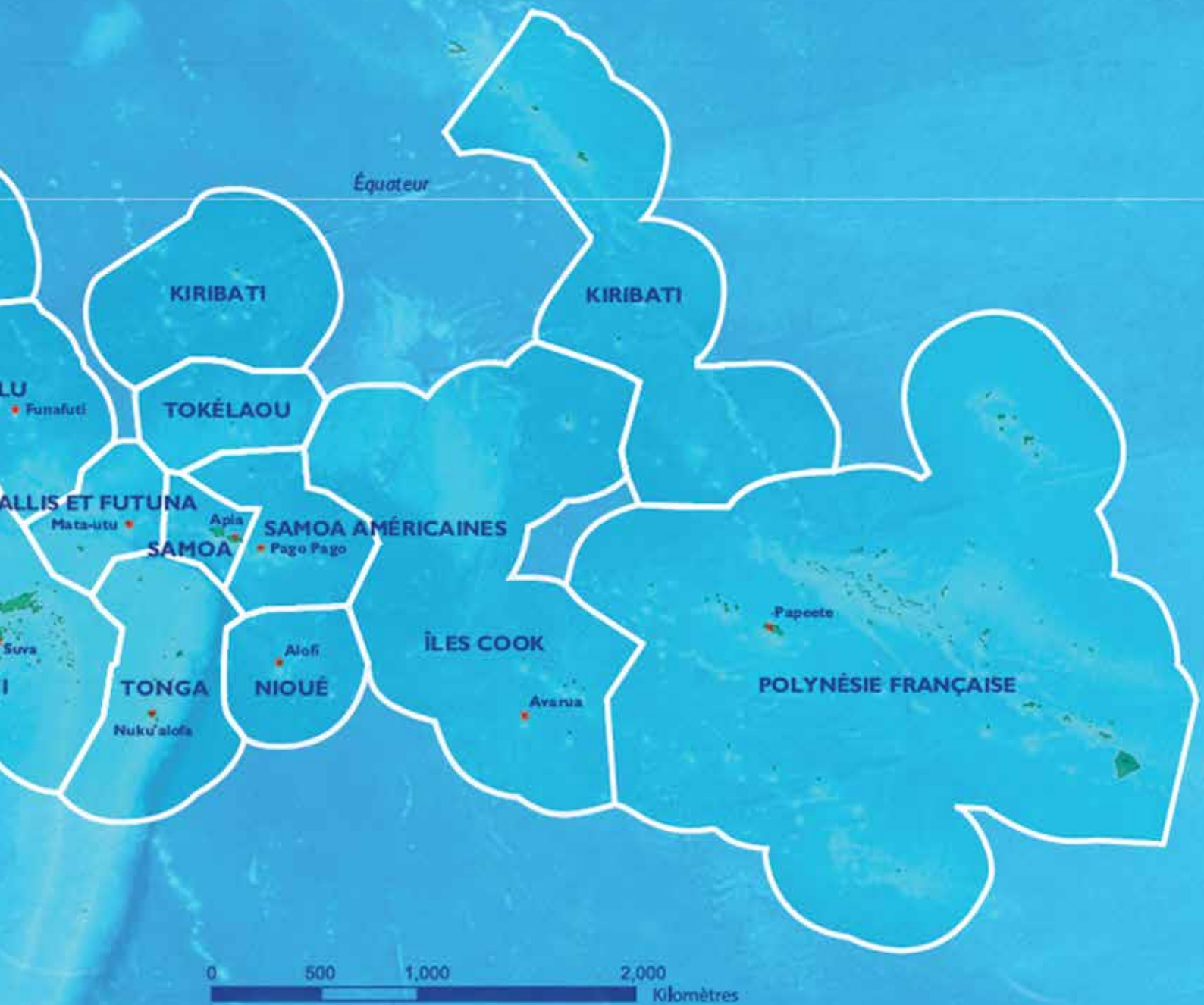


HAWAÏ



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement





PROE

Programme régional océanien
de l'environnement